

AXE & ALLIÉS

1939 - 1945

UN MONDE EN GUERRE

Opération WALKYRIE assassiner Hitler

La **résistance** à Hitler
Le **complot** du 20 juillet 1944
La **chasse** aux conjurés

LA LÉGION FRANÇAISE DES COMBATTANTS ► les hommes du Maréchal
PILLAGE DES STOCKS US EN NORMANDIE ► une menace pour Overlord ?
BORDEAUX JUIN 1940 ► capitale d'une nation aux abois
EISENHOWER ► l'artisan de la victoire à l'Ouest

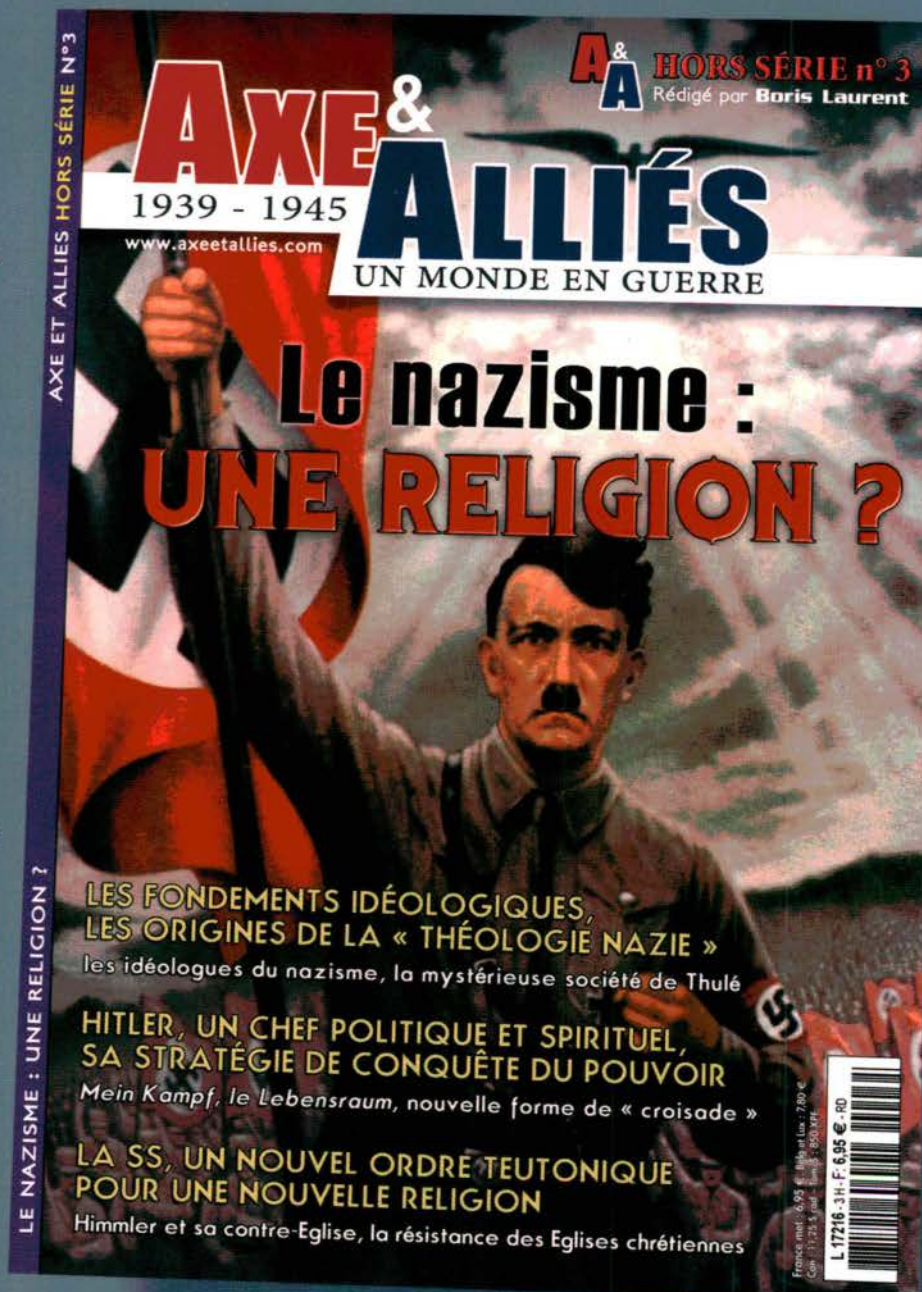
L 15356 - 12 - F: 5,95 € - RD



Véritable mouvement spirituel dont le but était d'effacer le christianisme traditionnel au profit d'un christianisme germanique, le nazisme a eu ses maîtres à penser, ses idéologues, ses « prophètes » d'un ordre nouveau et son « messie », Adolf Hitler.

Pour la première fois en France, ce nouveau numéro hors série étudie les sources spirituelles du nazisme, les fondements de cette nouvelle « foi germanique », les efforts du régime pour mettre au pas les églises catholiques et protestantes, la résistance de ces mêmes églises face à la dictature. Un chapitre s'intéresse également à l'ordre noir voulu par Himmler, la SS, qui puise aux sources du paganisme ses rites les plus obscurs et ses codes les plus secrets.

Complet et documenté, illustré de très nombreuses photographies, ce hors série permet de mieux appréhender les mécanismes profonds qui ont permis aux nazis de prendre et de conserver le pouvoir, en manipulant les aspirations spirituelles du peuple allemand.



Prochain hors série d'AXE & ALLIÉS (n° 4):
**LES OPÉRATIONS SPÉCIALES
DE L'ARMÉE ALLEMANDE**

Découvrez les numéros
hors série d'AXE & ALLIÉS

BON DE COMMANDE PAGE 80

DIRECTEUR DE PUBLICATION :
Théophile Monnier

RÉDACTEUR EN CHEF :
Boris Laurent
laurent@axeetallies.com

RÉDACTRICE GRAPHISTE :
Shan Deraze

ABONNEMENTS, RÉDACTION, PUBLICITÉ :
AXE ET ALLIÉS est une publication
des Éditions du Paladin,
SARL au capital de 20 000 €
625, route d'Aix, 13510 Eguilles
www.axeetallies.com
contact@axeetallies.com

PRINCIPAUX ACTIONNAIRES :
Théophile Monnier, Histoire
& Collections, François Vauvillier

VENTE EN KIOSQUE : MLP

DIFFUSION POUR LA BELGIQUE :
Tondeur Diffusion, 9 avenue Van Kalken
B-1070 Bruxelles. Tél. : 02 55502 21

IMPRESSION : Léonce Deprez
Zone industrielle, 62620 Ruitz

N° ISSN : 1955-8589

COMMISSION PARITAIRE : 0312K88794

© éditions du Paladin 2006

Printed in France
Imprimé en France

Reproduction interdite
sans accord écrit préalable



Chers lecteurs,

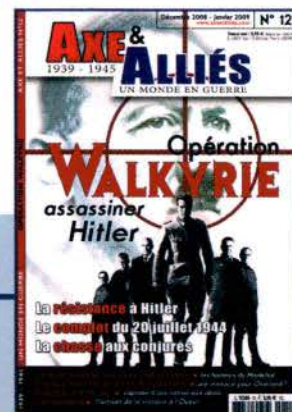
Les armées du III^e Reich ont-elles eu leurs hommes d'honneur ? Dans le fracas des armes, dans le silence assourdissant de l'horreur, des meurtres de masse auxquels la Wehrmacht fut mêlée, des hommes ont tout tenté pour laver leur honneur et celui d'une institution en laquelle ils croyaient. Ils furent aveuglés par les promesses, par les mirages de la grandeur retrouvée, de la gloire militaire et de la tradition, mais le voile tomba pour quelques uns, qui osèrent ouvrir les yeux devant l'évidente perversité du régime ; une poignée d'officiers, si peu, imaginèrent alors rompre ce serment d'allégeance à leur Führer, ce « *suicide physique et moral* » selon les mots de Ludwig Beck.

Tel est le dossier que nous proposons dans ce douzième numéro d'*Axe & Alliés*. Quelques semaines avant la sortie de *Valkyrie*, un film consacré à ces héros et qui fait déjà couler beaucoup d'encre, nous revenons sur cet épisode tragique de la résistance à Hitler, sur la brutalité d'un régime vengeur qui assassina les derniers conjurés en avril 1945, alors qu'Américains et Russes fraternisaient et que le sort de l'Allemagne était déjà scellé.

Bonne lecture,

Boris LAURENT

Affiche du film *Valkyrie*.
En fond, Adolph Hitler.



Les articles

N°12

12 Vie quotidienne

Le pillage des stocks US en Normandie : une menace pour *Overlord* ?

22 Personnalité

Dwight David Eisenhower : l'artisan de la victoire à l'Ouest

30 Politique

La Légion française des combattants : les hommes du Maréchal

40 **Opération Walkyrie : assassiner Hitler**

42 **La résistance à Hitler : la *Schwarze Kapelle***

54 **Tuer le Führer :
le complot du 20 juillet 1944**

62 **Les conséquences de l'attentat :
incapacités et cruauté d'un régime**

68 Politique

**Quelques jours à Bordeaux :
capitale d'une nation aux abois**

Les rubriques

4 Actualités

6 Les fiches lecture

10 Les inventions de la guerre

74 La guerre à l'écran :
Miracle à Santa Anna

80 Abonnements et bon de commande

La dénonciation en France

Jeudi 27 et vendredi 28 novembre

Inévitablement associé à l'Occupation et au régime de Vichy, le phénomène de la dénonciation en France entre 1940 et 1944 reste pour l'historien un sujet d'étude encore insaisissable reposant sur une historiographie très lacunaire. L'une des ambitions de ce colloque sera donc de tenter d'évaluer et de caractériser ce phénomène de la dénonciation, ses spécificités géopolitiques et institutionnelles, ainsi que les mécanismes psychologiques des délateurs. Une comparaison sera faite avec d'autres territoires occupés ou annexés par l'Allemagne.

Fondé pour l'essentiel sur des recherches quantitatives, plus spécialement dans les dossiers d'épuration de la Justice de la Libération, un troisième point permettra de croiser de nombreuses données relatives à la sociologie des délateurs. Enfin, le quatrième et dernier thème de cette rencontre étudiera les sanctions et les représentations des actes de délation à la Libération. ■

Le Mémorial de Caen

Esplanade Eisenhower, BP 55026
14050 Caen Cedex 4
+33(0)2 31 06 06 55
www.memorial-caen.fr



Combattants et paysages de la Grande Guerre dans le Nord-Pas-de-Calais

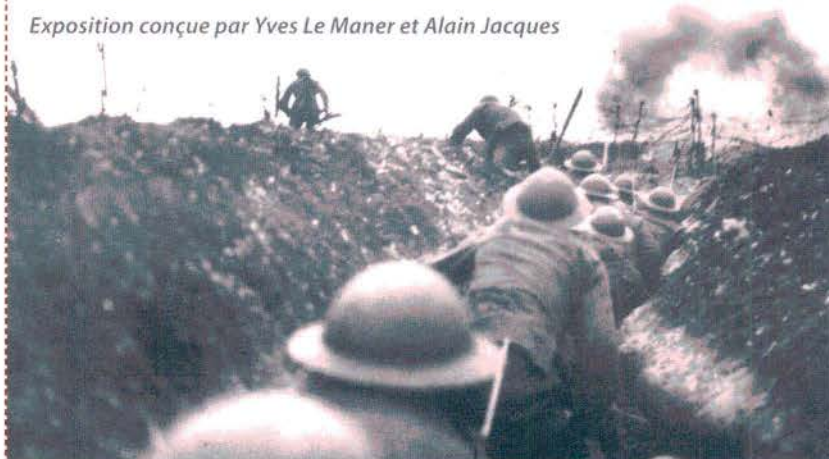
Du 11 novembre 2008 au 11 novembre 2009

Photographies de l'enfer et du chaos :

Combattants et paysages de la Grande Guerre dans le Nord-Pas-de-Calais

DU 11 NOVEMBRE 2008 AU 11 NOVEMBRE 2009

Exposition conçue par Yves Le Maner et Alain Jacques



L'exposition « Photographies de l'enfer et du chaos » vise à présenter et à analyser l'apport du document photographique à la connaissance et à la représentation des combats de la Grande Guerre sur le sol de l'Artois et de la Flandre française. Elle exclue de son approche la masse énorme des clichés de la « zone arrière » des armées, particulièrement active et profonde dans le Nord et le Pas-de-Calais, zones essentielles de contact entre les lignes alliées et le Royaume-Uni : l'activité des camps, des hôpitaux, des dépôts, le quotidien de la vie militaire ordinaire (inspections, entraînements, prises d'armes, bivouacs, remises de décorations...), les contacts multiples et complexes entre les militaires et les civils restés sur place. L'occupation allemande de l'essentiel du département du Nord et d'une partie du Pas-de-Calais n'est pas analysée ici, en dehors des rites funéraires de l'armée allemande. Les rapports avec la population civile fait l'objet d'une exposition de grande ampleur réalisée par les Archives du Nord.

Cette exposition concentre son propos sur le théâtre des combats, sur sa structure, sur la présence même des combattants, sur la représentation, ou l'absence de représentation, des offensives, sur l'observation de la mort au combat.

C'est la notion de « paysage de guerre » qui est au cœur de cette approche : un paysage géographique, topographique, un paysage humain. La représentation par le document photographique des destructions inédites par leur ampleur et leur intensité, qui frappent les villages, les villes, les combattants, s'appuie sur une démarche anthropologique qui combine le regard de l'historien et celui de l'archéologue. ■

La Coupole, BP 284, 62504 Saint-Omer Cedex
+33 (0) 321 12 27 27 - www.lacoupole-france.com

Prisonniers de guerre : histoire d'une communauté captive

À l'été 1940, plus de 1 600 000 hommes sur les 1 800 000 soldats français capturés sont emmenés en Allemagne. Ces prisonniers de guerre, de tous âges, de toutes catégories socioprofessionnelles, partageront jusqu'à l'été 1945 une expérience unique, celle de la captivité, qui les inscrit au sein d'une véritable communauté.

Presque toutes les familles sont touchées directement ou indirectement. Le sort des prisonniers est un enjeu majeur pour lequel tous les compromis sont tentés afin d'obtenir la libération de certains, au risque de créer des inégalités de traitement entre les captifs.

Au-delà du rappel historique des principales étapes de la captivité, ce sont bien les fils invisibles reliant les prisonniers à leur statut d'homme libre que l'exposition entend bien mettre en relief.



A travers le désastre

Coproduite par l'IMEC, la *New York Public Library*, la Bibliothèque et Archives nationales du Québec et le Mémorial de Caen, cette exposition présentera plusieurs centaines de documents d'archives extraits des fonds de l'IMEC illustrant la vie quotidienne, l'action et le travail d'intellectuels — écrivains, philosophes, poètes, journalistes, éditeurs — pendant la Seconde Guerre mondiale. Lettres, journaux intimes, manuscrits d'écrivains, tracts, revues clandestines, livres censurés et ouvrages de propagande évoqueront les divers temps de la guerre.

Officielle ou clandestine, la vie culturelle fut pendant la Seconde Guerre mondiale d'une richesse si exceptionnelle qu'elle a fortement remodelé le paysage éditorial et intellectuel français et européen au lendemain de la Libération.

Au-delà du choix crucial entre engagement dans la Résistance et implication dans la Collaboration, ces archives témoignent de tous les événements tragiques de cette période, de la déclaration de guerre à la capitulation de l'Allemagne. Cette exposition sera ensuite présentée à New York et à Montréal. Entrée libre et gratuite. ■

Le Mémorial de Caen
Esplanade Eisenhower, BP
55026, 14050 Caen Cedex 4
Tél : +33(0)2 31 06 06 57
www.memorial-caen.fr



L'exposition au CHRD s'articule autour de sept grands axes d'étude : la machinerie administrative allemande : identifier le prisonnier (le mouvement des hommes, leur fichage, les Oflags et les Stalags) ; le quotidien du captif : la vie s'organise (le travail, la vie sociale) ; contrer la déchirure de la séparation : les colis, les courriers (les lettres et les colis réglementés en poids et taille, les témoignages) ; le devoir du soldat ? : s'évader, résister (actes de résistance des prisonniers de guerre) ; un enjeu de la politique de collaboration : Vichy et les prisonniers (le Service diplomatique des prisonniers de guerre) ; vivre l'absence :

femmes de prisonniers (la captivité façonne la vie des hommes, de leurs femmes et de leurs enfants) ; une mémoire à pérenniser : la Libération, le retour (le difficile retour, les séquelles).

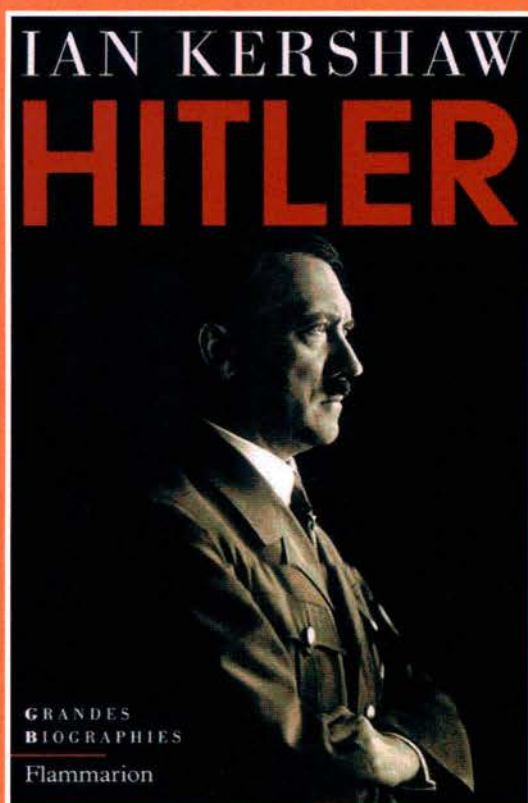
Pièces maîtresses de l'exposition, les aquarelles de Jean Billon ont été confiées au musée par les descendants du peintre en 2002. 67 portraits constituent une série étonnante intitulée « Visages de prisonniers » réalisée par l'artiste en 1941. ■

**Centre d'Histoire de la Résistance
et de la Déportation**
14, avenue Berthelot, 69007 Lyon
04 78 72 23 11
chrd@mairie-lyon.fr

Hitler

Considérée depuis sa parution en 1999 comme la biographie de référence sur Adolf Hitler, le « Hitler » de Ian Kershaw est proposé ici dans une nouvelle version, une synthèse des deux ouvrages monumentaux qui formaient l'étude d'origine.

Epurée de toutes ses notes et raccourcie sur quelques chapitres, cette version revient donc sur la vie du Führer, de son enfance autrichienne plutôt heureuse à son suicide dans Berlin en ruine... Mais plus que la vie d'Hitler, c'est plutôt l'histoire de ses idées et de son combat politique que Kershaw retrace, tant Hitler semble avoir mis en parenthèses toute vie réelle pour se dédier entièrement à son personnage du « Chef », abandonnant progressivement toute relation sincère avec ses proches et décryptant le monde à travers une grille de certitudes immuables.



L'un des traits les plus marquants d'Hitler était son dilettantisme. Marqué par sa jeunesse à Vienne – où il profita de l'héritage parental pour vivre quelques années de confort relatif et d'oisiveté –, Adolf Hitler fut toute sa vie allergique au travail, en particulier au travail administratif et aux réunions avec ses collaborateurs. Ce manque de constance et son désintérêt total pour la gouvernance est l'une des causes de l'incroyable anarchie administrative du III^e Reich. Mais on découvre également les qualités qui ont permis à Hitler d'arriver au pouvoir : une mémoire prodigieuse et un sens stratégique indéniable, une volonté de fer et une absence totale de scrupule, et surtout un don d'orateur et un charisme hors du commun.

Avec cette étude remarquable, Kershaw tente de comprendre comment un marginal comme Hitler, inapte à toute vie sociale, a pu s'imposer en Allemagne. La réponse tient au contexte particulier de l'après-guerre, au manque de discernement des adversaires ou des alliés de circonstances du nazisme et au sens politique redoutable du dictateur. Indispensable pour comprendre le phénomène Hitler et la montée du nazisme. ■ TM.

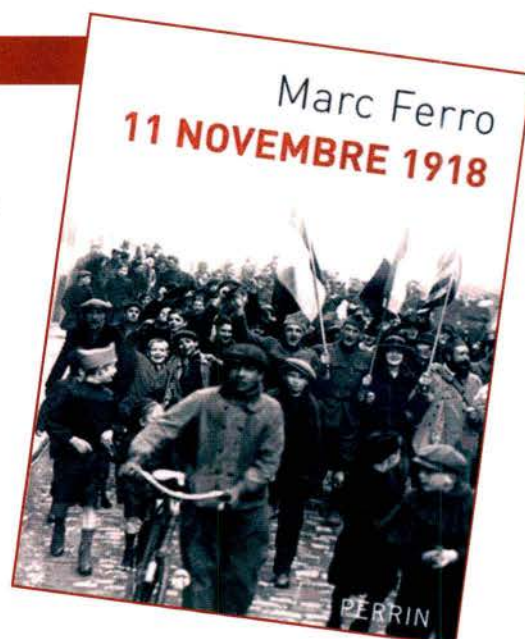
Flammarion, environ 1 100 pages, 32 €.

11 Novembre 1918

La commémoration de l'Armistice de 1918 est toujours l'occasion de voir publier des ouvrages sur la Grande Guerre, cette atroce guerre civile européenne. Edité par les éditions Perrin et sobrement intitulé *11 Novembre 1918*, cet ouvrage a choisi de présenter l'atmosphère des derniers mois de la guerre et la période qui suit l'Armistice, avec quelques images saisissantes, comme ce bal des veuves aux Tuileries ou ces commémorations qui ne peuvent masquer les innombrables vies brisées. Un chapitre est consacré aux photos de quelques figures qui ont fait la guerre, comme Rommel, de Gaulle, Mussolini, etc.

Recueil de photographies plus qu'étude historique, cet ouvrage bénéficie de la plume du célèbre historien Marc Ferro. ■ TM.

Editions Perrin, grand format, 160 pages, 25 €.



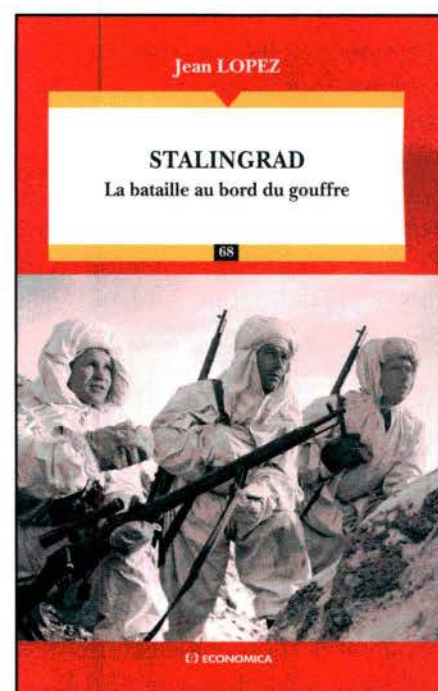
Stalingrad : la bataille au bord du gouffre

Après un *Koursk* détonnant publié il y a quelques mois à peine, Jean Lopez frappe à nouveau très fort avec une étude magistrale sur la bataille de Stalingrad, la plus fameuse bataille de la Seconde Guerre.

Longtemps mal connue car sanctifiée par l'historiographie soviétique qui en faisait le sommet de l'héroïsme russe, Stalingrad révèle ici son vrai visage, celle d'un combat de la dernière chance pour l'Armée rouge aux abois, et d'une défaite qui n'avait rien d'inéluctable pour la Wehrmacht. L'auteur aborde tout d'abord la chaîne d'événements et d'opérations qui conduit aux rives de la Volga. Après une offensive d'été où les forces allemandes remportent à nouveau des succès spectaculaires, la machine de

guerre soviétique, comme l'avait prédit Hitler, est au bord de l'effondrement. Mais les objectifs stratégiques allemands (traverser le Caucase et prendre le pétrole du Bakou) sont irréalistes. Pourtant, la prise de Stalingrad, qui permettrait de bloquer le trafic sur la Volga et verrouiller le front nord, reste un objectif secondaire de la campagne. L'engagement de la 6^e armée de Paulus dans la ville sera plus le fait des circonstances que d'un choix mûri.

Le chapitre consacré au contexte général de la bataille elle-même est passionnant car il détaille tous les éléments de l'environnement stratégique : contraintes logistiques russe et allemandes, état des deux camps, intention des états-majors, etc. On plonge ensuite comme il se doit dans



l'enfer de la bataille, avec cet affrontement urbain apocalyptique qui a tant marqué les esprits. De nombreux aspects de la lutte sont abordés, comme les tactiques, le moral et la motivation des troupes. Enfin, l'opération Uranus et la réaction allemande sont étudiées, avant un chapitre de conclusion qui analyse brillamment les conséquences de la bataille.

Stalingrad est un livre passionnant car il démontre que cette bataille a bien été le tournant du conflit, non pas en ce qu'elle a représenté le début de la fin pour l'Allemagne, mais surtout parce qu'elle a sauvé l'Union soviétique, qui ne se serait très certainement pas remis de cette nouvelle défaite. On a la confirmation ici que l'issue s'est jouée à rien et que la Wehrmacht aurait pu tout aussi bien l'emporter. En ce sens, Stalingrad est bien *une bataille au bord du gouffre* ! ■ TM.

Economica, 480 p, 29 €.

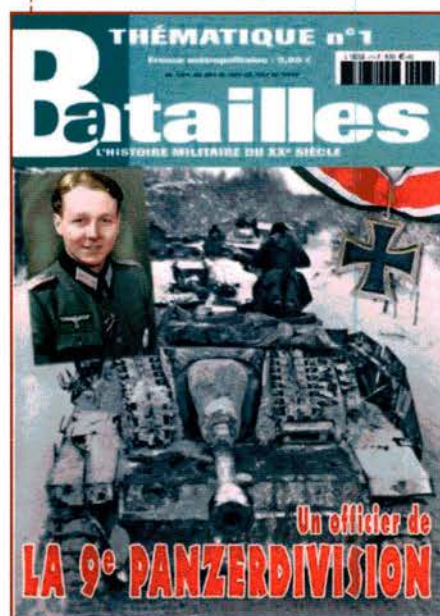
Un officier de la 9. Panzerdivision

Dorénavant proposé sous la dénomination de « thématique », le dernier hors série de la revue *Batailles* est consacré à l'itinéraire d'un officier du Panzer-Regiment 33 de la 9. Panzer. Engagé volontaire à 18 ans pour les chars, Ludwig Bauer sera le dernier récipiendaire de la croix de chevalier de la croix de Fer, le 19 avril 1945 !

Après une longue formation initiale, Bauer fera toute la campagne de Russie, de 1941 à 1944, alternée avec des périodes de repos pour blessures et des stages en école d'officiers. Au travers des nombreuses photos, on découvre la vie sur le front de l'Est mais aussi le système de formation des jeunes officiers de la Wehrmacht, qui produit les

meilleurs commandants de chars du monde. Un parcours extraordinaire et très représentatif de l'armée allemande de la Seconde Guerre, bien différent de celui des soldats « politiques » de la SS. Dans une lettre en forme d'épilogue, Ludwig Bauer exprime d'ailleurs ses sentiments 60 ans après la guerre, évoquant son engagement par patriotisme et conviction religieuse. Mais une fois au front, seuls les liens puissants de la camaraderie permettaient de poursuivre un combat qui avait perdu de son sens. ■ TM.

Thématique Bataille n° 1
Disponible en kiosque, 9,95 €.



Note : le dossier du prochain *Axe & Alliés* sera consacré à la bataille de Stalingrad, avec des articles de Jean Lopez développant les éléments de son ouvrage.

Cinq mots forts de la propagande nazie

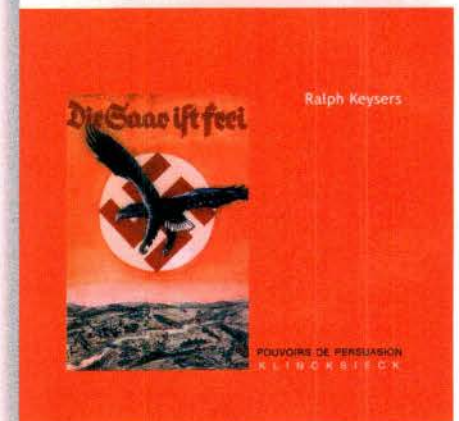
Le monde politique allemand n'a pas compris que la prise du pouvoir d'Hitler le 30 janvier 1933 allait plonger l'Allemagne dans la brutalité et la guerre. L'incendie du Reichstag et la répression qui suivit n'ont pas alarmé la population allemande ni les démocraties voisines.

Cinq mots. Il aura suffi de cinq mots pour un coup de maître politique et diplomatique : *Terror*, *Emigrant*, *Separatist*, *Gift* (poison) et *Element*. Tels sont les mots relevés dans la presse nazie mais aussi dans *Mein Kampf*, par l'historien Ralph Keyzers, pour expliquer le triomphe électoral d'Hitler lors du plébiscite du 13 janvier 1935 concernant la Sarre. Ces cinq mots sont les armes d'une

formidable machine à persuader, un « réarmement rhétorique » avant le réarmement total du pays.

Dans un ouvrage passionnant, Ralph Keyzers décrypte le langage national-socialiste et son impact sur les Allemands. S'inspirant des travaux du professeur Klemperer, licencié après l'arrivée des nazis au pouvoir, Keyzers revient sur la charge émotive des mots utilisés par Hitler et la formidable capacité du Führer à façonner l'esprit des Allemands qui se sont progressivement appropriés ce vocabulaire. Viktor Klemperer avait observé dès 1933 le vocabulaire utilisé par les nazis, mais aussi l'élimination progressive d'une culture par le langage. Un extrait de son journal fut publié sous le

Cinq mots forts de la propagande nazie



titre *Lingua Tertii Imperii* (LTI), *La langue du III^e Reich*.

« Là où l'on fait violence à l'homme, on le fait aussi à la langue ». Ces mots de Primo Levi résument à eux seuls la formidable capacité de destruction du national-socialisme. Car les nazis ont réinventé un vocabulaire ; ils ont germanisé, jusqu'à l'absurde, une multitude de termes considérés comme « non-aryens » ; ils ont déformé, manipulé, dévoyé la langue, et masqué l'horreur grâce à leur maîtrise des mots.

Le plébiscite pour le rattachement de la Sarre au Reich est le premier triomphe en politique étrangère d'Hitler et de sa propagande. Ralph Keyzers reprend ces cinq mots dans autant de chapitres très instructifs, déroutants, qui nous mènent au cœur de la machine linguistique nazie. En outre, des tableaux terminotiques des mots étudiés permettent de suivre les enchevêtrements et les liens qui existent entre les différents termes. Des tableaux de composition lexicale sont également présentés pour les lecteurs non germanistes.

■ BL.

Klincksieck, 210 pages, 19 €

GBM n° 85

Guerre, blindés et matériels, la revue du « combat blindé à la française », devient trimestriel. Le contenu reste toujours entièrement consacré aux véhicules et matériels français de 1914 à 1940. Dans ce n° 85, on lira ainsi une présentation du Laffly W15 TCC, chasseur de chars révolutionnaire doté de l'excellent canon de 47 mm et dont la mise en service massive aurait probablement affecté l'issue de la campagne de France. Sont également abordés les canons de marine de l'ALT ou les opérations du 7^e BCC.

Mais si la revue se consacre essentiellement aux matériels, les concepts stratégiques ne sont pas ignorés. Comment se serait ainsi concrétisée la proposition du chef de bataillon* de Gaulle, de créer un

« corps spécialisé », comme il l'exprime dans son ouvrage *Vers l'armée de métier* ? Cette « armée de choc » de six divisions blindées et motorisées auraient eu vocation à « provoquer la décision ». Si l'organisation et l'équipement de cette unité sont détaillés, son emploi et surtout sa place dans la stratégie défensive française de l'avant-guerre ne sont pas abordés. ■ TM.

GBM n° 85

Disponible en kiosque, 6,90 €

* son grade à la rédaction de l'ouvrage



Axe & Alliés propose une **nouvelle série exceptionnelle**

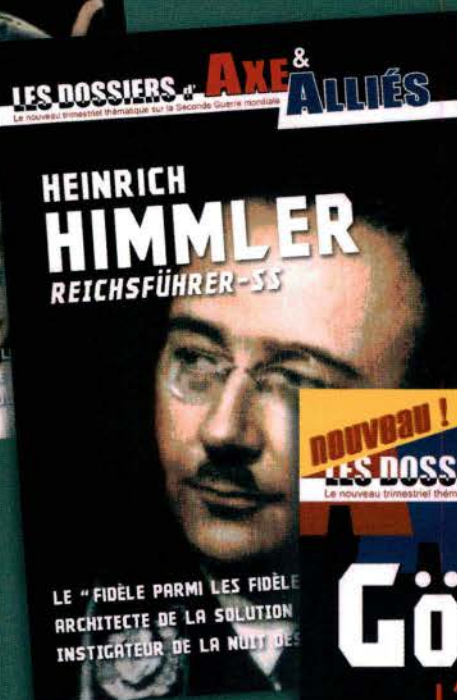
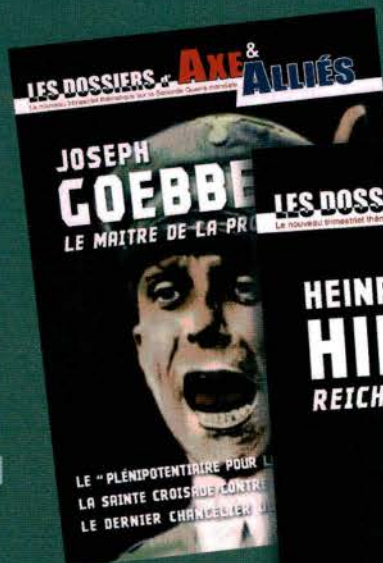
sur **les dirigeants du III^e reich**

6,95 €

Une collection unique et inédite de biographies
sur les dirigeants nazis, militaires ou civils, qui ont
présidé au funeste destin de l'Allemagne du III^e Reich.

Découvrez leur parcours dans l'Allemagne humiliée du Traité de Versailles,
leur volonté de pouvoir et leur ambition pour établir un nouvel ordre allemand,
leur rôle et leurs décisions pendant le conflit mais aussi leur participation à la
mise en place d'une dictature implacable et aux crimes du régime nazi.

**Göring
Rommel
Göbbels
Himmler
Degrelle
Heydrich
etc**



LES DOSSIERS D'AXE ET ALLIÉS

Une collection de
16 numéros
84 pages
papier glacé
dos carré



**n°1
en kiosque**

également en vente sur www.axeetallies.com

☐ Je m'abonne aux **DOSSIERS** pour
1 an (4 numéros) au tarif privilégié de **24 €**
Tarif pour la France métro. et la Corse. Autres dest : 28 €

☐ Je m'abonne aux **DOSSIERS** pour
2 ans (8 numéros) au tarif privilégié de **45 €**
Tarif pour la France métro. et la Corse. Autres dest : 49 €

☐ Je commande le **DOSSIER N°1**
sur **HERMANN GOERING**
tarif : **6,95 € + frais de port** : 2 € pour la France
métropolitaine et la Corse ; autres destinations : 4 €

BON DE COMMANDE

Nom et prénom :

Né(e) le : Adresse :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

☐ Je règle par **chèque**
(à l'ordre des "éditions du Paladin")

☐ Je règle par **carte bancaire**

Numéro de la carte :

||||| ||||| ||||| |||||

date de validité : || ||

cryptogramme visuel : ||||

date et signature :

AA12

Naissance de l'hélicoptère

Par **Christophe PRIME**

L'hélicoptère est une des premières machines que l'homme a imaginées pour voler. Un croquis de Léonard de Vinci daté de 1486 représente une machine volante à aile tournante basée sur le principe de la vis d'Archimède. Mais, on sait aujourd'hui que les Européens et les Chinois avaient déjà élaboré des machines jouets basés sur ce même principe.

Au cours du XIX^e siècle, quelques esprits pionniers tentent sans succès de faire voler des hélicoptères. Il faut attendre la mise au point de moteurs capables de produire une puissance suffisante pour arracher l'engin du sol. Il faut également mettre au point les systèmes de conduite de vol et de stabilisation relativement complexes. En 1907, le Français Paul Cornu réalise un bref vol vertical à bord d'un hélicoptère rudimentaire. Le premier vol contrôlé date quant à lui de 1930. L'Américain d'origine russe Igor Sikorsky est le premier à déposer le brevet d'un hélicoptère. Mais

L'ingénieur russe Igor Sikorsky travaille pour les Français avant de partir pour les États-Unis en 1919. Il reprend ses travaux sur les machines volantes pour lancer en 1939 un hélicoptère à vocation militaire.

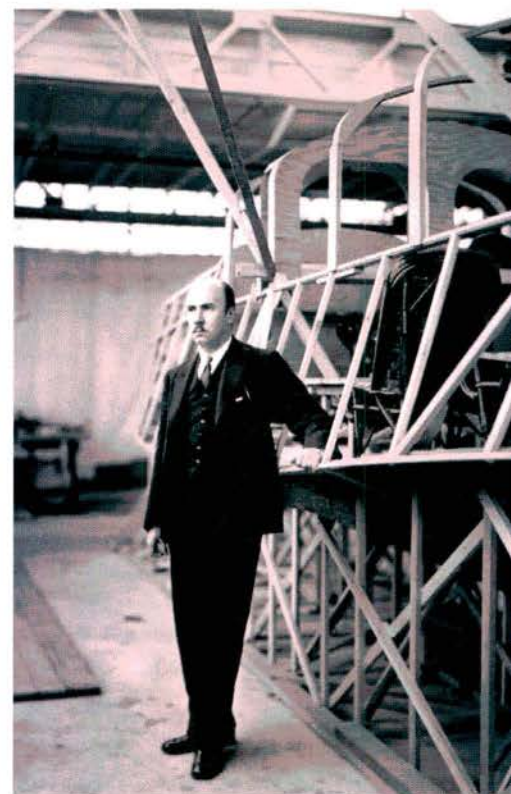
c'est pendant la Seconde Guerre mondiale que l'hélicoptère va connaître son réel développement.

Une machine énigmatique

En Allemagne, le professeur Henrich Focke travaille sur les voilures tournantes. Il acquiert une grande expérience en construisant sous licence les autogires *C.19 Don Quichote* et *C.30 Heuschrecke* (sauterelle) de Juan de La Cierva. En 1936, il construit le premier hélicoptère entièrement fonctionnel, le *FW.61*. Il utilise pour cela la cellule d'un biplan d'entraînement *FW.44 Stieglitz* munie de deux rotors suspendus entraînés par le moteur en étoile disposé à l'avant.

Contrairement à l'autogire, cet appareil peut décoller et atterrir verticalement. Mais, face au désintérêt de la société Focke-Wulf, Focke décide de s'associer au champion du monde de voltige Gerd Achgelis pour créer la société *Focke, Achgelis & Co., GmbH*. Le *FW.61* est présenté en vol par

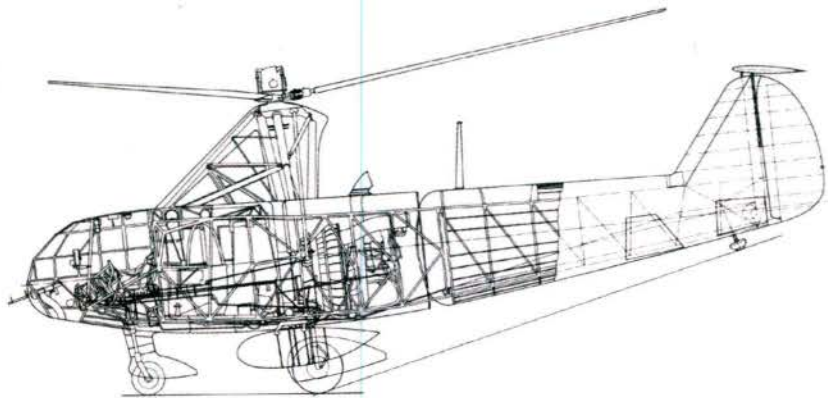
L'ingénieur français Paul Cornu aux commandes de son hélicoptère. Il effectue un vol historique en 1907 durant lequel son engin s'élève à quelques mètres du sol pendant quelques instants.



Hanna Reitsch à l'intérieur du *Deutschlandhalle Stadium* de Berlin en 1938. Impressionné, le *Reichs luftfahrtministerium* (RLM) confie à Focke le développement d'un hélicoptère dédié à des missions de transport. Les deux hommes conçoivent le *FA 223 Drache*. La machine testée atteint 182 km/h pour une masse maximale de 3,7 tonnes. La production en série est lancée, mais seulement une quarantaine de machines est fabriquée.

Malgré l'expérience malheureuse de *Fl.265* (détruit en vol en mai 1939), l'ingénieur Anton Flettner poursuit ses recherches et met au point dans le courant de l'année 1941 un hélicoptère biplace léger de reconnaissance et d'observation, le *Flettner Fl. 282 Kolibri*. La *Kriegsmarine* espère pouvoir l'utiliser pour la lutte anti-





Plan du FA 223 Drache. C'est sur ce type d'appareil qu'est mis au point le dispositif du plateau cyclique permettant au pilote de commander les pales individuellement.

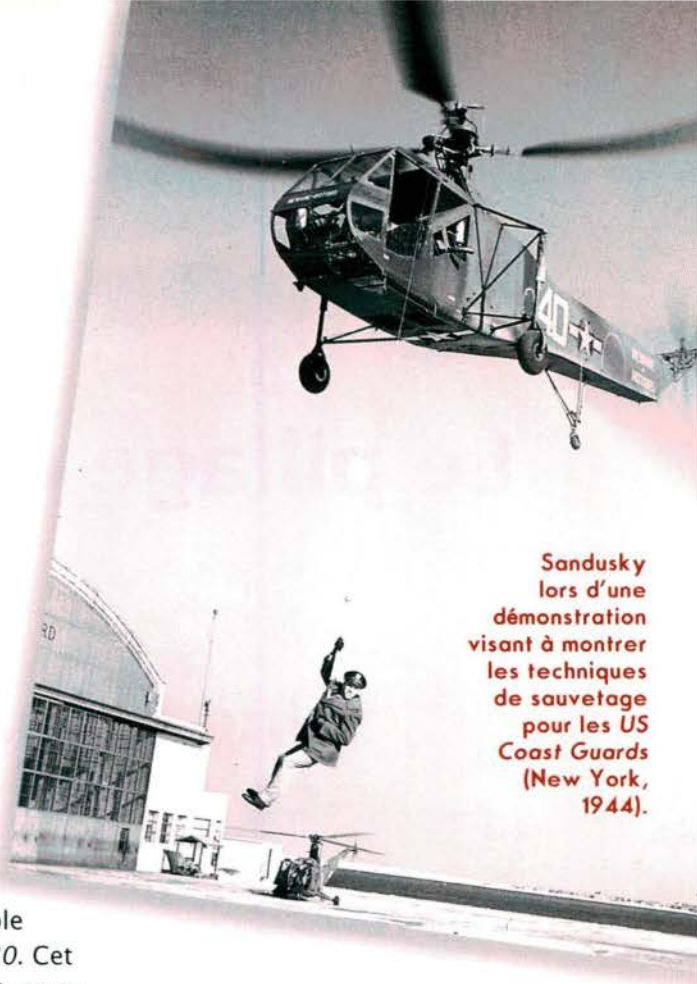
sous-marine et la récupération d'équipages tombés en mer. Testés en mer Baltique, les appareils se révèlent peu manœuvrables et instables au-dessus de 60 km/h. Comme le FA.223, le FI.282 est doté de deux rotors contrarotatifs empêchant l'appareil de tourner sur lui-même. La Heer, qui est également intéressée, commande un millier de machines, mais l'usine de Johannisthal est détruite par un bombardement allié et seulement une vingtaine d'hélicoptères est assemblée. En 1943, quelques FI.282 sont

utilisés par la Luft-Transportstaffel 40 pour protéger les convois en Méditerranée. En parallèle, la firme Focke & Achgelis travaille sur un appareil léger, démontable et non motorisé, le FA 330. Cet autogire rudimentaire est conçu pour être remorqué derrière un sous-marin afin de lui fournir une plateforme élevée d'observation (100 à 150 m d'altitude).

Du côté des Alliés

L'ingénieur britannique C.G. Pullin travaillant pour Weir convertit un autogyre en hélicoptère en montant deux rotors dans des nacelles. Le W.5 effectue son premier vol en juin 1938. Il pèse 381 kg et atteint la vitesse de 112 km/h. Son successeur, le W.6, est le premier hélicoptère biplace, mais son développement est stoppé en 1940 du fait de la guerre. Parallèlement, l'autrichien Raoul Hafner travaille sur un prototype expérimental de Jeep convertible en autogyre pour les forces aéroportées britanniques. Cependant, le Rotabuggy ne dépassera pas le stade de la planche à dessin, tout comme son autre projet, le Rotatank.

John Sandusky, célèbre pilote d'hélicoptères durant la Seconde Guerre mondiale. Il tient dans ses mains une maquette du Sikorsky R-6 A 225-hp.



Sandusky lors d'une démonstration visant à montrer les techniques de sauvetage pour les US Coast Guards (New York, 1944).

En 1939, Sikorsky présente un hélicoptère à vocation militaire, le VS-300. Il reste à l'état de prototype, mais sert de base à la création du premier hélicoptère américain produit en série, le Sikorsky R4-B Hoverfly.

Le fondateur de la Bell Aircraft Corporation, Lawrence Bell, produit son premier hélicoptère en 1943. Dessiné par Arthur Young, le Bell Model 30 est équipé d'un rotor couplé à une barre stabilisatrice. Il donnera naissance au Bell Model 47, le premier hélicoptère civil à vocation commerciale.

La majorité des hélicoptères conçus pendant la guerre n'ont pas été utilisés en zone de combat, et il faudra attendre le mois de mars 1944 pour voir une machine utilisée pour évacuer des blessés. Le lieutenant Carter Harman effectua ainsi quatre vols aux commandes d'un Sikorsky R-4B pour évacuer des commandos blessés dans une rizière birmane. Quoi qu'il en soit, l'hélicoptère moderne était né et il allait jouer un rôle central lors de la guerre de Corée et surtout celle du Vietnam. ■



Le pillage des stocks US en Normandie

Une menace pour Overlord ?

Par **Stéphane LAMACHE**, juriste, doctorant en histoire contemporaine à l'Université de Caen.
Sujet de thèse : « La présence américaine en Normandie à la Libération ».

Dans les mois qui précèdent le Débarquement, les plans américains concernant l'utilisation du port de Cherbourg signalent le risque de voir les populations civiles se livrer à un pillage massif des stocks de l'armée. Le *Watson Plan* (Watson est le nom de code donné à la ville de Cherbourg par les Alliés avant le Débarquement) va même jusqu'à prévoir que le vol des vivres et de matériel de l'armée pourrait à terme avoir une incidence sur les opérations militaires.

Ces inquiétudes se trouvent amplifiées par les services de renseignement américains qui dressent un

Dans son livre intitulé *La peau*, le romancier Curzio Malaparte évoque la présence américaine à Naples pendant la Seconde Guerre mondiale et les trafics en tous genres autour du port. La situation en Normandie à la Libération va offrir également la démonstration d'une population civile « très intéressée » par les divers matériels de l'armée US...

Toutes les images de cet article sont © NARA

tableau très pessimiste de la situation alimentaire dans l'hexagone.

Dans le « *pocket Guide to France* », petit guide distribué aux soldats américains en partance pour la France, on peut lire la chose suivante : « *Pour la plupart, les Français sont cruellement sous-alimentés et nombre d'entre eux sont morts de faim...* ».

En toile de fond, c'est le spectre du trafic et du marché noir qui inquiète le haut commandement américain, tant il est vrai que ce fléau né pendant l'Occupation pourrait fort bien perdurer à ses dépens...

Au regard des faits, il convient de vérifier la réalité de cette menace qui, selon les stratégies alliées, aurait donc pu « interférer » dans le bon déroulement de l'opération Overlord.

Le haut commandement américain considère que le trafic du ravitaillement débarqué en Normandie peut avoir à court terme des conséquences néfastes. Lors d'une tournée d'inspection à Cherbourg, Le général Eisenhower semble s'intéresser au contenu de ces sacs de farine...



Les enfants sont mis à contribution pour retrouver et ramener les précieux jerricans de l'armée américaine. Le Ministère de l'éducation a même offert sa coopération et les petits écoliers qui ramènent des jerricans se voient récompensés par un « certificat spécial du mérite ». Quelques mois plus tard, en décembre 1944, la contre-offensive allemande dans les Ardennes mettra à mal l'armée américaine. C'est à cet instant crucial que les jerricans viendront à manquer.



Les pillages se multiplient

Au mois de juillet 1944, un rapport américain affirme que « le nombre de civils arrêtés pour acte de pillage est considérable. Certains délinquants remis à la police française ont été relâchés immédiatement. Un syndicat a suggéré une mise à pied de trois jours en guise de punition pour les travailleurs coupables du pillage de matériel américain ».

(NARA. *France civilian labour - Reports on status of labour continent. SHAEF, extracts signed by Col. Wayne R. Allen.*)

Les Liberty Ships regorgent de marchandises américaines dont les Français sont privés depuis quatre ans ou qu'ils ne connaissent pas encore. Du 25 août 1944 au 13 décembre 1944, 2 213 236 tonnes de matériels sont déchargées dans les ports de la NBS et 1 538 758 tonnes sont acheminées en premières lignes.



Une situation inquiétante à Cherbourg

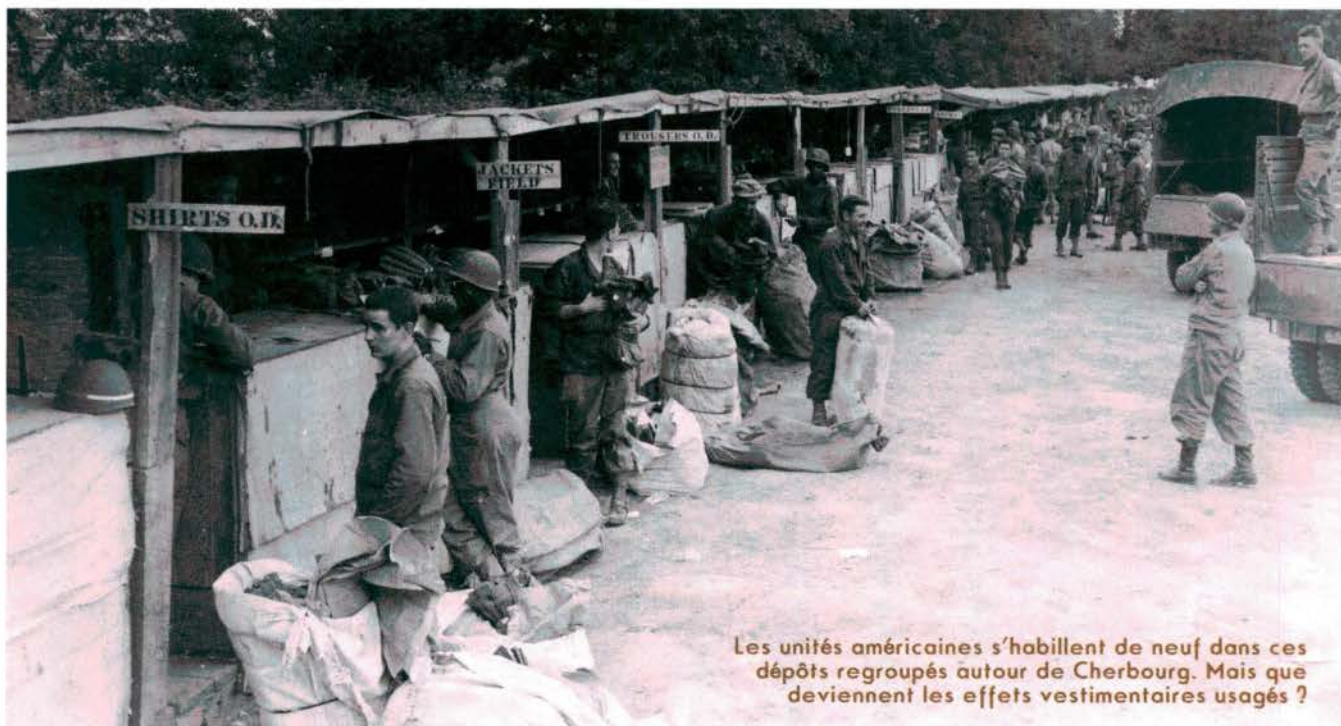
Dès le début des opérations de déchargement du ravitaillement dans le port de Cherbourg, c'est-à-dire à compter du 17 juillet 1944, le problème du pillage se révèle suffisamment grave pour que la *Military Police* fasse de sa prévention une mission prioritaire.

Les cales des *Liberty Ships* regorgent de marchandises introuvables à l'époque : savon, chocolat, cigarettes, etc. Parvenues sur le continent, faute d'un nombre suf-

fisant d'entrepôts, les caisses contenant des produits manufacturés *made in U.S.A.* s'entassent dans des dépôts à ciel ouvert. La tentation peut alors être grande de se servir !

La surveillance de ces stocks nécessiterait des effectifs policiers considérables. Pourtant, en août 1944, le major Fitch ne dispose que de 65 MP's pour garder les infrastructures portuaires de Cherbourg.

Les autorités militaires américaines misent sur la police et la gendarmerie françaises pour faire la chasse aux civils malhonnêtes. Leur désillusion est



Les unités américaines s'habillent de neuf dans ces dépôts regroupés autour de Cherbourg. Mais que deviennent les effets vestimentaires usagés ?



Le génie américain travaille à l'installation de l'oléoduc PLUTO sous l'œil intéressé de civils normands. L'US Army se rend vite compte que les resquilleurs s'approvisionnent en essence directement à la source : en sabotant l'oléoduc pour en faire jaillir le contenu.

grande. Sur l'efficacité des forces de l'ordre locales, Fitch fait le rapport suivant à sa hiérarchie : « Les gendarmes semblaient réticents à exercer une quelconque autorité. Ils connaissaient tout le monde dans la ville et passaient le plus clair de leur temps à discuter... » (Archives départementales de la Manche, Cherbourg Study - Port Security).

A Cherbourg, entre le 3 et le 9 septembre 1944, pas moins de 20 affaires de pillage font l'objet

d'investigations de la part des services de la *Military Police*. La liste des choses dérobées est longue : jus de fruit, tabac, chocolat, rations, soupe, bœuf en boîte, cookies, instruments médicaux ... Tous ces vols ont lieu dans le périmètre restreint du port, première ponction dans le long cheminement qui doit mener ce ravitaillement jusqu'aux premières lignes.

Le chapardage présente parfois des risques : en janvier 1945, deux ouvriers du port sont pris pour cible par des soldats en faction. L'un de ces hommes est grièvement blessé, l'autre est tué sur le coup. La victime avait commis l'imprudence de grimper sur un wagon pour remplir sa musette de charbon et une sen-



Automne 1944. Les boulangers de l'arsenal de Cherbourg confectionnent les pains américains très reconnaissables par leur forme. Ils seront bientôt licenciés par l'armée américaine...



Pénurie oblige, les Américains en viennent même à rénover leurs vieux jerricans dans l'arsenal de Cherbourg.

Il est vrai que depuis la Libération, dans la zone américaine, il n'est pas rare de voir des civils habillés de pied en cap avec des effets militaires. Cet engouement vestimentaire prend de telles proportions que les autorités américaines décident d'y mettre le holà.

Le trafic de l'essence et des jerricans

La corporation des dockers n'est pas la seule à se lancer dans le marché noir. Tous

les secteurs d'activités sont concernés ou presque. Prenons les agriculteurs, fort nombreux en Normandie à cette époque. Certains trouvent des débouchés très « juteux » auprès du corps expéditionnaire américain. L'eau-de-vie locale, le calvados, sert dans bien des cas de monnaie d'échange. Hélas, l'« or jaune » est aussi à l'origine de la plupart des crimes commis par des GI's en Normandie.

les secteurs d'activités sont concernés ou presque. Prenons les agriculteurs, fort nombreux en Normandie à cette époque. Certains trouvent des débouchés très « juteux » auprès du corps expéditionnaire américain. L'eau-de-vie locale, le calvados, sert dans bien des cas de monnaie d'échange. Hélas, l'« or jaune » est aussi à l'origine de la plupart des crimes commis par des GI's en Normandie.

A la Libération, les histoires se rapportant au trafic d'alcool en Normandie sont innombrables : embauché un temps dans un dépôt d'essence américain, André Hamel se souvient qu'il accompagnait un caporal dans les campagnes environnant Cherbourg. Cet ancien *bootlegger* se servait du jeune Normand pour mener ses négociations dans des fermes qui le fournissaient en calvados. Ces jours-là, le susdit caporal n'hésitait pas à « emprunter » un camion de type GMC, qui transportait à l'aller des bidons d'essence et au retour le précieux distillat de pomme (témoignage recueilli par nos soins en mars 1999).

A la Libération, les histoires se rapportant au trafic d'alcool en Normandie sont innombrables : embauché un temps dans un dépôt d'essence américain, André Hamel se souvient qu'il accompagnait un caporal dans les campagnes environnant Cherbourg. Cet ancien *bootlegger* se servait du jeune Normand pour mener ses négociations dans des fermes qui le fournissaient en calvados. Ces jours-là, le susdit caporal n'hésitait pas à « emprunter » un camion de type GMC, qui transportait à l'aller des bidons d'essence et au retour le précieux distillat de pomme (témoignage recueilli par nos soins en mars 1999).

En ce même mois de janvier 1945, dans les rues de Cherbourg, les MP's contrôlent tous les civils portant des chaussures et des vêtements en dotation dans leur armée. En l'absence de justificatif, c'est pieds nus que certains d'entre eux poursuivent leur chemin...



Un pétrolier à quai dans la grande rade de Cherbourg. Le carburant est bien le nerf de la guerre pour le haut commandement américain.

Augmenter les contrôles

Dans un rapport en date du 24 novembre 1944, le capitaine Sidney S. Boxerman transmet à sa hiérarchie le résultat des contrôles effectués dans le territoire de la Seine Section. Il indique que des activités liées au marché noir ont été démantelées grâce à ces contrôles routiers et que des véhicules abandonnés ont été retrouvés.

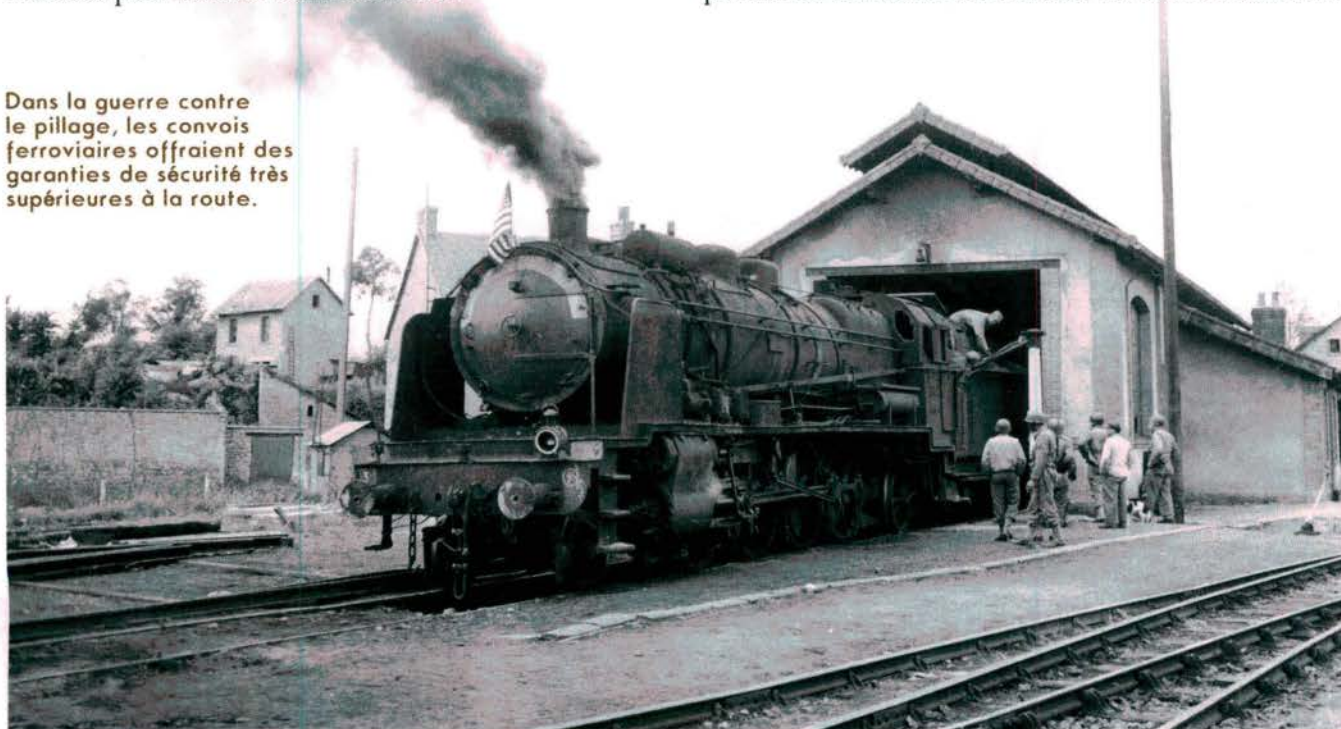
(NARA, *Headquarters Communications Zone - ETO - US Army - Seine Section, 5 December 1944*).

Dès le mois de septembre 1944, la prévôté américaine recherche les jerricans qui, par centaines de milliers, ont disparu dans les territoires libérés. Dans le même temps, par voie de presse, la préfecture de la Manche demande à la population de bien vouloir restituer tous les bidons d'essence américains. Fin octobre 1944, le ton change radicalement : tous les bidons américains

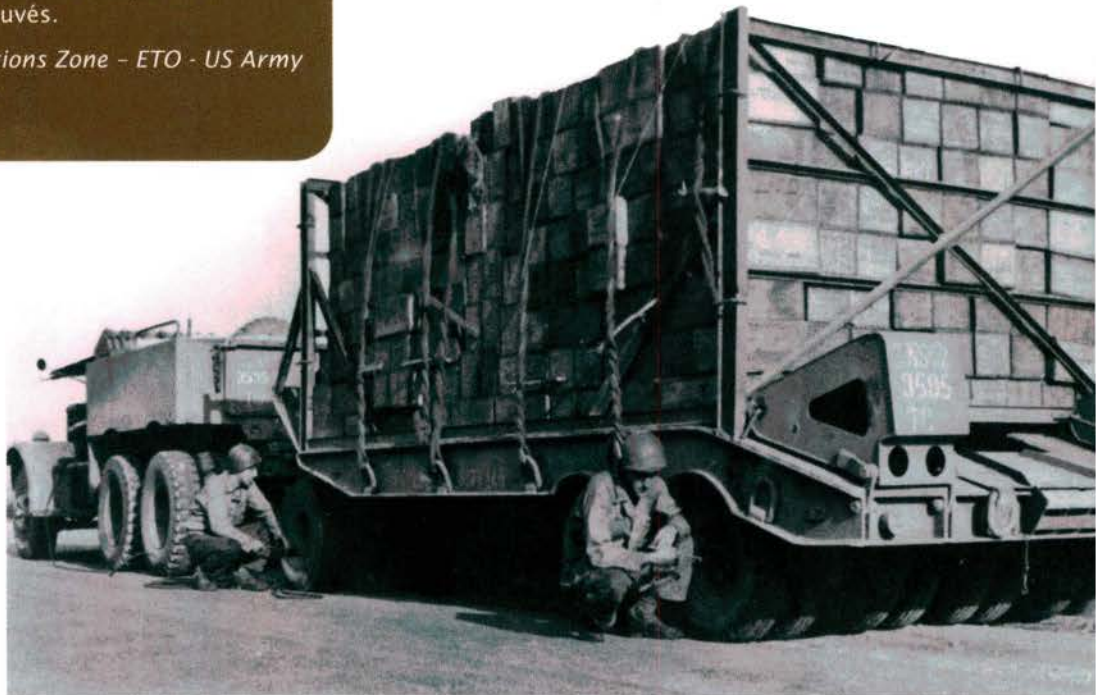
et allemands doivent être remis en mairie pour le 8 novembre. Passé ce délai, les contrevenants sont passibles de poursuites pour détention de matériel de guerre (articles parus dans *La Presse Cherbourgeoise* des 25 octobre et 5 novembre 1944).

Le 22 décembre 1944, le haut commandement américain estime qu'en l'espace des 30 derniers jours, pas moins d'un million de jerricans a été retrouvé par les unités américaines stationnées sur le continent, dont 205 650 proviennent de Normandie. Néanmoins, selon ses propres estimations, il faudrait en récupérer 3 500 000 pour boucler son inventaire !

Dans la guerre contre le pillage, les convois ferroviaires offraient des garanties de sécurité très supérieures à la route.



Pendant l'été 1944, les Normands ont assisté aux trajets incessants des lourds engins américains empruntant les routes vers le front.



Du pillage au sabotage des installations

A de nombreuses reprises, on constate que la frontière entre pillage et sabotage apparaît ténue. L'essence qui transite par le pipe-line PLUTO n'échappe pas à la convoitise de certains civils normands. PLUTO (*Pipe Line Under The Ocean*) est un oléoduc sous-marin qui aboutit du côté français à Querqueville, tout près de Cherbourg. Mis en place à partir du 12 août 1944, cet ingénieux système, de conception britannique, permet de ravitailler en essence les armées alliées. A

Les puissantes locomotives américaines attendent d'être débarquées sur les quais du port de Cherbourg.

noter que ce ne fut pas le seul oléoduc mis en service à ces fins. Au début du mois d'octobre 1944, le *Counter Intelligence Corps*, le service du contre-espionnage américain, constate que des resquilleurs en percent volontairement les conduits pour en faire jaillir le contenu. Par ce procédé, des trafiquants se constituent des réserves de plusieurs centaines de litres, comme en attestent des procès-verbaux de gendarmerie. Entre le 26 septembre et le 8 octobre 1944, deux incendies majeurs se sont déclarés à des endroits où PLUTO a été perforé. Des GI's sont chargés d'effectuer des patrouilles entre Cherbourg et Bricquebec, avec ordre de tirer sur tout individu qui s'approcherait de l'installation. Des placards ont été affichés mettant en garde la population vivant à proximité du pipe-line : toute personne trouvée à vagabonder dans la zone sera abattue !

Le trafic de véhicules militaires

Les jerricans de l'U.S. Army ne constituent pas le seul matériel à disparaître. Des garagistes s'approprient les pneus et les pièces mécaniques des véhicules militaires, qu'ils revendent ensuite en faisant au passage de confortables bénéfices.

Des véhicules militaires sont aussi portés manquants, sans que le haut commandement américain sache précisément dans quelles mains ils sont tombés. Aussi ordonne-t-il en novembre 1944 à la *Military Police* de contrôler le plus grand nombre de camions et autres engins apportés sur le sol français par les armées alliées.

Juillet 1944, aux alentours de Cherbourg.
L'utilisation du train pour acheminer le ravitaillement passe par la réhabilitation des voies ferrées.



Sur les routes du département de la Manche, la prévôté américaine arrête effectivement les véhicules civils et militaires. Il vaut mieux obtempérer aux ordres des MP's. Par deux fois, des conducteurs civils auraient refusé de s'arrêter à un contrôle routier effectué nuitamment. Le 18 décembre 1944, à Saint-Lô, Maurice Oger est grièvement blessé ainsi qu'un jeune enfant qui l'accompagne. Le 4 janvier 1945, Georges Hildstein est tué au volant de son véhicule d'une balle dans la tête. Ces faits sont qualifiés « d'accidents » par le préfet de la Manche, mais ils mettent en évidence la nervosité de militaires américains qui n'hésitent pas à tirer sur des véhicules civils.

La blonde américaine

Confrontées à une recrudescence des trafics à la Libération, et quoi qu'en dise la prévôté américaine, les autorités civiles et militaires françaises ne se montrent en rien laxistes. Le tribunal militaire de Rouen ainsi que le tribunal correctionnel de Cherbourg croulent littéralement sous les affaires de marché noir portant sur du matériel de l'U.S. Army. Les civils qui sont pris en possession de denrées ou de matériels américains dérobés font souvent l'objet de condamnations sévères : prison ferme et amendes. Les contrevenants peuvent être de simples particuliers ou des membres d'organisations criminelles beaucoup plus structurées.

Les services des douanes françaises, en particulier, mènent



En Normandie, un motard de la Military Police en faction devant un croisement surveille les convois partant pour le front.



une lutte impitoyable contre les réseaux qui, de Cherbourg, organisent le trafic des cigarettes blondes américaines. Les trafiquants ne manquent ni d'audace ni d'imagination pour introduire les fameuses cigarettes en France. Certains cachent les cartons de cigarettes soit sous les tas de charbon transportés par les *Liberty Ships*, soit plus communément dans les foyers plombés des locomotives américaines qui sont destinées à reconstituer le parc S.N.C.F.

En novembre 1945, un important trafic de denrées américaines est découvert à Cherbourg. Au domicile d'un citoyen yougoslave, Miloukine Nikolitch, la douane trouve 46 caisses de cigarettes, ce qui représente la bagatelle de 23 600 paquets. Nikolitch entreposait les cigarettes et du matériel de l'armée dans des planques en attendant que des trafiquants parisiens viennent prendre livraison de la marchandise.

L'homme dénonce ses fournisseurs, à savoir des militaires américains stationnés à Cherbourg. Ces derniers le livraient par camions entiers ou à l'aide de Jeeps.

Corps (services du train de l'armée américaine), les unités spécialisées du génie s'emploient sans relâche à la restauration du réseau ferroviaire en Normandie, jugé beaucoup plus sûr de ce point de vue. Par ailleurs, le quartier général de la *Normandy Base Section* (NBS est le nom donné par les Américains à la Normandie en tant que région militaire de la zone arrière) fait publier une directive qui rend « tout conducteur responsable du contenu de son camion ». Selon la *Military Police*, l'application stricte de cette mesure fit décroître considérablement les activités liées au marché noir

Sur les routes de Normandie

Le transport du matériel par les routes normandes offre de nombreuses opportunités pour délester les véhicules lourds qui les empruntent. André Hamel, que nous avons déjà évoqué dans ce récit, raconte qu'un jour, entre Cherbourg et Valognes, il se trouve « coincé » derrière un convoi de camions. Une Jeep ferme la marche. Il aperçoit alors deux GI's qui se pressent de remplir cette Jeep avec des cartons provenant de la plate forme d'un GMC.

Conscient de l'impossibilité de surveiller tous les convois, et par-là même les 50 000 GI's du *Transportation*

Fin juillet 1944, les Américains mettent en place un nouveau système de déchargement du matériel à Cherbourg : les trains passent directement des cales de navire spéciaux, les *Sea trains*, sur une voie ferrée posée à même le quai.



Des GI's indéclicats

À la lecture des rapports de la Military Police, force est de constater que les troupes de soutien sont le plus souvent visées par des enquêtes. Au sein des unités chargées du ravitaillement, les GI's indéclicats s'approvisionnent directement dans les innombrables dépôts de la zone des étapes. Selon la sécurité militaire américaine de Cherbourg, certains marins appartenant à la marine marchande ou à l'U.S. Navy prélèvent eux aussi leur tribut avant que leur cargaison n'atteigne les docks du port de Cherbourg. *Nobody is perfect* !

(History of Normandy Base Section – Provost Marshall Section). Des motards surveillent tout spécialement les convois qui, de jour comme de nuit, partent pour le front. La Criminal Investigation Section (au sein des services de la Military Police, la Criminal Investigation section ou section criminelle d'investigation menait des enquêtes sur le terrain. C'est elle qui recherchait les criminels et autres délinquants après que ceux-ci aient perpétré leur forfait) a précisément reçu pour mission « d'empêcher par tous les moyens possibles la perte d'un ravitaillement vital par le biais de réseaux illégaux ».

Mais ces patrouilles mobiles ne peuvent guère s'éloigner de la Red Ball Express Highway où le gros des camions circule. Si l'un d'eux quitte subrepticement un convoi en empruntant une route de traverse, il se perd assurément dans la nature. La Red Ball devient opérationnelle le 25 août 1944 et jusqu'à 281 unités du train des équipages vont se relayer sur les routes de Normandie. Parmi ces unités, 140 seront composées

de camions lourds. À partir du mois de septembre 1944, les Américains utilisent tout autant le rail que la route pour transporter le ravitaillement jusqu'au front.

Il faut enfin mentionner le combat mené sur ce front par l'Inspector General's Section (qu'on pourrait traduire par bureau ou service de l'inspecteur général aux armées). Ainsi, pas moins de huit enquêtes sont menées sur le pillage et la perte d'équipements censés doter les unités débarquées à Omaha Beach et Utah Beach en juin 1944. Les conclusions des enquêteurs mettent surtout en évidence la confusion dans laquelle les têtes de pont ont été organisées dans les premiers jours du Débarquement. Certains régiments en partance pour le front auraient profité de l'absence de surveillance des dépôts pour se servir impunément.

Cette section eut par ailleurs à enquêter au sein de la NBS sur les « quantités excessives d'argent en possession du personnel militaire ». Un nombre anormal de mandats postaux envoyés au pays avait éveillé l'attention des autorités militaires. Il en allait de même de l'achat de War bonds, les bons de guerre, et du transfert d'argent sur des comptes privés effectués par certains soldats. On découvrit alors que la plupart de ces nouveaux riches avaient des contacts directs

Été 1944, les caisses de matériel américain s'entassent dans tous les recoins du port de Cherbourg. Le problème étant de les acheminer jusqu'au front à mesure qu'elles sont déchargées sur place.



La logistique américaine étend ses tentacules dans le Nord Cotentin. A la Libération, on trouve désormais de tout dans cette région ; jusqu'à des véhicules qui, remontés sur place, peuvent très bien être démontés par la suite.

avec les prisonniers de guerre allemands. Cet argent provenait en fait de la vente de cigarettes et de biens de consommation de l'armée américaine aux captifs. Or, à la fin de la guerre, le nombre des prisonniers allemands dépassait les 400 000 âmes dans la NBS !

Le bilan

Le phénomène du pillage et du trafic à la Libération est indissociable de la situation économique très grave que traverse la France à cette époque. Au sortir de l'Occupation, la pénurie et la cherté des denrées alimentaires engendrent des difficultés considérables pour les populations civiles, la Normandie n'échappant pas aux restrictions de toutes sortes. Aussi, loin de justifier l'ensemble des vols commis à l'encontre des Alliés, peut-on concevoir que nécessité fasse loi dans certaines circonstances.

Si on se place du côté de l'armée américaine maintenant, les stocks ne sont pas inépuisables, d'autant plus que celle-ci doit faire face à un défi logistique considérable : nourrir et approvisionner deux millions de GI's, auxquels s'ajoute un flot ininterrompu de prisonniers de guerre allemands, sans parler des populations françaises sinistrées.

A ce jour, il est impossible de mesurer le préjudice réel subi par l'armée américaine, ou encore de dire



quelle fut la part de responsabilité des civils et celle des GI's.

Les éventuelles conséquences de ces pertes matérielles sur le déroulement de l'opération Overlord se révèlent tout aussi indéfinissables. Si on s'en tient à une analyse faite par le colonel B.B. Talley à la fin du mois de septembre 1944, le seul pillage des convois routiers et ferroviaires se serait traduit par la perte de 25% de tous les matériels destinés aux troupes du front. Ce pourcentage fourni par le commandant en second de la NBS nous permet de quantifier très approximativement l'ampleur du phénomène : pour la période allant du 5 septembre au 13 novembre 1944 par exemple, pas moins de 7 000 camions américains ont sillonné les routes de la NBS, transportant jusqu'au front 250 000 tonnes de matériels militaires divers. Sur la base de ces indications, 6 250 tonnes auraient été « égarées » en chemin !

Les services américains de la logistique ont chiffré avec exactitude le tonnage de matériel militaire déchargé dans les ports de la NBS : du 6 juin 1944 au 8 mai 1945, 7 442 529 tonnes de ravitaillement ont été acheminées par voie de mer en Normandie. Appliquer un tel pourcentage serait sans doute excessif, pour ne pas dire démesuré, et nous nous en garderons bien. Cela dit, de nos jours encore, il se peut qu'on ait conservé dans les campagnes normandes quelques reliques de nos libérateurs. Par pure amitié, cela va de soi... ■



Tous les entrepôts du Nord Cotentin dignes de ce nom sont réquisitionnés par l'armée américaine. La toiture de l'usine Amiot à Cherbourg protège des éléments, mais pas du vol !



Dwight David Eisenhower

L'artisan de la victoire à l'Ouest

Par **Christophe PRIME**, historien au Mémorial de Caen, spécialiste des conflits du XX^e siècle. Co-auteur du *Larousse de la Seconde Guerre mondiale* et du *Dictionnaire de la Guerre froide* dirigés par Claude Quétel.

Longtemps contingenté dans un obscur et fastidieux travail d'état-major, Dwight David Eisenhower sort brusquement de l'anonymat pour devenir le commandant suprême du corps expéditionnaire allié engagé sur le théâtre d'opération européen. Derrière son sourire désarmant se cachent le brillant chef militaire, l'organisateur hors pair et l'habile diplomate qui vont accomplir une des missions les plus ardues qu'aient eu à mener un chef militaire pendant la Seconde Guerre mondiale.

D'Abilène à West Point

Dwight D. Eisenhower voit le jour le 14 octobre 1890 dans la ville texane de Denison. Troisième garçon d'une fratrie qui en compte sept, Dwight grandit à Abilène. C'est le surnom de « Ike » qui sera le plus usité pour le désigner.

Le train de vie de la famille Eisenhower est modeste. Les enfants se voient inculquer une éducation fondée sur le respect de soi et de l'autorité, dans laquelle la religion tient également une grande place. Comme ses frères, le jeune Dwight est bon élève et excelle aussi bien au rugby qu'au base-ball. Il obtient son diplôme de fin d'études secondaires en 1909, mais les faibles revenus de la famille ne permettent d'envoyer qu'un seul garçon à l'université. C'est son frère aîné, Edgar, qui part étudier pendant que Dwight travaille pour lui payer ses études.

« J'éprouve une peine terrifiante en pensant aux parents de nos jeunes soldats qui se sont sacrifiés lors de ces affrontements. Cependant, je ne peux m'empêcher de penser aux nouvelles générations qui pourront désormais vivre dans un monde libre grâce aux sacrifices de leurs pères ».

Eisenhower, août 1944

Grâce au soutien du sénateur du Kansas, Joseph L. Bristow, il passe les examens d'entrée pour l'école navale d'Annapolis et pour l'Académie militaire de West Point. Ses résultats sont excellents ; il se classe premier pour Annapolis et second pour West Point. Après avoir passé avec succès l'épreuve finale, Ike, qui est âgé de 21 ans, entre à West Point le 14 juin 1911. C'est un garçon populaire, mais fâché avec les règlements. Son obstination et son indépendance s'accordent mal avec l'esprit de la prestigieuse académie. Dans les rangs de sa promotion, le cadet Eisenhower côtoie Omar N. Bradley. À ce brillant camarade, il prédit un grand avenir sans se douter que quelques années plus tard, il le retrouvera sous ses ordres.

Le 12 juin 1915, il reçoit son diplôme, il se classe 65^e sur 170. Il est alors nommé sous-lieutenant dans l'infanterie.

Eisenhower ne véhicule pas l'image d'un général au fort caractère comme un Patton ou encore un Bradley. Il fait des études sans éclat à West Point et seul le football le motive réellement. Les journalistes sportifs voient en lui un joueur d'avenir, mais une mauvaise blessure au genou met prématurément fin à sa carrière sportive.





© Eisenhower Library

Eisenhower et son épouse Mamie Geneva Doud à l'université Sainte Marie à San Antonio au Texas en 1916. Ike est alors sous-lieutenant dans l'infanterie. A Camp Colt, Eisenhower instruit les recrues à l'utilisation d'une nouvelle arme, le char. Malgré le manque de moyens, Ike se révèle être un remarquable instructeur doté d'un grand sens de l'organisation.

l'officier espère être envoyé en France, mais lorsque son ordre de mission arrive, l'Armistice est déjà signé depuis une semaine.

La fin du conflit est une période difficile pour lui. Il n'a pas pu faire ses preuves sur le champ de bataille et la paix recouvrée, la carrière militaire n'ouvre que peu de perspectives de promotion rapide. De plus, Dwight D. Eisenhower est plus âgé que la majorité des officiers et a un genou en mauvais état. Il passe la majeure partie de son temps à entraîner l'équipe de football et envisage sérieusement une carrière dans le civil.

Il est promu major en 1920. À l'*Infantry Tank School* de Camp Meade, il réfléchit à la meilleure utilisation du char en situation de combat et prend conscience que cette arme peut révolutionner les conceptions stratégiques et tactiques de la guerre sur terre. Il partage ce point de vue avec un autre officier du corps des blindés, le colonel George S. Patton (voir *Axe & Alliés* n° 10).

De Panama à Manille

L'année suivante, il rejoint le général Fox Conner en poste à Panama. Ce dernier stimule l'intérêt d'Eisenhower pour sa profession et lui conseille de se rapprocher du général George C. Marshall. En août 1925, il retourne aux Etats-Unis pour suivre les enseignements de la *Command and General Staff School* de Fort Leavenworth. Il sort major de sa promotion.

Instructeur de char

Affecté à Fort Sam Houston, le jeune officier gagne en maturité et s'affirme de plus en plus comme un officier de valeur. C'est alors que, le 2 avril 1917, les États-Unis entrent en guerre contre l'Allemagne. L'armée américaine n'est pas prête ; les hommes et les armes manquent. Jusqu'à la fin du conflit,

Suite aux grandes manœuvres qu'il mène en Louisiane en 1941, le président Roosevelt, impressionné, appuie sa nomination au grade de général de brigade. Ike est en réalité apprécié de tous, pour son tempérament conciliant, cherchant à rapprocher les points de vue plutôt que d'imposer sa volonté.



© Eisenhower Library

Le stratège Eisenhower prépare l'opération Overlord. Des dizaines de milliers de chars, de camions, de canons sont stockés dans les champs à ciel ouvert, de même que les munitions, les vivres et le carburant. Des avions de tous types sont alignés à perte de vue sur les tarmacs des aérodromes, idem dans les ports où sont rassemblés des milliers de navires de guerre, de cargos et de barges de débarquement.

En 1927, Eisenhower est placé sous l'autorité du général Pershing. Il prépare un guide sur les batailles et la stratégie américaine pendant la Première Guerre mondiale. Après son passage à l'*Army Industrial College* où il sort encore une fois major de sa promotion, il reçoit la *Distinguished Service Medal*.

Après un séjour en France, Ike revient dans un pays laminé par la crise économique. Les promotions se font rares dans une armée subissant des coupes sombres dans son budget. En poste à Washington D.C., il rencontre le charismatique Douglas MacArthur qui est nommé conseiller militaire auprès du gouvernement philippin en 1935. Il demande au *War Department* que le major Eisenhower l'accompagne. Ce dernier prend alors la direction de Manille où il va passer quatre ans à aider MacArthur à élaborer un plan de défense nationale pour le gouvernement philippin. Eisenhower s'initie alors au jeu subtil de la diplomatie et entretient d'excellentes relations avec le président Quezon.



La première étoile

À partir de 1938, il ne fait plus aucun doute qu'un conflit est imminent et Ike est persuadé que son pays ne pourra maintenir très longtemps sa politique neutraliste. L'armée américaine est en pleine effervescence. Il rentre au pays en décembre 1939 et sert au sein de la *3rd Infantry Division*. L'année suivante, il est promu lieutenant-colonel, mais à son grand désespoir, il n'obtient pas le commandement tant espéré, celui d'un régiment blindé. Pendant l'été 1941, il est le chef d'état-major du général Walter Krueger qui commande la *3rd Army*. Il se distingue particulièrement pendant les grandes manœuvres, qui ont lieu en septembre 1941 en Louisiane. De l'aveu de tous, il participe grandement à la victoire « virtuelle » de ses troupes. Le 29 septembre, le président Roosevelt soumet sa nomination pour le grade de général de brigade.

Cet officier prometteur est alors rappelé à Washington D.C. après l'attaque japonaise sur Pearl Harbor. Le chef d'état-major de l'armée, le général Marshall, le choisit parmi des milliers d'officiers compétents pour « déterminer la ligne générale d'action » que devront suivre les troupes américaines en cas de conflit dans le Pacifique. L'expérience que Ike a acquise aux Philippines est déterminante. Cantonné dans un travail de bureau

En 1943, Ike obtient sa quatrième étoile. Lors de la conférence Quadrant qui se tient du 11 au 24 août de la même année à Québec, les chefs d'état-major alliés décident de poursuivre leurs efforts en Italie, mais ils programment une opération combinée sur les côtes du nord-ouest de la France pour le 1^{er} mai 1944.



© Eisenhower Library

Le général Eisenhower s'adresse aux parachutistes de la 101^e Airborne, les célèbres *Screaming Eagles*, peu avant leur parachutage sur la Normandie.



Ike, Jour-J + 1, rejoint la Normandie à bord du dragueur de mines HMS *Apollo*. Il est accompagné du major général Ralph Royce, du général Omar Bradley et de l'amiral Bertram Ramsay (Royal Navy).



à l'élaboration d'un plan d'invasion. Le 8 avril 1942, Marshall se rend à Londres pour proposer aux Britanniques deux plans de débarquement sur les côtes du nord-ouest afin d'attirer des unités allemandes et ainsi de soulager l'Armée rouge. Une opération de grande envergure, *Round Up* (rafle), doit avoir lieu au printemps 1943. L'opération *Sledgehammer* (marteau-pilon), qui est programmée pour septembre 1942, prévoit un débarquement dans la presqu'île du Cotentin qui doit fixer les divisions allemandes à l'Ouest.

qui le monopolise quatorze heures par jour et sept jours sur sept, il impressionne fortement Marshall par ses qualités d'organisateur et gravit rapidement les échelons. Il prend la tête de la *War Plans Division* et de l'*Operation Division* participant à la définition de la stratégie américaine dans le Pacifique. En mars 1942, Eisenhower reçoit sa deuxième étoile.

Commandant en Europe

Après la chute de Bataan en 10 avril 1942, Britanniques et Américains s'accordent pour porter l'effort principal contre l'Allemagne et l'Italie afin de soulager l'allié soviétique. Marshall décide de confier le commandement des troupes américaines en Europe à Eisenhower bien que ce dernier ne possède aucune expérience du combat ni du commandement.

Néanmoins, une tâche énorme attend Ike. Il doit rassembler des armées de différentes nationalités en un ensemble cohérent et efficace, coordonner les forces terrestres, navales et aériennes et tenir compte des impératifs de production et de logistique. Une tâche aussi difficile ne peut être confiée qu'à un homme possédant de grandes qualités d'organisation, et c'est son cas.

Le haut commandement américain est très tôt acquis à l'idée d'un débarquement sur les côtes occidentales de l'Europe. La *War Plans Division* travaille activement

pourrait avoir une attaque directe contre l'Allemagne, Churchill et son état-major jugent ces actions prématurées. Leur faiblesse militaire, ainsi que le souvenir du coûteux échec du débarquement à Gallipoli dans les Dardanelles en 1915 (46000 morts) les rendent dubitatifs quant aux chances de réussite d'une opération amphibie sur le continent. De plus, la machine de guerre américaine, mobilisée tardivement, est loin d'avoir comblé son retard et il lui faut enrôler, instruire et équiper ses soldats. En outre, une opération de cette envergure nécessite l'acheminement d'importants contingents de troupes et de matériel vers l'Angleterre, mais la menace persistante que font peser les U-Boote dans l'Atlantique entrave l'exécution de l'opération *Bolero*. Les navires et les barges de débarquement sont encore en nombre insuffisant.

Le raid mené contre Dieppe le 19 août 1942 se solde par un sanglant échec pour les Anglo-canadiens, mais cette opération ne sera pas dépourvue de bénéfice pour les Alliés, qui sauront tirer les enseignements de ce désastre. Quoi qu'il en soit, les Britanniques donnent leur accord de principe à l'issue de la conférence Arcadia, en préconisant d'affaiblir l'Allemagne par des bombardements aériens, la mise en place d'un blocus et des attaques périphériques, notamment en Méditerranée, qui obligeraient Hitler à disséminer ses forces. Le pragmatisme britannique et l'urgence

de la situation militaire dans le Pacifique persuadent Roosevelt de retarder l'opération *Round Up* au profit d'un débarquement en Afrique du Nord française.

Mise sur pied du SHAEF

Arrivé à Londres, Eisenhower apprend que le débarquement en Europe est ajourné pour un débarquement en Afrique du Nord dont il prend le commandement. Pour la première fois, il est confronté aux divergences stratégiques entre les Britanniques et les Américains. Il n'a que trois mois pour monter l'opération connue sous le nom de *code Torch*. Elle est lancée le 8 novembre 1942. Malgré l'inexpérience des troupes et des états-majors ainsi que le manque de matériel, c'est un succès. Le général Eisenhower en tire de précieux enseignements pour l'avenir.

Après la difficile campagne de Tunisie, il est promu général à quatre étoiles. La Sicile est conquise à la fin du mois d'août 1943. Le débarquement à Salerne est lancé dès le 8 septembre mais la résistance allemande, de plus en plus âpre, ralentit considérablement la progression alliée. Eisenhower décide donc, contre l'avis de Churchill, de ne plus mener que des opérations secondaires sur le front méditerranéen et transférer le gros des troupes vers l'Angleterre.

Depuis plusieurs mois déjà, le *Chief of Staff to Supreme Allied Commander* (COSSAC), le général Fredericks E. Morgan, prépare *Overlord* (Seigneur suprême), une opération devant permettre de s'assurer une solide tête de pont sur le continent et à partir de laquelle des futures offensives pourront être lancées. Le plan d'invasion est prêt en juillet, mais le lieu précis de débarquement n'a pas encore été déterminé.

La défaite des U-Boote en Atlantique permet d'augmenter le nombre des convois qui acheminent le corps expéditionnaire américain en Grande-Bretagne. Au fil des mois, de vastes camps militaires sortent de terre. Les usines tournent à plein régime, tandis que les hommes s'entraînent sans relâche, et le haut commandement peaufine ses plans de bataille.

Le 28 novembre lors de la conférence de Téhéran, Churchill, Roosevelt et Staline entérinent les propositions du COSSAC. Comme l'essentiel des hommes et du matériel est fourni par les États-Unis, il est décidé que le commandant en chef des forces alliées en Europe sera américain. Roosevelt qui ne peut se passer de Marshall, nomme donc son principal conseiller militaire, Eisenhower. Sa mission se résume en trois points : pénétrer sur le continent, atteindre le cœur de l'Allemagne et détruire ses forces armées.

Patton et Eisenhower au camp d'Ohrdruf le 12 avril 1945. Lors de sa visite de Buchenwald, Ike, ulcéré et écoeuré par une telle barbarie, fait enterrer les cadavres des prisonniers par la population des villages avoisinants.



© United States Holocaust Memorial Museum

La décision la plus importante de sa vie

La date du débarquement est fixée au 5 juin, mais le temps, capricieux, va en décider autrement. En effet, le bon déroulement des opérations Neptune et Overlord dépend en partie des conditions météorologiques. Le 4 au matin, le *group captain* James Martin Stagg, qui dirige le service météorologique, signale que le front froid prévu pour le mercredi 7 juin avec un « ciel couvert, moins de 150 mètres de plafond par moment, vent force 4 à 5 temporairement 6 » va traverser la mer de la Manche avec 24 à 36 heures d'avance sur les prévisions. Il annonce la nouvelle aux membres du SHAEF au briefing du soir tout en prévoyant une amélioration pour le 5 en soirée. Par précaution, Eisenhower décide de retarder les opérations de 24 heures. Tout report trop important mettrait en péril l'opération. Eisenhower décide alors de lancer l'attaque le 6 juin. C'est la décision la plus difficile qu'il ait eu à prendre : « *Il était difficile d'imaginer un cas de conscience aussi déchirant [...] Si les événements venaient confirmer ces prévisions, je porterais jusqu'à ma mort le fardeau insoutenable de la responsabilité d'avoir envoyé stupidement au sacrifice des milliers de soldats* ». Il démontre, à cette occasion, sa grande force de caractère.

Ike arrive en Angleterre le 14 janvier 1944 et met sur pied le *Supreme Headquarter Allied Expeditionary Force* (SHAEF) qui est chargé de planifier l'opération dans ses moindres détails. Il commande la plus importante force d'invasion jamais rassemblée à ce jour.

Jour-J

Le débarquement est un succès, mais le plus dur reste à faire. Il faut assurer le ravitaillement des armées en campagne et décider de la stratégie à adopter tout en composant avec ses commandants d'armées. Le calme, la rectitude, le tact et la finesse psychologique de l'homme sont nécessaires pour contrôler les esprits

Eisenhower qui a fait signer l'acte de capitulation sans condition aux Allemands le 7 mai 1945 à Reims, célèbre la victoire avec les forces soviétiques. Malgré les demandes pressantes de Churchill, Ike laisse les Soviétiques prendre Berlin et Prague.

forts et ambitieux d'un Montgomery ou encore d'un Patton. Ses choix sont plusieurs fois remis en cause par les Britanniques, mais il réussit à affirmer la primauté de son commandement suprême grâce au soutien de Marshall et de Roosevelt. En France, il doit également concilier les considérations militaires et les problèmes politiques. Il est obligé de composer avec la forte personnalité du général de Gaulle. L'administration militaire (AMGOT) n'est pas mise en place et il doit laisser les Français s'administrer. La 2e DB entre dans Paris le 25 août alors que cela n'est pas prévu à ce stade des opérations.

La bataille de France ne dure que 80 jours malgré la forte résistance des armées allemandes. En raison de la rapidité de leur progression, les armées alliées sont touchées par la pénurie de carburant. Eisenhower doit choisir entre deux tactiques. Montgomery veut foncer vers Anvers et se rabattre sur la Ruhr tandis



© Eisenhower Library

Le général Eisenhower accompagné d'un officier polonais durant sa visite à Varsovie en 1945. La cité a été détruite par les forces allemandes durant la révolte du ghetto en 1944.



© Eisenhower Library

que Patton désire continuer sur sa lancée et défaire son ennemi avant qu'il ne puisse se ressaisir. Ike opte pour le plan britannique, mais l'opération Market-Garden se solde par un terrible échec. Les forces allemandes utiliseront ce contretemps inespéré pour consolider leurs positions. Si l'offensive allemande dans les Ardennes belges prend les Alliés au dépourvu, leur vive réaction permet de rétablir la situation. Après la traversée du Rhin, la route de Berlin est ouverte. Eisenhower et ses compatriotes découvrent alors l'enfer des camps de concentration et prennent conscience de l'ampleur des crimes nazis. A l'issue de la visite du camp d'Ohrdruf, le 12 avril 1945, Eisenhower, déclare : « *On nous dit que le soldat américain ne sait pas pourquoi il se bat. Maintenant, au moins, il saura contre qui il se bat* ». A Buchenwald, il ordonne que les unités américaines visitent le camp et que les habitants de la ville voisine participent à l'enfouissement des cadavres.

Parallèlement, Eisenhower laisse l'Armée rouge prendre la capitale allemande et Prague sans se préoccuper des considérations politiques de Churchill. En moins d'un an, il atteint le but qui lui avait été fixé. Il obtient la capitulation sans condition de l'Allemagne à Reims le 7 mai 1945. Au lendemain de la guerre, Eisenhower succède à Marshall et dirige la démobilisation des troupes américaines.

Sa grande popularité et ses qualités intrinsèques lui permettront de briguer deux mandats présidentiels sous l'étiquette républicaine de 1952 à 1960. Le 28 mars 1969, Eisenhower s'éteint au *Walter Reed Army Hospital* de Washington D.C.

Le monde entier rendra un vibrant hommage à cet homme qui, pendant un quart de siècle aura marqué de son empreinte l'histoire de son pays et celle du monde. ■



Le président Eisenhower lors de la visite historique de Nikita Krouchtchev à Washington D.C. en septembre 1959. L'année suivante, un avion espion américain U-2 sera abattu au-dessus de l'espace aérien soviétique. Cet incident marquera la rupture des relations diplomatiques avec Krouchtchev.



La Légion française des combattants

Les hommes du Maréchal

Par **Boris LAURENT**

membre de la Commission Française
d'Histoire Militaire.

Jamais une organisation en France n'a à ce point soutenu un régime pour s'en détacher aussi brutalement, que la Légion française des combattants. Outil puissant d'unification des Français, de ralliement à la Révolution nationale prônée par le maréchal Pétain dès 1940, cette Légion ne parviendra jamais à atteindre les objectifs qu'elle s'était fixés et offrira un visage multiple et contradictoire. Elle parviendra même, au gré de ses mutations, à devenir un rempart contre la majorité des Français.

La Légion suit la courbe de Pétain dont elle est le symbole parmi les Français. Victorieuse de la république abhorrée, elle décline alors que la réalité du pouvoir échappe au Maréchal pour passer entre les mains de Laval d'abord, puis entre celles des Allemands.

Elle va surtout réussir à se faire détester de tous : des Français eux-mêmes qui la comprendront de moins en moins, des gouvernants de Vichy comme Laval, des collaborationnistes de Paris comme Déat, mais aussi des Allemands, très méfiants à son égard. La Légion née de l'idée même de Révolution nationale, va progressivement dévoyer les valeurs traditionnelles qu'elle avait juré de défendre envers et contre

« Les préfets de la Zone Nord ont l'occupant sur le dos, ceux de la Zone Sud ont la Légion. Je ne sais pas qui est le pire ».

Pierre Laval.

tout dans sa parole donnée au Maréchal, pour devenir finalement et selon les mots de Pierre Giolitto, « un grand rêve déçu ».

Comment assurer le lien entre le nouveau régime, né dans des circonstances dramatiques, et l'opinion française ? C'est la question que se posent quelques hauts responsables qui gravitent autour du maréchal Pétain sinon le Maréchal lui-même. La Légion française des combattants est la première institution créée à cet effet. Elle va connaître différentes transformations au gré des évolutions du régime et en fonction des hommes qui la modèleront. Elle deviendra ainsi la Légion française des combattants et des Volontaires de la Révolution nationale, la Légion du Service d'ordre légionnaire, le fameux SOL qui évoluera

Une du Voyage officiel du Maréchal en Limousin (19-20 juin 1941) édité par le Courrier du Centre.

Les voyages du maréchal Pétain sont selon les mots de Marc Ferro, les « noces de Pétain et de la France ». Pour Pétain, c'est « la meilleure propagande pour mon œuvre ». C'est durant ces voyages officiels que la Légion française des combattants fait montre de sa formidable capacité de rassemblement. Elle organise la venue du « guide », décore les salles de réception et défile.



Les deux chefs de file des collaborationnistes de Paris, Marcel Déat (à gauche) et Jacques Doriot. Déat tente par tous les moyens d'imposer l'idée d'un parti unique en France mais Pétain est contre. Il lui préfère l'idée d'une masse d'hommes entièrement dévoués à sa personne : ce sera la Légion.



parallèlement à la Légion, et enfin, la Milice le 31 janvier 1943, qui n'aura plus rien à voir avec la première Légion.

Naissance de la Légion

La Légion naît de la conjonction de deux éléments : l'entourage de Marcel Déat, chantre du parti unique en France sur le modèle fasciste, et la volonté des associations d'anciens combattants de se regrouper et de s'unifier. Entre ces deux forces, le maréchal Pétain, qui préside aux destinées de la France et qui souhaite d'abord étouffer les velléités de Déat. Parmi celles-ci, la volonté de constituer un parti unique copié sur le NSDAP « mais qui lui ressemble comme une messe noire à une messe blanche ». Pétain y est farouchement hostile

Rassemblement de la Légion. Le portrait du maréchal Pétain est soigneusement choisi. Pétain est le chef naturel de la Légion non pas en sa qualité de chef de l'Etat, mais en tant que « doyen des médaillés militaires français ». C'est l'homme de Verdun qui est ici mis en avant.

car selon lui, « une faction ne saurait être le tout ». Un parti ne peut être unique. En revanche, l'idée d'une force composée d'hommes qui lui seraient totalement dévoués lui plaît. C'est dans les associations d'anciens combattants que le Maréchal va trouver ces hommes.

Déat n'est pas le seul à œuvrer. A côté de ce collaborationniste, on trouve des figures politiques venues d'horizons divers, comme Xavier Vallat issu de la droite, Spinasse qui est socialiste ou encore Bergery (indépendant). Tous vont être déçus. Il n'y aura jamais de parti unique pour deux raisons essentielles : d'abord, à cause des nombreuses divisions au sein des états-majors qui sapent toute velléité d'unité ; ensuite parce que Pétain lui-même n'imagine pas qu'un Déat ou un Laval prenne les rênes de ce parti calqué sur les modèles allemand ou italien. Cela serait une menace pour son pouvoir personnel et son ambitieux projet de Révolution nationale. Le nouveau pouvoir n'a pas besoin d'intermédiaire : « Il était indispensable qu'entre cette révolution par le haut, faite légalement par suite de l'adhésion de l'Assemblée nationale, et le pays qui devait

Le serment légionnaire

« Je jure de continuer à servir la France avec honneur, dans la paix comme je l'ai servie sous les armes. Je jure de consacrer toutes mes forces à la Patrie, à la Famille et au Travail.

Je m'engage à pratiquer l'amitié et l'entraide vis-à-vis de mes camarades des deux guerres, à rester fidèle à la mémoire de ceux qui sont tombés au champ d'honneur. J'accepte librement la discipline de la Légion pour tout ce qui me sera commandé en vue de cet idéal ».

Le serment de la Légion rapporté par le *Courrier du Centre*. Les anciens combattants des deux guerres réunis par le même sentiment patriotique, jurent une fidélité inconditionnelle au Maréchal et à la Révolution nationale. Ils sont véritablement les hommes du Maréchal.



Le Serment de la Légion

L'immense place du Champ de Juillet est garnie de milliers et de milliers de légionnaires, combattants des deux guerres. Ils sont venus de très loin pour témoigner à leur Chef leur admiration et faire avec lui le serment de « servir ». Des milliers de mains se lèvent, une Marseillaise vibrante retentit et de cette mer humaine monte une ovation unanime au Sauveur de la Patrie.



Faire le lien entre Pétain et l'opinion

« Je ne sais pas trop ce que vous faisiez au mois de juillet 1940. Je pense qu'un certain nombre d'entre vous était prisonnier ou dans un coin quelconque de la France non occupée, un peu ahuris par le coup de la défaite. Or, à Vichy, à ce moment, dans le grouillement d'une capitale où l'on trouvait tous les débris de l'ancien régime et où émergeaient quelques hommes qui allaient devenir les principaux serviteurs du nouveau régime, il y avait déjà des gens pour se préoccuper de la constitution d'un mouvement qui pût assurer d'une façon valable et permanente la liaison entre l'homme qui venait de prendre le gouvernement par la force des choses et l'opinion ».

Discours de François Valentin, directeur général adjoint de la Légion aux délégués.

en être non pas seulement le bénéficiaire mais l'artisan, il y aait un lien étroit, confiant et généreux. Ainsi serait assurée la liaison dans les deux sens : du chef vers le peuple qu'il n'a pas l'intention de conduire par la contrainte, mais dont il veut obtenir l'adhésion, et de ce peuple vers le chef, pour que ce dernier soit informé de ses réactions profondes, de ses préoccupations, parfois même de ses oppositions » (François Valentin).

Ce lien va être la masse des anciens combattants de la Grande Guerre ainsi que ceux de 1939-1940, avec pour seul chef le maréchal Pétain.

Le 28 août, Xavier Vallat, secrétaire d'Etat aux Anciens combattants, expose au Maréchal son projet :

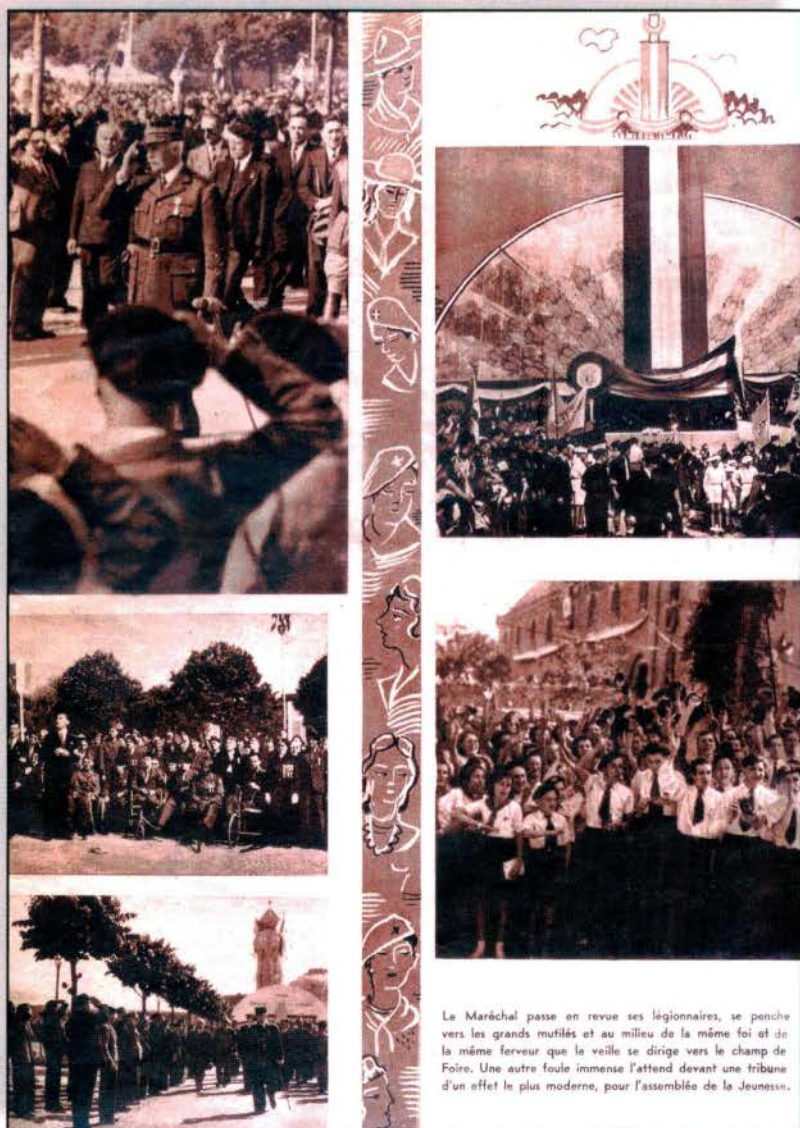
« Avec la Légion, c'est un groupe d'hommes de confiance que vous aurez dans chaque village ». Il va plus loin encore en proposant à Pétain lui-même, le « doyen des médaillés militaires de France » d'en être l'unique chef. Pétain apprécie Vallat qui a laissé un œil et une jambe sur les champs de bataille et qui est une figure « massive » de la politique française. Le Maréchal approuve. La loi portant création de la Légion est inscrite au Journal officiel le 31 août 1940.

Le projet du Maréchal

L'objectif du Maréchal est alors double : instaurer l'unité des anciens combattants de la Grande Guerre et atténuer, faute de l'éliminer, l'hostilité entre anciens combattants de 14-18 et de 39-40. Est-ce là son seul objectif ? Pétain voit plus grand. Il veut faire de cette Légion non pas un folklore, mais une force politique qu'il tiendrait dans sa main, qui se substituerait aux anciens partis politiques et *de facto* serait susceptible de les empêcher de renaître.

La présidence de la Légion revient « naturellement » au Maréchal. Pour l'appuyer, il dispose de trois vice-présidents : Jacques Péricard pour l'armée de Terre, le colonel Heurteaux pour l'Air et le commandant Lapébie pour la Marine. Pierre Herricourt est nommé directeur général et François Valentin directeur général adjoint. Au dessous, un directoire de 20 membres est composé. Quatre grands services sont mis en place : Propagande (avec Laustounau-Lacau qui en est responsable durant deux mois), Administration, Action civique et Action sociale. La Légion s'occupe de tous les grands domaines qui touchent les Français.

Partout en France, elle suscite l'enthousiasme et notamment à Nice où le 6 octobre 1940, l'animateur de la manifestation enflamme la foule venue nombreuse acclamer la nouvelle institution. Il s'agit de Joseph Darnand, héros



Le Maréchal passe en revue ses légionnaires, se penche vers les grands mutilés et au milieu de la même foi et de la même ferveur que la veille se dirige vers le champ de Foire. Une autre foule immense l'attend devant une tribune d'un effet le plus moderne, pour l'assemblée de la Jeunesse.

Coll. Privée

Qui sont les légionnaires ? D'abord des anciens de 14-18, puis les vaincus de 1939-1940, unis dans une même ferveur. Ils sont les « yeux et les oreilles du Maréchal » mais aussi sa voix auprès de la population française.



Avec la Légion, Pétain dispose d'un formidable outil de propagande et de surveillance mais aussi d'une force capable de faire contre-poids aux collaborationnistes parisiens.

Affiche de propagande en faveur de la Légion française des combattants. La famille, le travail et la patrie sont les thèmes de la Révolution nationale. Ici, un père de famille, décoré de la médaille militaire et de la Croix de guerre 1939-1940 et portant le béret légionnaire impose le nouveau visage de la famille française.

des deux guerres, décoré le 28 juillet 1918 par le général Pétain de la médaille militaire, prisonnier en 1940 et évadé. Darnand est un meneur et jouera un grand rôle au sein de la Légion pour la conduire par la suite à sa funeste destinée. Ce 6 octobre, il fait un véritable « tabac ». *« Nous avons assez pleuré. Nous avons assez souffert en silence des malheurs de la France... Nous avons besoin maintenant que les vrais Français patriotes remplacent les mètèques, les juifs et les étrangers. Il faut chasser les faux Français qui ont mené le pays à la ruine. Nous allons rompre avec des hommes qui nous ont exploités et perdus... Il faut que les fautifs soient châtiés. Le Maréchal l'a promis. Il est pour nous une vraie Lumière dans la nuit noire où les misérables nous ont plongés... »* (discours de Darnand, 6 octobre 1940).

Gardiens de la Révolution nationale et patriotes

Qui sont véritablement les légionnaires ? En premier lieu, le légionnaire est un adhérent à la Révolution nationale. C'est un partisan et un relais de Pétain, sa voix parmi les Français. Surtout, cette Légion ne saurait ressembler au NSDAP allemand ou encore le parti fasciste italien, au grand dam de Déat. D'ailleurs, comme le rappelle Henri Amouroux, en 1944, l'Assemblée consultative d'Alger n'inscrira pas la Légion sur la liste des organisations « antinationales ».



L'unique mot d'ordre de la Légion peut se résumer dans le « Vive Pétain ! » que scandent les légionnaires. Ils sont les gardiens de la Révolution nationale. Ils sont les hommes du Maréchal qui est pour eux un père, un guide, un chef. Or, ce chef a donné de sa personne pour sauver la France. Ils doivent à leur tour donner de la leur pour son redressement. Le légionnaire imite Pétain et reste uni à lui par le souvenir des tranchées, de Verdun. *« Pas de regard en arrière ! Pas de regret sur le passé ! Les yeux fixés sur l'avenir, avec le Maréchal pour guide... Tout comme les bergers et les rois mages, guidés par les étoiles, triomphent du désert et parvinrent à Bethléem jusqu'à l'enfant Jésus. Un sauveur était né... un sauveur a été donné à la France, au lendemain d'une tragédie sans pareille dans son Histoire. Il ne dépend pas de lui seul que la France soit meilleure ».*

Redresser la France

« Il m'a demandé de travailler avec lui pour rassembler nos camarades, les anciens combattants, pour rassembler autour de lui [...] ceux avec lesquels on pouvait faire quelque chose pour faire échapper notre pays aux mains des politiciens, pour, enfin, le redresser et le jeter à nouveau, un jour, dans la guerre ».

Bruckberger, compagnon d'armes, lors du procès Darnand.



La Légion n'est pas la seule institution au sein de « l'ordre nouveau » souhaité par le maréchal Pétain. Les Chantiers de la Jeunesse ou les mouvements scouts participent de ce même esprit, de cette volonté de « renouveau national » après les drames de la défaite.

effet une pépinière de patriotes, qu'ils soient des anciens de la Grande Guerre, ou des nouveaux de 1939-1940. Ils sont prêts pour la révolte.

Les légionnaires sont la « *chevalerie du Maréchal* » (J-P. Cointet). Chaque légionnaire est uni à son chef par un « *lien personnel de nature presque mystique* » (Amouroux).

Au service exclusif du Maréchal, la Légion joue un grand rôle dans ses voyages, dans ce que Marc Ferro a appelé « *les noces de Pétain et de la France* ». Elle est la masse lors des grands rassemblements où elle défile aux flambeaux, joue le service d'ordre, parade dans des manifestations dont l'organisation n'a rien à envier à celle des grands rassemblements en Allemagne.

La Légion se veut avant tout « *une élite nationale, rassemblée autour des combattants, aux ordres du Maréchal, pour entreprendre et mener à son terme la Révolution nationale* » (André Gervais, président de la Légion du département de l'Allier).

Mais la Légion ne tarde pas à s'attirer de puissantes inimitiés. En remplaçant toutes les associations d'anciens combattants, elle irrite certains dirigeants parisiens. Le 18 septembre 1940, ces derniers écrivent au maréchal Pétain, l'implorant de ne pas dissoudre les associations, faute de quoi, elles ne pourront plus le soutenir efficacement. Mais le Maréchal ne dévie pas. Car dans son esprit, comme dans celui de beaucoup de gens à ce moment, la Légion est un instrument antiallemand. C'est en

Les légionnaires n'aiment pas les Allemands, les « Boches » pour reprendre l'expression de Pétain. Le ressentiment à l'égard de cet ennemi se double d'un principe fort : le national-socialisme ne peut convenir à la France. Les Allemands sentent bien que derrière les manifestations sans arme, les défilés ordonnés à la gloire de Pétain, sommeille la révolte. Dès le 22 septembre 1940, ils interdisent la Légion dans la Zone occupée et lancent via la presse sous leur contrôle une vaste campagne de dénigrement.

En réalité, la Légion est une institution ambiguë. Elle n'est pas et ne sera jamais collaborationniste mais, jusqu'au débarquement allié en Afrique du Nord (novembre 1942) et la chute de Stalingrad (février 1943), beaucoup de ses membres voient l'Allemagne victorieuse. Certains pensent alors à placer la France dans le nouvel échiquier européen, en lui offrant un nouveau statut mais en affirmant qu'elle ne s'abaissera jamais à une puissance extérieure car tout légionnaire est un patriote.

Joseph Darnand et Pierre Laval. Darnand s'impose très vite comme un véritable meneur au sein de la Légion qu'il ne tarde pas à considérer comme « l'Armée du Salut ». Darnand veut plus. Il regroupe les éléments les plus motivés, souvent les plus jeunes, pour former en août 1941 le Service d'ordre légionnaire ou SOL, une « chose saine, virile et vivace » (A. Bonnard).



Archives photo P. Tiquet

Qu'est-ce que la Révolution nationale ?

« La Révolution nationale signifie la volonté de renaître, affirmée soudain au fond de notre être, un jour d'épouvante et de remords. Elle marque l'ardente résolution de rassembler les éléments du passé et du présent, sains et de bonne volonté, pour en faire un Etat fort, pour recomposer l'âme nationale dissoute par la discorde des partis, pour lui rendre la conscience aiguë et lucide des grandes générations privilégiées de notre Histoire ».

Maréchal Pétain.



DR

Mutation de la Légion

La Légion est-elle pour autant fasciste ? François Valentin, l'un de ses chefs dit à ce propos : « Il n'est pas douteux que la Légion est un essai français en réponse à un problème qui se pose dans tous les Etats modernes et dont le premier exemple s'est manifesté en Italie, en 1922. Est-ce à dire que c'est la même chose ? Certainement pas, car si nous cherchions des exemples, nous n'avons pas dit que nous les cherchions là, et nous risquerions fort de ne pas trouver une formule vraiment française pour résoudre un problème qui, dans ses données, est spécifiquement français. Hier encore, la question a été posée au Maréchal de savoir s'il fallait, sur certains points pratiques, s'inspirer d'expériences étrangères et si l'on pouvait admettre une solution dite totalitaire. Le Maréchal s'y est opposé avec force... ».

Au début, les couleurs politiques de ses responsables départementaux comptent moins que leur passé militaire. La Légion accueille même les juifs « relevés de leur incapacité » par la loi et titulaires de la carte de combattant de la Grande Guerre ou décorés de la Légion d'honneur ou de la Croix de guerre. Cette pratique s'atténuera pour disparaître avec le durcissement de la Légion, notamment à partir de 1941. A partir de cette date, c'est le « haro sur le régime républicain, les francs-maçons, les communistes et les juifs » (P. Giolitto).

Diffuser la Révolution nationale, être un levier du pouvoir, accueillir tous les anciens combattants, la Légion ne tarde pas à vouloir plus. Elle veut devenir le bras armé du Maréchal et jouer un rôle « policier ». Elle commence à légitimer les dénonciations en tout genre et mène des actions musclées contre tous ceux qui critiquent le gouvernement. M. Bailles, maire de Saint-Arman dans les Basses-Pyrénées, est révoqué pour avoir « cherché à contrecarrer l'action de la Légion française des combattants ». Le 15 mars 1941, le général Laure, secrétaire général de Pétain, note que « les

responsables de la Légion imposent par la violence leur idée de la Révolution nationale et accusent à tort et à travers ». Pour François Valentin, cette délation est « une maladie française de l'heure... Ce qui est dangereux et à condamner, c'est l'état d'esprit de celui qui, sous prétexte qu'il est légionnaire, pense qu'il a le droit d'écrire au Maréchal ou au préfet pour lui dire que son voisin écoute la radio anglaise... C'est un mal qu'il faut par tous les moyens extirper ».

Valentin n'aime pas le virage que prend la Légion. Il doit même interdire à tout légionnaire de s'engager dans la Légion des volontaires français contre le

Archives photo P. Tiquet



La Légion apparaît de plus en plus comme une institution « sclérosée », passive et peu motivée dans sa mission. A partir de 1942, ses éléments les plus durs quittent ses rangs pour rejoindre le SOL. Pour François Mitterrand, « c'est la grande erreur de la Légion que d'avoir reçu des masses dont le seul lien était le hasard : le fait d'avoir combattu ne crée pas une solidarité ».



bolchevisme. Laval est furieux et tente de le « débarquer ». Valentin doit quitter son poste lors du troisième anniversaire de la Légion, en août 1943, avant de rejoindre la Résistance. Comme Valentin, l'amiral Darlan constate que la Légion se durcit. Elle veut débarrasser la France des prétendus coupables. Elle purge ses rangs avec une violence croissante : les francs-maçons d'abord, puis les juifs, les gaullistes et les communistes dont les chefs légionnaires sentent bien que le Parti tente de noyauter la Légion.

Les légionnaires se veulent « la lumière et l'aide des pouvoirs publics pour tout ce qui concerne l'application des principes de la Révolution nationale ». Ils sont des instructeurs, des animateurs et des contrôleurs. Dans l'entourage de Pétain, on s'irrite d'une telle situation qui semble échapper au pouvoir et les rappels à l'ordre sont de plus en plus fréquents. Darlan dit au Maréchal que « dans sa forme actuelle, la Légion ne représente pas le pays ».

La Légion est en réalité multiple. Il y a autant de Légions que de départements. C'est là tout le paradoxe de cette institution, née de la volonté d'unification et qui se transforme en une mosaïque d'entités dans lesquelles chacun interprète les consignes du Maréchal. « Vous serez, en quelque sorte, mes Préfets moraux » affirme Pétain à la Légion. Celle-ci va se donner le droit de dicter sa loi aux administrations et se considérer comme un véritable « pseudo-gouvernement » (Robert Paxton). Pour les partis collaborationnistes, la Légion est perçue comme un concurrent déloyal. Ils dénoncent ce contre-pouvoir qui s'installe dans l'administration française et surtout qui se révèle être une entrave à leurs tentatives de collaboration avec l'occupant.

L'amiral Darlan, ici en visite en Allemagne, pense que la Légion se durcit trop au regard de sa mission : propager la Révolution nationale, la diffuser en profondeur dans la société française. Ses actions de plus en plus musclées, les délations et autres menaces dévoient son rôle.

Pierre Laval lors de son entrevue avec Hitler en novembre 1942. Les chefs légionnaires accusent Laval de ne pas leur donner les moyens d'agir pour la Révolution nationale et de mener une politique trop collaborationniste avec l'occupant. Ils considèrent Laval comme un « plébéen crasseux, un politicien marron ».

Archives photo P. Tiquet



Marcel Déat du Rassemblement national populaire écrit dans *L'œuvre*, en 1941 : « Dans chaque ville, dans chaque village, il y a un président de la Légion. Ce personnage très officiel fait trembler le maire, quand il n'empêche pas de dormir le sous-préfet ».

Vers la dérive et l'échec

Pétain veut plus lui aussi. Il veut muscler la Légion et fait savoir à François Valentin qu'il faut injecter du sang neuf dans ses rangs. Ainsi est créée l'association des Amis de la Légion, seule organisation légionnaire à être tolérée en Zone occupée. C'est insuffisant. Le ministre de l'Intérieur Pierre Pucheu veut faire de la Légion un outil politique. C'est Paul Marion, secrétaire général à l'Information, qui va s'en occuper en créant une nouvelle Légion pour faire triompher « l'ordre nouveau » : la Légion française des combattants et des volontaires de la Révolution nationale. Pétain approuve et Charles Maurras jubile : « la milice de la France... la garde d'honneur du Maréchal ».

La loi du 18 novembre 1941 crée la nouvelle légion, « organe unique par lequel s'exercent sur les plans civique, social et moral, l'action des Anciens combattants et leur Collaboration à l'œuvre des Pouvoirs publics ».

Cette nouvelle Légion va en fait creuser le fossé déjà existant entre les vainqueurs de la Grande Guerre et les vaincus de 1940. Deux visions différentes voire opposées s'affrontent au sein de la Légion. Ceux de 1914 ont « du mépris ou de l'éloignement pour les légionnaires » (J-P. Cointet). Pour les plus anciens, la Légion est leur association. La cohabitation avec les plus jeunes est difficile. Le fossé ne cesse de se creuser. Avec les nouvelles recrues, l'autoritarisme s'accroît. A partir de 1941, certains suivent Darnand pour qui « la légion, c'est le bordel ! » et rejoignent le Service d'ordre légionnaire qui préfigure la Milice.

A partir de 1942, le malaise larvé éclate au grand jour. Les effectifs ne cessent de diminuer et cette décroissance s'accroît à partir de 1943. C'est que les légionnaires se sentent les grands oubliés du gouvernement. Leur combat pour la Révolution nationale leur apparaît vain puisque le gouvernement ne semble pas vouloir la mettre en œuvre et, en se rapprochant inexorablement de l'Allemagne, dénature ce grand projet. Le 6 janvier 1943, Pierre Laval est dure-

ment accroché par les légionnaires qui en appellent à l'arbitrage de Pétain. Le Maréchal, qui n'a déjà plus la réalité du pouvoir, ne parviendra plus à galvaniser ses troupes avec les discours qui ont fait son succès. Le lien est rompu. La Légion se divise de plus en plus. En outre, entre 1943 et 1944 le sort semble s'acharner sur ce qui reste de la Légion. François Valentin passe à la Résistance, Jacques Péricard est tué « accidentellement » par les Allemands dans des circonstances encore mal élucidées.

Quant aux plus durs, ils veulent être plus qu'une simple cohorte pour la parade. Ils veulent jouer un rôle politique sur le modèle fasciste italien ou national-socialiste allemand. Une partie rejoint le SOL, puis la Milice.

Au final, la Légion s'impose d'abord comme un formidable échec. Elle a échoué dans la diffusion du message pétainiste. Elle est en même temps associée par les Français à un régime dont ils ne comprennent plus la politique et dont ils se détachent de plus en plus. ■

Joseph Darnand dans son uniforme de milicien, en compagnie du SS-Obergruppenführer Berger (au centre), responsable du recrutement des volontaires étrangers dans la Waffen-SS. Avec le SOL, puis la Milice, Darnand veut former une nouvelle élite, une véritable force autoritaire et puissamment hiérarchisée.



Archives photo P. Tiquet

Opération Walkyrie :

Dans quelques semaines, sortira sur les écrans américains puis européens le film *Valkyrie*, qui retrace l'opération du même nom, orchestrée par une poignée d'officiers de la Wehrmacht et visant à tuer Hitler et à renverser le régime nazi. Le tournage de ce film autant que son acteur principal ont été controversés.

Avant même que les caméras de Bryan Singer ne tournent à Berlin, la polémique s'était emparée du projet en raison de l'appartenance de Tom Cruise, qui tient le rôle de von Stauffenberg, à l'Eglise de scientologie. Or, cette « Eglise » est officiellement considérée comme une secte et les autorités allemandes avaient refusé à l'équipe du film de tourner au Bendlerblock, ancien QG de la Wehrmacht à Berlin aujourd'hui Mémorial à la mémoire des résistants au nazisme.

Le fils du comte von Stauffenberg lui-même, Berthold Schenk von Stauffenberg, s'était élevé contre ce projet déclarant : « Il m'est désagréable qu'un scientologue notoire joue le rôle de mon père ». Peter Steinbach, président du Mémorial de la Résistance, y a vu pour sa part une contradiction entre le courage de von Stauffenberg et une « quasi-opération scientologue ».

Au ministère des Finances allemand, les déclarations furent bien différentes et on se félicitait même que ce projet redresse la situation financière de la compagnie Babelsberg, associée à la production de ce film.

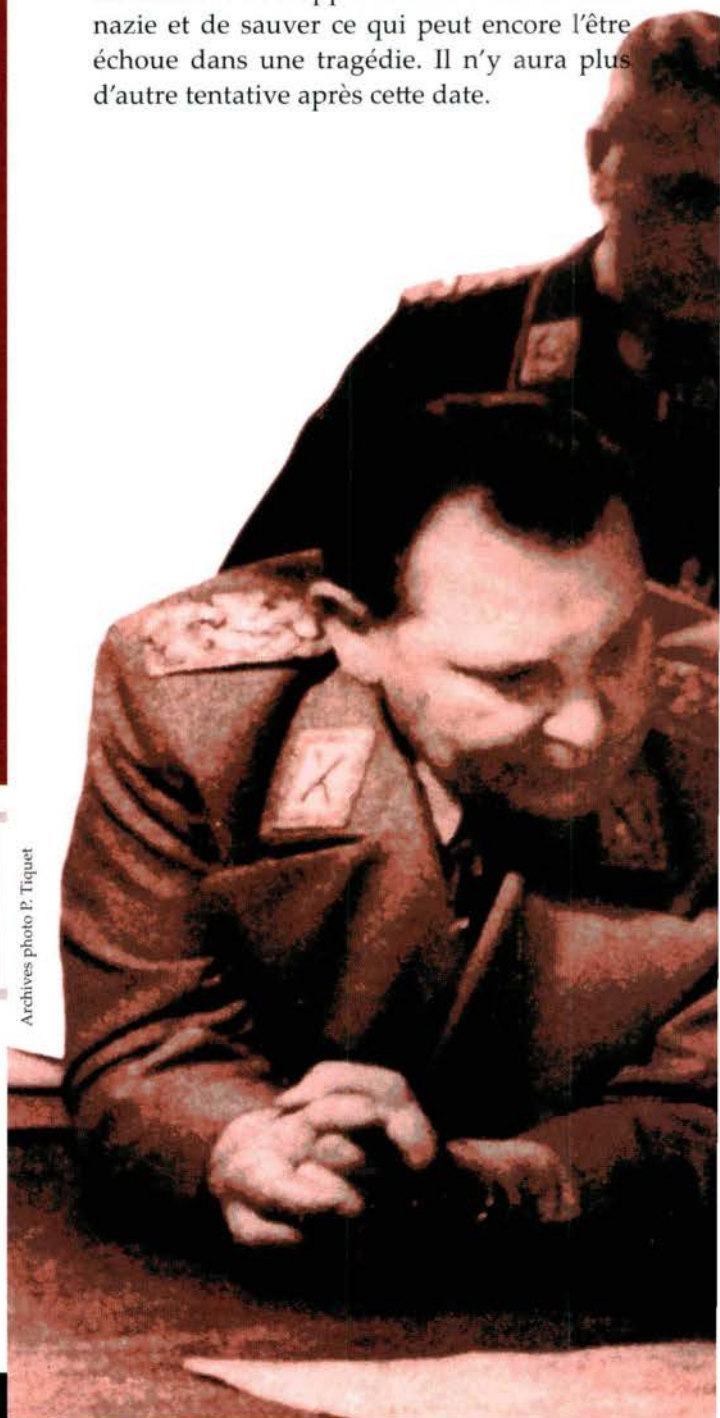
L'affaire aurait pu en rester là mais l'historien allemand Guido Knopp a tiré une salve tonitruante dans les colonnes du journal *Bild am Sonntag* du 20 janvier 2008. Prenant exemple sur une vidéo de l'acteur durant l'un de ses discours devant les fidèles de la scientologie, l'historien avait fait un parallèle avec les discours du ministre de la Propagande du III^e Reich et avait alors affirmé que l'acteur se mettait en scène de la même manière que Josef Goebbels...

Un événement historique, à forte portée symbolique, tel que la tentative d'assassinat contre Hitler menée par von Stauffenberg, ne pouvait qu'incliner Hollywood à lancer un *blockbuster* et des stars internationales sur les chemins de l'Histoire. Pour autant, *Valkyrie* le film ne doit pas nous faire oublier que l'opération *Walkyrie* dépasse l'attentat du 20 juillet 1944. C'est l'aboutissement désespéré de la résistance à Hitler, qui prend naissance très tôt, avant même le début de la guerre. La tentative de stopper la machine criminelle nazie et de sauver ce qui peut encore l'être échoue dans une tragédie. Il n'y aura plus d'autre tentative après cette date.

VALKYRIE



Archives photo P. Tiquet



Assassiner Hitler

20 juillet 1944. Cette date est véritablement le revers du 30 juin 1934. C'est le prix que paye la Wehrmacht pour avoir soutenu le Führer dans le sang de la Nuit des longs couteaux et avoir ainsi privilégié sa place, son rang dans la société allemande. Les conjurés sont pour la plupart des officiers de la *Heer*, pour certains de haut rang, qui appartiennent à

différents cercles de résistance qui s'unissent au fil de la guerre. Rien ne peut mieux résumer le sort de ces officiers que la phrase prononcée par le général Ludwig Beck le 2 août 1934 à propos du nouveau serment de fidélité prêté au Führer du Reich allemand : « *C'est un suicide physique et moral* ».

Axe & Alliés n° 12 vous entraîne au cœur des cercles de résistance à Hitler qui échafaudent dès la fin des années trente plusieurs plans

pour éliminer le Führer. Vous plongerez au cœur de la *Schwarze Kapelle*, « l'Orchestre noir » où se mêlent civils et militaires antinazis (notre premier article p. 42). Vous suivrez le parcours étonnant du colonel comte Claus Schenk von Stauffenberg, bras armé des conjurés, sa tentative au cœur du Grand quartier général d'Hitler, dans la « Tanière du loup » (p. 54). Pour conclure vous suivrez les conséquences de l'échec des conjurés, la montée en puissance de la SS malgré son incapacité à démasquer le complot et la brutalité du régime dans sa vengeance (p. 62).





La résistance à Hitler

La *Schwarze Kapelle*

Par **Philippe RICHARDOT**, délégué Méditerranée-Rhône de la Commission française d'histoire militaire, auteur de *Hitler, ses généraux et ses armées*, Economica, 2008.

L'expression *Schwarze Kapelle* (« Orchestre noir ») désigne le cercle informel de résistance militaire et civile à Hitler, formé d'éléments conservateurs. Jamais les conjurés n'ont employé cette expression. Ce terme d'« orchestre » vient du jargon de l'*Abwehr* et désigne, à l'origine, une opération combinée de contre-espionnage, puis, lors du procès intenté par la Justice du Reich à certains membres de la résistance allemande communiste, une équipe de « musiciens » — agents ennemis émettant sur radio —. La *Gestapo* classe en « noir » et en « rouge », selon leur appartenance politique, la nébuleuse d'agents ennemis sur le territoire du Reich.

Les militaires de la *Schwarze Kapelle* essaieront neuf fois de tuer Hitler... sans succès. En fait, la conjuration contre Hitler est plutôt une coalescence de cercles qui finissent par s'agréger vers le milieu du conflit.

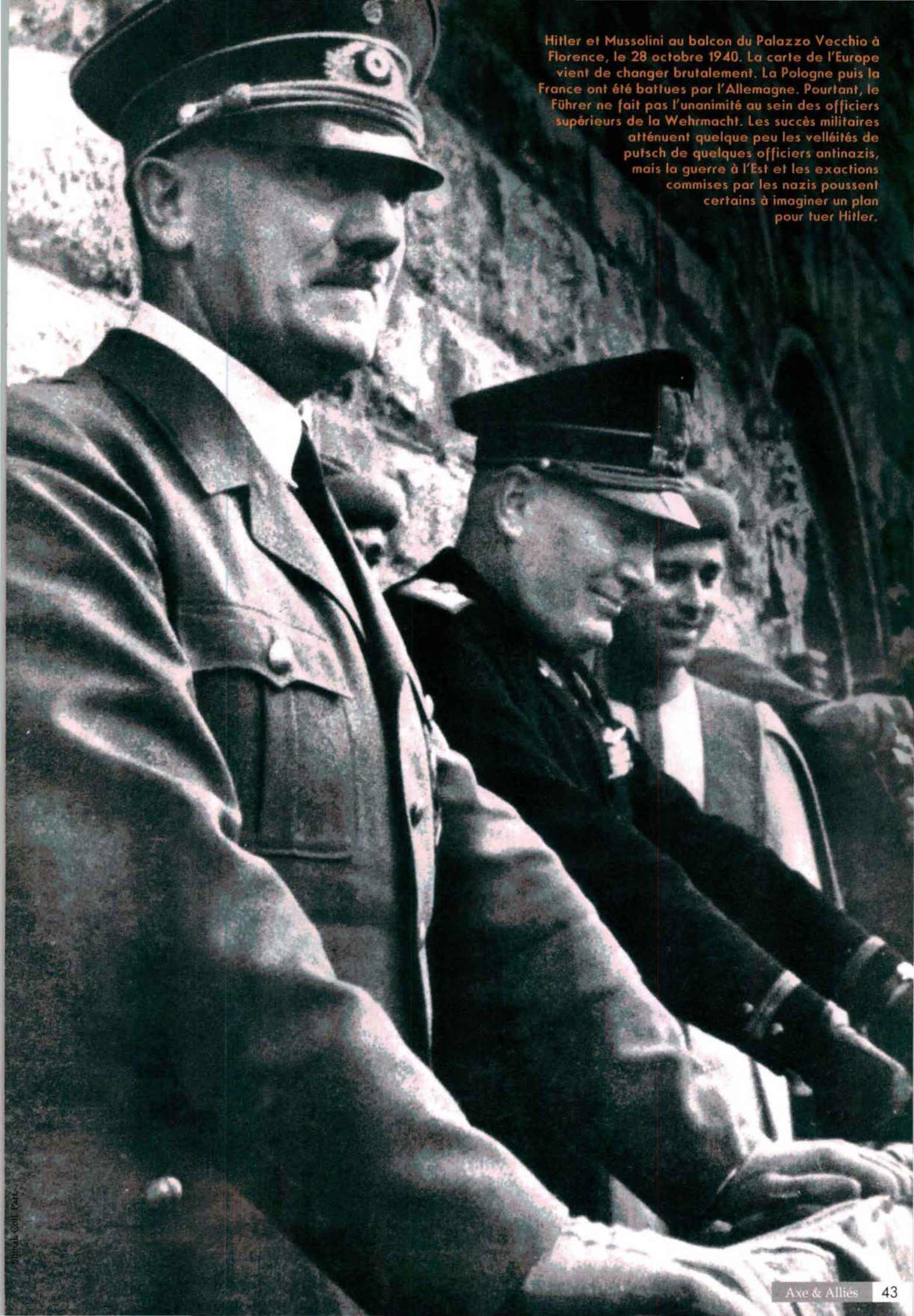
Empêcher la guerre, le cercle de Beck

Alors que le ministre de la Guerre von Blomberg facilite l'accession de Hitler au pouvoir et la création de la Wehrmacht en 1935, le commandant en chef de l'armée de Terre, le général baron von Fritsch, et son chef d'état-major, le général Ludwig Beck, sont des antinazis notoires. On se doute que ces hommes ne s'aiment pas.

« Je prête devant Dieu ce serment sacré et jure une obéissance inconditionnelle au Führer du Reich et du peuple allemand Adolf Hitler ».

Serment de fidélité de la Wehrmacht.

Au début de l'année 1938, une manœuvre de von Fritsch contre Blomberg va se retourner en faveur des nazis. Von Fritsch demande à Hitler le renvoi de Blomberg au prétexte qu'il a épousé une ex-prostituée. Le SD (*Sicherheitsdienst*) de Heydrich — police secrète du Parti nazi — en profite pour monter un faux accusant Fritsch d'homosexualité. L'affaire est transmise à Beck par Hossbach, aide de camp d'Hitler. Quand Fritsch l'apprend, il démissionne. Hossbach est remplacé par Schmundt qui est, selon le jargon de l'époque, *Führerstreue* (« fidèle au Führer »). Au début février, Hitler pousse Blomberg à démissionner et supprime le ministère de la Guerre, puis met en place le haut-commandement de la Wehrmacht (*Oberkommando der Wehrmacht* ou OKW) dont il se nomme chef suprême et choisit de mettre à la tête de son état-major un opportuniste falot, le général Keitel. Von Brauchitsch

A black and white photograph showing Adolf Hitler and Benito Mussolini standing on the balcony of the Palazzo Vecchio in Florence. Hitler is in the foreground, wearing a dark military uniform with a peaked cap, looking slightly to the right. Mussolini is behind him, also in a military uniform with a peaked cap, looking towards the camera. Other figures in uniform are visible in the background. The scene is set against a stone wall.

Hitler et Mussolini au balcon du Palazzo Vecchio à Florence, le 28 octobre 1940. La carte de l'Europe vient de changer brutalement. La Pologne puis la France ont été battues par l'Allemagne. Pourtant, le Führer ne fait pas l'unanimité au sein des officiers supérieurs de la Wehrmacht. Les succès militaires atténuent quelque peu les velléités de putsch de quelques officiers antinazis, mais la guerre à l'Est et les exactions commises par les nazis poussent certains à imaginer un plan pour tuer Hitler.



Archives photo P. Tiquet

Hitler, en présence du ministre de la Guerre, le général von Blomberg, salue le *Feldmarschall* von Mackensen qui porte ici l'uniforme traditionnel des hussards. Hitler se sert de l'armée et des réseaux de Blomberg pour accéder au pouvoir et pour créer la Wehrmacht. Soucieux de réunir tous les pouvoirs entre ses mains, Hitler fait démissionner Blomberg et remplace le ministère de la Guerre par le haut commandement de l'armée (OKW), confié à un fidèle dévoué, Keitel.

succède à von Fritsch comme chef du haut-commandement de l'armée de Terre (*Oberkommando des Heeres* ou OKH).

Le succès de l'*Anschluss* le 12 mars 1938 laisse les opposants militaires pantois — malgré un sabotage délibéré du plan — et brise leur espérance d'un échec. Le même jour, Beck rédige un mémorandum pour Hitler où il lui fait entrevoir le risque d'une guerre mondiale si l'Allemagne persiste sur la voie de

l'agression. Quand se profile la crise des Sudètes avec la Tchécoslovaquie au cours de l'été, Beck met sa personnalité dans la balance. Il demande un entretien où il se montre aussi virulent qu'Hitler se montre courtois mais ferme. Alors qu'il demande des garanties à Hitler sur une politique de paix, Hitler répond que c'est à lui de fixer les tâches de l'Armée, instrument de la politique, et que « l'Armée est là pour accomplir cette tâche et n'a pas à discuter si le problème est bien ou mal posé. » Beck répond entre autres : « Je n'accepte pas la responsabilité d'ordres dont je ne puis accepter le contenu. » Beck pose sa démission le 18 août, à laquelle Hitler ne répond pas. Mais faute de chef d'état-major de l'armée, Hitler nomme Halder en septembre. Halder est également antinazi. Beck, en coopération avec le service de renseignements militaires, met alors au point un putsch qui prévoit d'arrêter Hitler, de le

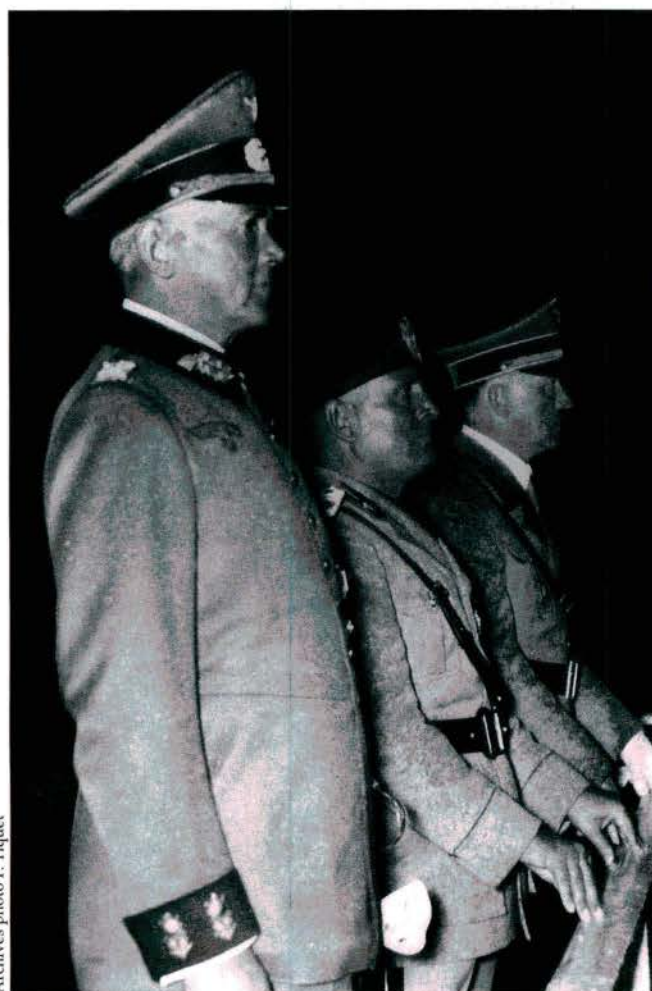
Sur décision d'Hitler, le général von Brauchitsch remplace le général von Fritsch à la tête du haut commandement de l'armée de Terre (OKH). Brauchitsch s'oppose aux plans d'annexion de l'Autriche, mais le succès de l'*Anschluss* en mars 1938 en dépit du sabotage de l'opération, laisse les opposants sans réaction.



DR



De gauche à droite : le *Feldmarschall* von Rundstedt, von Fritsch chef de l'OKH et von Blomberg ministre de la Guerre. Von Rundstedt est lui aussi contacté par les cercles antinazis. Sans succès.



juger et de le faire passer pour fou, mais le succès des accords de Munich déjoue encore les espoirs des conjurés. Beck, bien que considéré en retraite, devient le chef moral de la résistance militaire antinazie qui forme un cercle informel. Pendant l'été 1939, outre les généraux Thomas, von Witzleben, et Höpner, le cercle coopère avec les civils du cercle Gördelier qui comprend des personnalités comme Popitz, le ministre prussien des Finances, Planck, secrétaire d'Etat, von Hassell, ex-ambassadeur. Le général Thomas, chef du département Economie de guerre de l'OKW, transmet un mémoire à Keitel lui démontrant qu'une attaque de la Pologne amènerait inévitablement une guerre mondiale et une défaite allemande. Quelques jours avant l'attaque du 1^{er} septembre 1939, Thomas revient à la charge auprès de Keitel qui lui répond que le pacte germano-soviétique rend impossible une guerre mondiale.

La conspiration « de Zossen »

Une autre tentative de putsch est envisagée dès le début de la guerre, en septembre 1939. Il s'agit d'inviter Hitler à visiter l'armée que commande sur le

Le ministre de la Guerre von Blomberg avec Mussolini et Hitler en 1937. Réticent à un engagement militaire, il est écarté du pouvoir lorsque la SS révèle son mariage avec une ancienne prostituée. Il est obligé de démissionner.



Peu après l'affaire Blomberg-Fritsch, Hitler déclare « Dorénavant, je prends personnellement en mains le commandement des forces armées ». Ulcérés, les officiers ne peuvent que constater les succès diplomatiques puis militaires du Reich. Toutes les tentatives pour incliner Hitler à repousser les opérations militaires seront vaines.

La conspiration dite « de Zossen » (lieu où se transfère l'OKH après la déclaration de guerre) est ourdie après la campagne de Pologne. Brauchitsch et Halder sont très inquiets de l'impréparation de l'Allemagne à la guerre et font tout pour retarder une offensive d'automne contre la France. Ils envisagent de renverser Hitler et Halder porte secrètement un revolver pour abattre « ce chien », comme il dit en privé. Halder propose au cours du mois d'octobre d'entraîner les chefs des trois groupes d'armées dans un putsch mais il n'est pas suivi. La « conspiration » tombe d'elle-même le 5 novembre, quand Brauchitsch, qui annonce à Hitler que la Wehrmacht n'est pas prête, essuie une telle colère de celui-ci que Halder renonce.

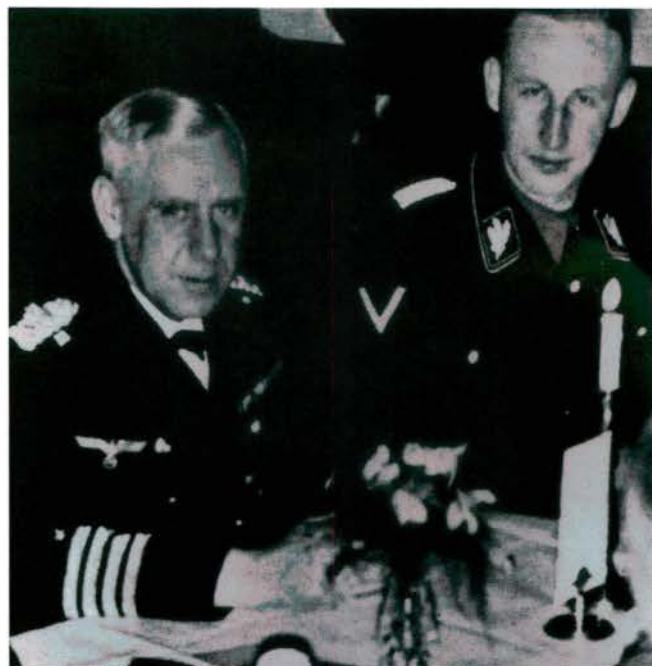
Un attentat à la bombe manqué le 8 novembre dans la brasserie *Bürgerbräukeller* de Munich reste mal élucidé : acte d'un isolé ou provocation nazie ? Le cercle Beck se cantonne dans des stratégies dilatoires ou essaie de saboter les plans militaires du Führer.

Rhin un « général rouge », limogé en 1934 et rappelé en 1939 : von Hammerstein. Le but de l'opération est de capturer Hitler. Mais Hammerstein est limogé très rapidement après le début de la guerre. Les membres du cercle de Beck ne désespèrent pourtant pas d'empêcher l'extension du conflit.

Octobre 1939. La Wehrmacht défile en fanfare dans les Sudètes nouvellement rattachées au Reich allemand.
Lors de la crise des Sudètes, le général Beck, chef d'état-major de l'OKH, tente de pousser Hitler à plus de modération. C'est un échec qui le pousse à imaginer un plan pour arrêter le Führer.



Les deux hommes des services de renseignements allemands : l'amiral Canaris (à gauche), chef de l'Abwehr (renseignements de l'armée), et Heydrich, chef du SD (renseignements de la SS). Canaris, antinazi, demande à Hans Oster de prévenir les Alliés de l'Ouest des projets de guerre d'Hitler. Il est limogé en 1943 et exécuté après le complot du 20 juillet 1944.



Archives photo P. Tiquet

En avril 1940, le Vatican fait savoir aux conjurés qu'il acceptera de transmettre des propositions de paix aux Alliés si Hitler est renversé. Le général Thomas reçoit un accueil favorable de Halder mais se fait éconduire par Brauchitsch. Après la victoire sur la France, Halder a les larmes aux yeux quand il évoque avec Tresckow la difficulté de renverser une dictature désormais victorieuse. Nicolaus von Below, aide de camp de la Luftwaffe auprès d'Hitler, a nettement l'impression que Brauchitsch et Halder, en cessant de s'opposer à Hitler pour l'invasion de la Russie en 1941, l'aident à creuser sa tombe. Le cercle Beck n'a pu empêcher la guerre. Il va chercher à la terminer sinon à la saboter.

Canaris, trahison ou résistance au cœur des renseignements militaires

L'amiral Wilhelm Canaris, le chef des services de renseignements militaires (*Abwehr*), est viscéralement antinazi mais très prudent. Si lui-même se charge de convaincre Franco en 1940 de ne pas s'allier à l'Allemagne, il délègue à son adjoint le général Hans Oster la mission de résistance antinazie. Fabian von Schlabrendorff, un des membres les plus engagés de la Résistance, décrit pourquoi dans ses mémoires : « (Oster) était en quelque sorte le 'chargé d'affaires' de la

résistance. S'il avait pu se charger de ce rôle, le mérite en revenait à son supérieur, l'amiral Canaris. Canaris détestait Hitler et le national-socialisme, mais il se sentait trop âgé pour agir par lui-même. Par contre, il couvrit Oster et lui permit d'utiliser l'appareil des services de renseignements, dans la mesure où il pouvait en disposer, pour soutenir l'opposition intérieure contre Hitler, la renforcer et lui adjoindre de nouveaux collaborateurs. Oster s'était fixé pour tâche la liaison entre les milieux civils de l'opposition et l'armée ». Oster prévient son ami Bert Sas, l'attaché militaire des Pays-Bas à Berlin, des différentes dates prévues pour l'offensive allemande à l'Ouest, reportée une vingtaine de fois. De même, à travers la Suisse, il prévient les renseignements français. Dans les deux cas, l'information n'est pas considérée comme sérieuse. Il aide des juifs à échapper aux persécutions. Il est limogé en avril 1943. Canaris est limogé à son tour au début de l'année 1944 et l'*Abwehr* mis sous le contrôle de la SS. Canaris et Oster sont arrêtés après l'échec du complot du 20 juillet 1944, torturés et mis à mort avec une corde à piano.

Tuer Hitler, le cercle Tresckow, de jeunes officiers contre Hitler

Selon Philipp von Boeselager, un des rares conjurés à être passé entre les mailles de la répression, « l'âme » du complot était le général Tresckow, le général Oster « le cerveau », le général Beck « la moelle épinière » et le lieutenant-colonel Stauffenberg « le bras armé ». C'est sur le front de l'Est, dans l'état-major du groupe d'armées Centre commandé par le *Feldmarschall* von



Le général Franz Halder, chef d'état-major de la Wehrmacht de 1938 à 1942 (ici lors de sa comparution au tribunal de Nuremberg). Antinazi, tout comme Beck à qui il succède, il fait montre d'une grande inquiétude lorsque Hitler présente ses plans d'invasion de la France. Souhaitant abattre le Führer, il tente de rallier les chefs des groupes d'armées dans un putsch mais n'est pas suivi.



Le général Hans Oster, adjoint de l'amiral Canaris au sein de l'Abwehr. C'est lui qui anime la résistance au sein de l'armée. Il tente de prévenir les Alliés des projets d'invasion des Pays-Bas mais il n'est pas pris au sérieux. Il doit démissionner en 1943 pour avoir aidé des juifs puis est arrêté après le 20 juillet 1944. Il est exécuté.

Kluge, que le cercle de résistance le plus efficace est recruté à partir de 1942. Son centre est Henning von Tresckow, chef des opérations, un officier prussien de tradition qui suit la carrière des armes après avoir eu une expérience dans la Banque. Protestant, d'une foi ardente, rigoureux, c'est aussi selon l'un de ses subordonnés « *un homme de cœur* ». Les exactions des SS contre les juifs indignent certains officiers et augmentent les rangs de la résistance militaire. Tresckow recrute son adjoint Georg Schulze-Büttger (ex-aide de camp de Beck), son cousin Fabian von Schlabrendorff, Philipp von Boeselager, à cette époque aide de camp de von Kluge, son frère Georg, le lieutenant-colonel von Gersdorff, officier de renseignement de l'état-major, son adjoint le lieutenant Carl-Friedrich von Beg-Schönefeld, le lieutenant-colonel von Kleist, le major Pretzell.

A la suite de mutations, Schulze-Büttger et Pretzell sont remplacés par Alexander von Voss et Hans-Ulrich von Oertzen. Presque tous sont des aristocrates essentiellement issus de la cavalerie et des chrétiens sincères, luthériens ou catholiques. Les aides de camp des deux autres groupes d'armées, des amis de Boeselager, eux aussi issus de la cavalerie, se rallient

à la conjuration. Schlabrendorff, dont le rang subalterne permet de se rendre à Berlin sans éveiller les soupçons, permet de réactiver le cercle Beck, de faire le lien avec le cercle Canaris à travers le général Hans Oster et d'avoir des entrées à l'état-major de l'armée de Réserve grâce au général Olbricht, ainsi qu'à l'OKH par le colonel Helmut Stieff, chef du département Organisation. Grâce à ce dernier, Tresckow met sur pied en janvier 1943 un régiment de cavalerie commandé par Georg von Boeselager. Si le but avoué est de lutter contre les partisans soviétiques, le but caché est de créer une force pour un coup d'Etat contre le régime nazi. Sur une armée de 12 millions d'hommes, ce noyau de conjurés partageant la même culture militaire de tradition est relativement faible mais soudé par des liens familiaux.

Von Kluge est au courant des activités de son chef d'état-major. En décembre 1942, Tresckow envoie le



Le général Henning von Tresckow est un officier dans la plus pure tradition prussienne, fils d'un général de cavalerie et profondément chrétien. Il devient l'âme du complot, le meneur d'un cercle d'officiers supérieurs qui œuvre pour tuer Hitler. Il se suicide après l'échec du complot du 20 juillet 1944.

L'amiral Canaris déteste Hitler et le national-socialisme. Il parvient à convaincre Franco de ne pas s'engager officiellement dans la guerre au côté de l'Allemagne. Il met toute son énergie et ses services de renseignements pour soutenir l'opposition intérieure à Hitler.



lieutenant von Berg-Schönefeld lui demander son appui. Kluge répond : « *Vous pouvez compter sur moi* ». Par la suite, Tresckow ira prendre conseil auprès de lui, comme à une autorité morale, mais Kluge reste dans une attitude de « *neutralité bienveillante* », selon les mémoires de Boeselager.

Les premières tentatives

Le cercle Tresckow fait en mars 1943 trois tentatives pour tuer Hitler. Tresckow profite de ses bonnes relations avec l'aide de camp personnel du Führer Rudolph Schmundt et de sa naïveté pour attirer Hitler dans un piège. Il lui fait entendre que le *Feldmarschall* von Kluge est irrité contre le projet de l'opération *Citadelle* visant à réduire le saillant de Koursk. Hitler à cette époque et jusqu'à l'automne 1944, préfère convaincre ses grands subordonnés que leur donner un ordre sec. Il décide donc de rencontrer en personne Kluge pour le persuader du bien fondé de l'entreprise,

et fait le voyage en avion depuis son quartier général avancé de Winnitza.

Le cercle Tresckow a prévu d'assassiner Hitler au pistolet au cours du repas prévu en son honneur, par neuf exécuteurs dont quatre issus de l'état-major de Kluge et cinq de l'unité de cavalerie en formation. Les conjurés s'entraînent au pistolet pour viser au visage, car le Führer porte une casquette blindée et un léger gilet pare-balles. Von Kluge trouve la méthode peu honorable mais déclare à Tresckow : « *Je ne vous dénoncerai pas* ». Le 12 mars, à la veille de l'arrivée d'Hitler, Kluge demande à Tresckow d'annuler l'opération au prétexte que Himmler ne viendra pas et que l'assassinat du seul Hitler provoquerait une guerre civile sans renverser le régime. Annulé l'assassinat au pistolet dans le mess (plan A), annulée la capture de Hitler par une unité de cavalerie sur la route de l'aérodrome (plan B), mais le projet d'un attentat à la bombe imaginé par Schlabrendorff est activé (plan C). Schlabrendorff, qui, réserviste, ne se sent pas d'obéir au veto de Kluge, avise pendant le repas au mess un officier de la suite d'Hitler, le colonel Brandt. Il lui demande s'il peut, à son retour à Rastenburg, remettre au colonel Stieff une caisse de deux bouteilles de cognac. Il ne lui dit pas qu'elles



Le Feldmarschall Erwin von Witzleben, ici lors de son procès peu après l'échec du complot du 20 juillet 1944. Witzleben rejoint les rangs des antinazis suite aux assassinats des généraux von Schleicher et von Bredow durant la Nuit des longs couteaux. Il rejoint les conspirateurs menés par Beck dès 1938. Le succès de la conférence de Munich fait avorter ses projets de coup d'Etat. Homme clé du complot du 20 juillet, il est pendu avec une corde à piano. Son exécution est filmée pour Hitler.



Signal. Coll. Part.

Le Feldmarschall von Kleist (à gauche) dirige une revue conservatrice dans laquelle Fabian von Schlabrendorff écrit des textes exposant les raisons pour lesquelles il rejette le nazisme. Von Kleist, encore lieutenant-colonel, rejoint lui aussi le cercle Tresckow.

sont remplies d'explosifs et doivent sauter vers midi, quand l'avion du Führer survolera la région de Minsk. Dans la soirée, les conjurés apprennent par radio que l'avion a bien atterri à Rastenburg. Sans se démonter, Schlabrendorff prend un avion pour la même destination, rencontre quelques heures plus tard Brandt et lui reprend les deux bouteilles. Il semble que le froid de l'altitude ait gelé les détonateurs.

Une semaine après, Gersdorff se rend à Berlin avec le général Model pour représenter Kluge lors de la « Journée des Héros » du 20 mars, à une exposition de matériel soviétique capturé. Gersdorff doit se faire sauter à l'approche de Hitler, mais celui-ci visite l'exposition au pas de course. Gersdorff qui a enclenché le détonateur trop tard doit courir aux toilettes pour le briser et l'y jeter. Plein d'optimisme, les conspirateurs espèrent faire revenir Hitler pour recommencer l'opération mais leurs espoirs sont déçus.

Planification d'un coup d'Etat

Dès l'été 1943, le cercle Tresckow, qui se rend bien compte de l'immaturité politique de son projet, planifie un coup d'Etat et essaie de définir des buts politiques. Il projette un autre attentat à la bombe au cours d'une démonstration d'uniformes en novembre. Mais un bombardement sur Berlin

détruit les préparatifs de l'exposition et ruine les projets d'attentat. Le cercle continue à multiplier les contacts. Tresckow n'arrive pas à enrôler son oncle, le Feldmarschall Fédor von Bock. Maréchaux et généraux approchés se montrent peu courageux : souvent critiques envers Hitler dans le privé, mais très évasifs au moment de s'engager. C'est le cas de



DR

Le Feldmarschall von Kluge est commandant du groupe d'armées Centre sur le front russe en 1942. C'est au sein de ce groupe d'armées que le cercle Tresckow recrute les insurgés. Informé du complot du 20 juillet 1944, il n'y participe pas mais est toutefois considéré comme complice. Il se suicide le 19 août 1944.

Philipp von Boeselager explique son engagement

Mort le 1^{er} mai 2008, Philipp *Freiherr* (baron) von Boeselager, né le 6 septembre 1917, est un des rares comploteurs directs du 20 juillet 1944 à avoir échappé aux poursuites, contrairement à son frère Georg qui a été exécuté. Ce jeune officier d'état-major était l'artificier du groupe.

« Entrer dans un mouvement de Résistance est l'aboutissement d'un cheminement personnel. Ce processus n'était déjà pas sans difficulté dans les territoires occupés par l'Allemagne. Il l'était d'autant plus, je pense, parmi les Allemands. Je n'étais pas devenu officier pour abattre comme un chien le chef de l'Etat. Vouloir la fin du régime et la mort de son chef, c'était aux yeux de nos compatriotes non seulement un crime d'Etat, mais également un coup de poignard dans le dos du peuple tout entier, qui faisait front dans une guerre sans merci. La décision de rejoindre la résistance ne pouvait qu'être le fruit d'une maturation lente, certes facilitée par des événements, des scènes, des situations observées ou vécues. Sans généraliser mon propre cas, il est peu d'exemples en Allemagne, du moins parmi les militaires d'engagement spontané et impulsif dans la lutte contre le régime. Chez moi, c'est le rapprochement de différentes expériences qui a déterminé la décision au point que celle-ci, d'abord difficile à admettre, a fini par s'imposer en 1942 comme une évidence, voire comme une obligation. J'ai aussi eu la chance de rencontrer des personnes plus avancées que moi dans leur projet qui ont donné corps à mon engagement ».

Philipp *Freiherr* (baron) von Boeselager, *Nous voulions tuer Hitler. Le dernier survivant du complot du 20 juillet 1944*, propos recueillis par Florence et Jérôme Fehrenbach, Perrin, Paris, 2008.



von Manstein qui a la réputation auprès des conjurés de tenir des propos très durs contre Hitler, mais est jugé dangereux à contacter. Fin 1943, Tresckow essaie de persuader von Manstein, mais ce dernier par la suite refuse qu'on le nomme comme chef d'état-major de son groupe d'armées et fait savoir à Schmuntz : *« Tresckow est un excellent officier d'état-major, mais il rejette le national-socialisme »*. Les officiers généraux contactés ne dénonceront toutefois jamais les conjurés, à l'exception peut-être de Guderian.

A noter qu'il y a peu de généraux authentiquement nationaux-socialistes (Reichenau, Schörner, Kesselring, Model, Hube, Dietl). Fait curieux, deux d'entre eux, Hube et de Dietl, meurent dans un accident d'avion nocturne après avoir quitté le Grand quartier général du Führer à deux mois de distance l'un de l'autre (mai et juin 1944). En mai, Hube venait d'être promu colonel-général et de recevoir les diamants à sa Croix de Chevalier après avoir sauvé la 1^{re} *Panzerarmee* d'un encerclement à l'Est. Hitler pensait le nommer chef de l'OKH.

De son côté, Dietl, depuis la Norvège, venait d'annoncer à Hitler qu'il était mal informé sur le front finlandais et que son armée était mal ravitaillée. Hitler appréciait ces deux hommes, en particulier Dietl qui lui parlait sans dissimuler la vérité mais aussi sans pessimisme ni émotion. Hitler est touché de la mort de ces deux hommes contrairement à l'ordinaire. Faut-il voir dans la mort de ces deux généraux efficaces l'action du cercle Tresckow ou une malchance répétée ?

La plupart des officiers généraux contactés par les conjurés du cercle Tresckow ne les dénoncent pas. Mais le comportement de Guderian est encore difficile à appréhender. Le brillant général n'est pas antinazi. Il doit sa promotion à l'OKH, le 21 juillet 1944, suite à l'attentat raté. Il remplace Zeitzler qui pourtant n'était pour rien dans le complot.

Fabian von Schlabrendorff, l'agent de liaison des conjurés

Avant d'être incorporé comme sous-officier en octobre 1939, Schlabrendorff est un juriste à l'important passé antinazi. Alors qu'il devient étudiant en droit au cours de l'année 1928, Schlabrendorff trouble les réunions du Parti à Halle. Il devient en 1932 adjoint du secrétaire d'Etat du ministère de l'Intérieur de Prusse, Herbert von Bismarck, également antinazi. Ils essaient en vain de dissuader les chefs conserva-



Le Feldmarschall von Bock est l'oncle de Tresckow. Il est approché par les conjurés mais refuse de s'enrôler dans le cercle. Il fait partie de ces officiers supérieurs qui, tout comme von Manstein, se montrent très critiques envers Hitler mais refusent de s'engager plus avant dans la conspiration.



DR

teurs de conclure l'alliance électorale qui porte Hitler au pouvoir le 30 janvier 1933. Schlabrendorff déploie une grande énergie à contacter tous les cercles antinazis et fait la liaison entre conservateurs et socialistes, luthériens et protestants. Il approche tous les grands noms de la résistance allemande et n'hésite pas à écrire dans la revue conservatrice d'Ewald von Kleist un article sur les raisons de rejeter le nazisme. En contactant le général von Rundstedt, il constate qu'il n'obtiendra que des jérémiades contre les nazis mais pas d'actes concrets. Schlabrendorff compte parmi ses amis Niklaus von Halem, un homme de hautes relations qui voyage en Italie, en France, en Suède et même en URSS pour prendre des contacts antinazis avec les personnalités européennes. Von Halem fréquente un ex-diplomate, Herbert Mumm von Schwarzenstein, qui a des amitiés avec les diplomates belges et américains. Il pousse son supérieur à contacter le général von Blomberg, ministre de la Guerre, von Papen et Hugenberg, chefs du parti conserva-

teurs et membres du gouvernement de coalition, pour mettre fin aux violences nazies. Ceux-ci l'éconduisent. Goering, que Bismarck a naïvement contacté, refuse. Bismarck démissionne et n'accepte pas les positions de conseillers et président de gouvernement provincial que lui propose Goering. Il est bientôt suivi de Schlabrendorff au cours de l'automne 1933 qui prend la profession d'avocat.

En province, Schlabrendorff a une activité moins brillante mais constitue des noyaux de résistance en Hesse et en Poméranie. Il revient à Berlin en 1938. C'est à cette époque qu'Herbert von Bismarck lui présente le général Hans Oster, le second de l'amiral Canaris. Il fait aussi la connaissance du Docteur Gerdeler, le centre de la résistance civile, ainsi que d'Henning von Tresckow durant l'été 1939, et s'accorde avec lui sur la nécessité de renverser le régime nazi. En août, alors que la guerre est imminente avec la Pologne, il se rend en Grande-Bretagne pour rencontrer Lloyd George et Churchill afin de les prévenir d'une entente entre Hitler et Staline. Au matin du 3 septembre, alors que la Grande-Bretagne vient de déclarer la guerre contre l'Allemagne, Schlabrendorff a le culot d'aller voir le premier conseiller d'ambassade britannique, George Ogilvy Forbes, à l'hôtel *Adlon* pour l'avertir du projet de putsch du général von Hammerstein. Il y est surpris par deux SS qui en fait viennent prévenir Forbes des détails de l'extradition de l'ambassade britannique ! Schlabrendorff n'est pas inquiet, mais Hitler ne se rend pas auprès de l'armée de Hammerstein qui est limogé peu après. Au début de l'année 1941, Tresckow prend Schlabrendorff comme ordonnance, ce qui en fait pour ainsi dire son adjoint.



Signal. Coll. Part.

Rommel devient le point de ralliement symbolique des comploteurs et se dit prêt à prendre la tête de l'Etat provisoire après la destitution d'Hitler. Pour beaucoup, Rommel est le seul capable de prendre la tête de la conjuration. Pourtant, il est contre toute tentative d'assassinat du Führer.

A l'Ouest, le cercle Gördeler : prévoir l'après-Hitler

Le cercle du Docteur Gördeler, premier bourgmestre de Leipzig, est le plus avancé politiquement mais le moins résolu dans les actes. Avant guerre, il multiplie les contacts tant en Allemagne qu'à l'étranger pour prévenir la guerre. En septembre 1938, alors que la crise des Sudètes menace l'Europe d'une guerre, Gördeler pousse Halder à faire un putsch contre Hitler. Halder semble décidé mais se heurte à l'inertie de son supérieur von Brauchitsch. Gördeler voyage beaucoup en France, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis pour y rencontrer des personnalités politiques et militaires. Dès décembre 1938, il prévoit une guerre mondiale avec l'intervention différée mais décisive des Etats-Unis.

Pendant la guerre, Gördeler est en rapport avec Tresckow. Il fait même le voyage à Smolensk pour le rencontrer sous le couvert de faux papiers. Sa principale réalisation est d'avoir approché le *Feldmarschall* Rommel et de l'avoir entraîné dans la conspiration. Contrairement à certains avis qui font de Rommel un général apolitique, devenu critique de Hitler à partir de ses défaites, mais resté en dehors de tout complot, l'ex-« Renard du désert » est devenu le point de ralliement symbolique. Rommel, après s'être informé et avoir consulté son chef d'état-major —encore un jeune officier— Hans Speidel, donne son accord pour prendre la tête de l'Etat après le complot. Il attend qu'on tire les marrons du feu pour lui, mais n'agit pas de lui-même. Or, les conjurés reculent devant l'acte qui devait intervenir avant le débarquement allié en Normandie. Ils perdent du temps. Dans l'éventualité imminente du coup d'Etat et à l'issue de l'invasion du 6 juin 1944, Rommel se fait de plus en plus ouvertement critique dans ses rapports avec le Führer. Il le prie même sans mettre les formes de trouver une solution politique.

Paradoxalement, derrière l'image de force diffusée par la propagande et par la brutalité nazies, le III^e Reich, comme l'Italie fasciste, est le régime le plus fragile de la Seconde Guerre mondiale. Miné par la trahison au sommet, son effort de guerre a été saboté ; Hitler est le seul chef d'Etat que sa propre armée ait cherché à abattre pendant un conflit. ■

Hans Speidel, chef d'état-major du *Feldmarschall* Rommel, est chargé par lui de contacter le Docteur Strölin, bourgmestre de Stuttgart et ancien ministre des Affaires étrangères Constantin von Neurath, pour préparer un coup d'Etat contre Hitler.

« [L'entretien] eut lieu le 27 mai 1944 à Freudenstadt. Je commençai par préciser la situation militaire avant l'invasion alliée. Au nom du maréchal je demandai quels plans on élaborait en Allemagne pour sauver le pays de la catastrophe.

Von Neurath traça un tableau de la situation diplomatique depuis le 4 février 1938, jour de son renvoi et de celui du colonel-général baron von Fritsch. Le Docteur Strölin traita surtout le problème central, la personnalité d'Adolf Hitler, et fut d'avis que l'étranger ne voudrait à aucun prix traiter avec lui. Seule sa suppression pouvait rendre possible une nouvelle politique constructive. Mais il fallait agir vite, avant l'invasion.

A son avis le maréchal Rommel était seul capable d'assumer la direction générale : non seulement il était populaire en Allemagne, à cause de l'intégrité de sa personnalité, et comme grand soldat, mais il était également estimé à

l'étranger pour sa conduite chevaleresque. Les deux hommes me prièrent donc de transmettre au maréchal une invitation à se tenir prêt à sauver l'Allemagne soit comme commandant en chef de la Wehrmacht, soit comme chef d'Etat intérimaire.

De plus on envisagea les possibilités de conversations avec les Alliés occidentaux : par le Vatican, par l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Madrid, Sir Samuel Hoare, et par la Suisse.

Des sondages par Rome, Madrid et Lisbonne avaient déjà été tentés, mais jusqu'ici sans succès. Strölin transmit dix jours après un exposé rédigé par von Neurath sur la situation diplomatique et ses possibilités, qui paraissaient d'ailleurs encore fort limitées. On discuta à fond de l'élimination de Hitler. Contrairement au maréchal qui voulait, on l'a vu, s'emparer de lui et le faire juger par un tribunal allemand, Strölin développa le point de vue de Gördeler et de Beck, qui estimaient sa suppression indispensable.

Au cours d'une seconde conversation fut renforcée la liaison entre les différents points de résistance et fut fixée une chaîne de renseignements aboutissant au blockhaus de combat de Rommel : elle se révéla sûre et ne fut pas découverte.

Le maréchal approuva la teneur de ces entretiens : il fit informer von Neurath et Strölin que les mesures préparatoires étaient déjà prises et que lui-même, sans aucune ambition personnelle, était prêt à s'engager à fond ».

Général Hans Speidel, *Invasion 44*, Préface d'Ernst Jünger, Flammarion, Paris, 1969.





Assassiner Hitler

Le complot du 20 juillet 1944

Par **Philippe RICHARDOT**

Rares sont les conjurés du 20 juillet 1944 qui ont pu survivre aux conséquences de l'attentat. Mais en définitive, au vu de leur nombre restreint, les témoignages sont relativement nombreux, signe d'une faille dans le renseignement nazi. Trois témoins et acteurs principaux de ce drame shakespearien ont laissé leurs mémoires : Fabian von Schlabrendorff, Hans Speidel et un des artificiers du groupe, Philipp von Boeselager.

L'opération Walkyrie, un paravent pour le coup d'Etat

La conjuration gagne deux membres de valeur dans les personnes du général von Stülpnagel, commandant en chef en France, et son homologue en Belgique et dans le Nord de la France — alors détachée —, le général von Falkenhausen. La date de l'attentat est précipitée par l'arrestation par la *Gestapo* de deux conjurés civils les 4 et 5 juillet.

Ce qu'on désigne par opération *Walkyrie* est à l'origine un plan qui prévoit la mobilisation de l'armée de réserve contre une révolte des millions de travailleurs étrangers en Allemagne. Le lieutenant-colonel Stauffenberg

« Si Dieu a promis à Abraham qu'il ne détruirait pas Sodome, si un seul juste se trouvait entre ses murs, j'espère que, à cause de nous, le fléau sera épargné à l'Allemagne ».

Henning von Tresckow à Fabian von Schlabrendorff, avant de se donner la mort.

est chargé de présenter à Hitler les détails de ce plan. Chaque fois, il porte une sacoche que Speer remarque comme *« étonnamment grosse. »* Les conjurés décident de l'utiliser pour mettre la main sur les infrastructures gouvernementales et pour mettre l'attentat contre Hitler sur le dos des SS. Le 9 juillet, Rommel informe le colonel de la *Luftwaffe* Hofacker, cousin de Stauffenberg, qu'il est contre l'assassinat de Hitler, mais d'accord pour un putsch et des négociations avec les Américains. Le cercle de Gördelier prend des contacts pour faire venir de Suisse deux agents secrets américains — noms de code *Gisevius* et *John* — qui assisteront à l'échec du putsch en direct de la *Bendlerstrasse* et pourront s'en retourner sans problème. Rommel visite, entre le 13 et le 15 juillet, ses supérieurs hiérarchiques (Rundstedt et Kluge) et les

GQG de Rastenburg en Prusse-Orientale, quelques heures après l'attentat du 20 juillet 1944. Une ordonnance présente le pantalon d'Hitler complètement déchiqueté pour la propagande. Le souffle de l'explosion est puissant mais la table sur laquelle le Führer s'appuie avant de rejoindre la grande carte des opérations le protège. Pas moins de 80 échardes se sont logées dans ses jambes et son bras droit est fortement abîmé. Mais Hitler survit et parlera jusqu'à la fin de la guerre de la Providence qui l'a sauvé.





Le général von Stülpnagel, ici lors de la réunion de la commission allemande d'armistice à Wiesbaden le 30 juin 1940, salue la délégation française présentée par le général Huntziger. Von Stülpnagel, commandant en chef en France, est un rallié de poids au sein de la conjuration. L'échec de l'attentat le pousse à tenter de se suicider. Récupéré vivant par la SS, il est pendu le 30 août 1944.

Le *Generalfeldmarschall* Erwin Rommel jouit d'un prestige immense au sein de l'*offizierskorps* autant que dans la population civile allemande. Rommel est contre l'assassinat d'Hitler et pense à une solution politique. Mais ses initiatives sont contrées par le raid d'un avion allié en Normandie qui le blesse grièvement le 17 juillet 1944.

chefs de grandes unités à l'Ouest, pour savoir s'ils le soutiendraient en cas d'initiative politique : même les généraux *Waffen SS* Dietrich et Hausser lui donnent leur accord, détail peu connu. Il adresse un mémorandum écrit à Hitler lui demandant de cesser le conflit pour lui laisser « une dernière chance. » Néanmoins, un avion britannique blesse Rommel le 17 juillet et décapite le coup d'Etat avant même son début. La décision de lancer le coup d'Etat est prise le 19 juillet.

Le colonel comte Claus Schenk von Stauffenberg devient le bras armé de la conspiration

C'est un hasard qui a fait de Stauffenberg l'homme qui a tenté de tuer Hitler. En effet, la *Gestapo* n'est pas restée inactive et a procédé à l'arrestation du conseiller de justice Hans von Dohnayi et du pasteur Dietrich Bonhoeffer le 5 avril 1943. Ceux-ci ne révèlent néanmoins rien du complot. Dohnayi a aidé des Juifs berlinois à fuir en Suisse en les faisant passer pour des agents de l'*Abwehr*. Comme Dohnayi était l'adjoint d'Oster, ce dernier est limogé. Pour le remplacer, sur proposition d'Olbricht, les conjurés se reportent sur Claus Schenk comte (*Graf*) von Stauffenberg.

Issu du sérail de l'aristocratie militaire allemande, ce n'est pas un Prussien, mais un Allemand du Sud, catholique, officier de cavalerie reversé dans le service d'état-major. Né en 1907, il n'a pas eu l'expérience de la Première Guerre mondiale. Comme beaucoup de jeunes officiers, il est d'abord séduit par le régime nazi avant-guerre. Il gagne la Croix de fer de Première classe pendant la campagne de France. Sa prise de conscience date de 1941. Lors de la retraite en Tunisie, au début de l'année 1943, alors qu'il est affecté à la



10^e *Panzerdivision*, un avion anglais le blesse grièvement. Stauffenberg devient un infirme : il perd un œil, la main droite, deux doigts de la main gauche. Sa force de caractère le pousse à plaisanter en se demandant à quoi lui servait auparavant d'avoir dix doigts. Néanmoins, sa valeur intellectuelle, le manque d'hommes et de forts appuis lui valent d'être maintenu en activité. Mieux, le 1^{er} juillet 1944, avec le grade de colonel, il est nommé à l'état-major de l'armée de Terre (*Oberkommando des Heeres* ou OKH) comme chef d'état-major de l'armée de réserve — parfois traduite comme « armée de l'intérieur » — (*Ersatzheer*). Si l'OKH a son quartier général de campagne à Mauerwald, près de celui d'Hitler à Rastenburg en Prusse orientale, l'armée de réserve a son siège à Berlin dans le bâtiment de la *Bendlerstrasse*.

Stauffenberg est sous les ordres du général Olbricht. Sa fonction lui permet d'approcher Hitler, ce que les jeunes officiers du cercle Tresckow n'ont pas l'occasion de faire. Tresckow lui fait remettre l'explosif nécessaire et lui enjoint de passer à l'acte. Stauffenberg fait remarquer que la débâcle est telle que le régime

Le comte Claus Schenk von Stauffenberg est le bras armé de la conjuration. Officier dans la plus pure tradition allemande, fervent catholique et officier de cavalerie, il est dans un premier temps séduit par le nazisme. Il participe à la campagne de France puis est gravement blessé en Afrique du Nord. Malgré ses infirmités, il est affecté à l'état-major de l'armée de réserve et peut ainsi être au plus près d'Hitler.

Roland von Hoesslin, tout comme son camarade de régiment von Stauffenberg, a d'abord cru au national-socialisme. Chevalier de la Croix de fer, il sert sous les ordres de Rommel au sein de l'Afrikakorps. C'est en 1943 qu'il marque son opposition au nazisme. Mêlé à l'attentat du 20 juillet, il est exécuté le 13 octobre 1944.



tombera d'ici quelques mois, rendant inutile la mort de quelques dizaines de camarades dans l'attentat. Tresckow lui répond : « L'attentat doit avoir lieu, coûte que coûte. Quand bien même il ne devrait pas réussir, il faut y aller. Car ce n'est même plus l'objet de l'attentat dont il s'agit, mais plutôt le fait de montrer au monde entier et à l'Histoire que le mouvement de Résistance allemande a osé jouer le tout pour le tout, au péril de sa vie. Tout le reste, finalement, n'est que très secondaire. » Stauffenberg fera en réalité trois tentatives d'attentat. La première date du 11 juillet, alors qu'il se rend au *Berghof*, la résidence d'été de Hitler près de Berchtesgaden. Il se ravise en constatant l'absence des deux grands caciques du régime : le *Reichsführer* SS Himmler et le *Reichsmarschall* Göring. Néanmoins, c'est à ce moment que le général Olbricht déclenche l'opération *Walkyrie*. L'abandon de la première tentative d'assassinat oblige à présenter *Walkyrie* comme un simple exercice. La seconde tentative de Stauffenberg est annulée le 15 juillet parce qu'Hitler sort précipitamment. Il est

Quelle est l'attitude de la *Waffen SS* ? Sepp Dietrich, le chef de la *LSSAH*, la garde personnelle du Führer, semble valider l'initiative politique de Rommel. Il n'est pas le seul au sein de cet ordre pourtant dévoué à Hitler. Paul Hausser également marque son intérêt pour le plan du « Renard du désert ».



décidé que la troisième aura lieu même en l'absence de ces personnages. L'occasion est donnée le 20 juillet alors que Stauffenberg prend l'avion pour le quartier général de Rastenburg, dit « la Tanière du Loup » (*Wolfsschanze*).

La bombe explose

Dans la matinée du 20 juillet, Stauffenberg débarque par avion avec le lieutenant Werner von Haeften sur l'aérodrome de Rastenburg en Prusse orientale. Il leur reste 16 km pour parvenir à la *Wolfsschanze*. Après avoir passé les contrôles de la SS, Stauffenberg remet son arme, mais il est reconnu par un officier, et sa sacoche n'est pas fouillée. Il prend contact avec le général Fellgiebel, chef des transmissions de l'OKW et conjuré chargé de couper les communications de la *Wolfsschanze*. Puis Stauffenberg se présente à Keitel





Le pasteur allemand Dietrich Bonhoeffer. Opposant actif au nazisme, son organisation est dissoute par la Gestapo en 1937. Il noue alors des contacts très étroits avec le chef de l'Abwehr, l'amiral Canaris puis avec les Britanniques. Mais ses demandes d'aide restent sans réponse. Arrêté, le pasteur Bonhoeffer est exécuté le 9 avril 1945.

qui lui demande d'être bref avec Hitler. Stauffenberg prétexte de devoir retourner prendre sa casquette et son ceinturon oubliés dans son bureau. Il profite de ce moment pour armer les deux bombes avec une tenaille en compagnie de von Haeften. Mais ses trois doigts et le stress ne lui permettent que d'armer une seule bombe. Il parvient en compagnie de Keitel à la salle des cartes où se tient la conférence de midi. Vingt-quatre personnes y sont présentes mais Göring et Himmler son absent.

Placé à la droite immédiate de Hitler, il dépose sa sacoche et prétexte un coup de téléphone à donner qui ne surprend personne dans l'atmosphère assez animée de la baraque où certains fument malgré les remarques d'Hitler à ce sujet. Il laisse sa sacoche près de Hitler. Gêné, le colonel Heinz Brandt —à qui Schlabrendorff avait déjà remis les deux bouteilles de cognac piégées en 1943 !— déplace la sacoche de Stauffenberg contre le montant de la table des cartes. La bombe explose à 12 h 42 au moment où Hitler se déplace pour aller voir une grande carte accrochée de l'autre côté de la pièce. Le montant de la table et la structure en bois de la baraque permettent au souffle de s'échapper sans créer de surpression. Un certain nombre d'occupants, dont Hitler, passent à travers les cloisons en bois. Hitler est au sol, le pantalon en

lambeaux, les autres assistants sont ensanglantés et noircis, les cris fusent. Stauffenberg qui fume une cigarette à 150 mètres de là pense en avoir assez vu et part avec la voiture d'ordonnance de von Haeften qui avait été mise à sa disposition.

La confusion lui permet de regagner l'avion qui le ramène à Berlin. Mais voilà : seules quatre personnes sont tuées : le général Schmundt, premier aide de camp d'Hitler, le général Korten, chef d'état-major de la *Luftwaffe*, le sténographe Berger, le colonel Brandt qui décède peu après. Hitler se relève, appuyé par Keitel qui l'embrasse de joie en le voyant vivant. Hitler a le bras droit paralysé, les cheveux roussis, une balafre au visage, près de 80 échardes dans les jambes. Il se remet vite de sa commotion. Fellgiebel se rend compte que l'attentat n'a pas marché mais ne prévient pas les conspirateurs rassemblés au bâtiment de la *Bendlerstrasse* pour le putsch.

Le complot échoue à Berlin

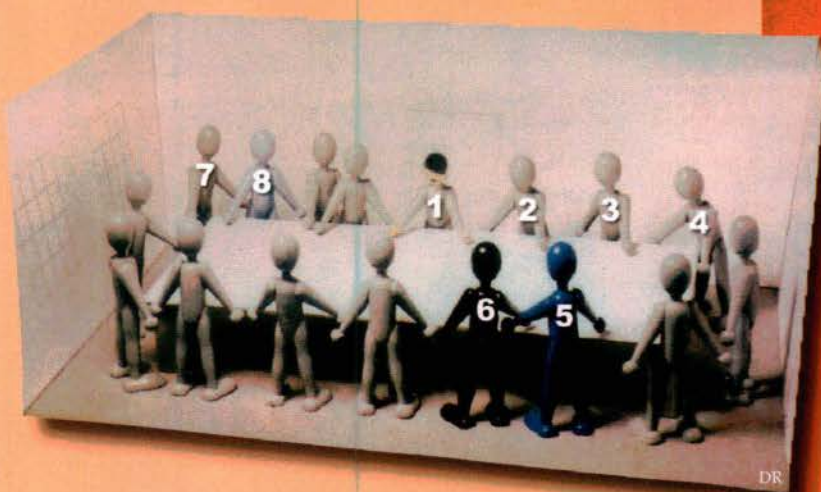
Pendant ce temps, le général Beck et le général Höpner, pourtant à la retraite, ont remis leurs uniformes pour se rendre à la *Bendlerstrasse*. Ils sont rejoints par de nombreux officiers conjurés dont le commandant du Grand Berlin, le général Haase. Le véritable chef des conjurés est le général Olbricht, l'adjoint du général Fromm, chef de l'armée de réserve. Fromm ne veut pas croire que Hitler a été



Le *Wolfsschanze* (Tanière du loup) se situe en Prusse-Orientale au cœur d'une forêt. Ce QG d'Hitler est protégé par des champs de mines, des barbelés et des tours de guet armées de mitrailleuses. La seule route autorisant sa sortie est surveillée par plusieurs postes de contrôle. La fuite de von Stauffenberg suite à l'explosion de la bombe est un véritable coup de chance alors qu'au même moment un nuage de fumée s'échappe du bunker.

- | | |
|-----------------------------|-------------------------------|
| 1 - salle des cartes | 9 - quartiers de Keitel |
| 2 - bunker | 10 - quartiers de Fellgiebel |
| 3 - quartiers des visiteurs | 11 - cinéma |
| 4 - champs de mines | 12 - cuisines |
| 5 - abri aérien | 13 - dépôt de ciment |
| 6 - salon de thé | 14 - quartiers de Jodi |
| 7 - quartiers du Dr Moreli | 15 - station de chemin de fer |
| 8 - quartier de Göring | 16 - postes de contrôles |

Ce schéma, établi d'après les indications fournies par le général Warlimont, montre les personnalités principales de l'OKW au moment de l'attentat. Hitler est miraculeusement sauvé par l'épaisseur de la table sur laquelle il se penche lors de l'explosion.



- 1 - Adolf Hitler
- 2 - Feldmarschall Keitel, chef de l'OKW
- 3 - Général Jodl, chef d'état-major opérations de l'OKW
- 4 - Général Warlimont, chef adjoint de l'état-major de l'OKW
- 5 - Contre-amiral Voss, représentant du Grand amiral Raeder au GQG d'Hitler
- 6 - Gruppenführer SS Fegelein, représentant d'Himmler auprès du Führer
- 7 - Général Schmidt, premier aide de camp de l'OKW auprès du Führer
- 8 - Général Korten, chef d'état-major de la Luftwaffe.

tué et téléphone à Rastenburg où Keitel lui confirme l'échec de l'attentat. Fromm est enfermé dans son bureau. Les conjurés commettent l'erreur d'attendre l'arrivée de Stauffenberg, vers 17 h, pour déclencher l'opération *Walkyrie*. L'armée de réserve prend le contrôle des ministères, des postes, de la centrale téléphonique et des chars encerclent le Quartier Général de la SS. *Gestapo* et SD restent d'une étrange passivité.

Adolf Hitler dans la forêt de Rastenburg, siège de son GQG en Prusse-Orientale. C'est ici, au cœur de la Tanière du loup (*Wolfsschanze*), que les conjurés décident de porter le coup fatal. Grâce à sa fonction, Stauffenberg est le seul à pouvoir approcher le Führer au plus près pour l'éliminer. Trois tentatives sont orchestrées entre le 11 et le 20 juillet 1944.



Archives photo P. Tiquet

L'explosion vue par un membre de l'OKW

Le général Walter Warlimont sert cinq ans auprès d'Hitler au sein de l'*Oberkommando der Wehrmacht* (OKW) comme chef de la Section L (Défense nationale) sous les ordres de Jodl. La commotion cérébrale qu'il subit lors de l'attentat l'amène à être mis en disponibilité au mois de septembre. Il ne reprendra plus le service actif.

« D'un instant à l'autre, fuite et destruction dominèrent la scène. Là où un moment auparavant des hommes et des choses se trouvaient encore au cœur des événements mondiaux, il n'y eut plus soudain que le gémissement des blessés, une odeur de roussi et des morceaux de papier et de cartes carbonisés flottant dans un courant d'air. Se redressant en titubant, on se sentait poussé à sauter par la fenêtre. Puis, retrouvant ses esprits, on se mettait à penser aux camarades. Celui qui avait besoin d'une aide urgente était le colonel Brandt, un officier breveté d'état-major apprécié de tous, ancien cavalier de concours hippique, mondialement connu, qui, une jambe déchiquetée, s'efforçait en vain de se hisser à une fenêtre pour quitter ces lieux d'épouvante. A l'extérieur aussi, devant le baraquement, où s'étaient rassemblés, pâles et hagards, la plupart des autres, ceux qui étaient apparemment indemnes durent prêter main-forte en attendant l'arrivée des ambulances. Cependant, l'homme auquel cet attentat était destiné plus qu'à tout autre, avait regagné depuis longtemps son baraquement, appuyé sur le bras de Keitel. Il semblait ne pas avoir été touché ; seul son pantalon noir, sous la veste Feldgrau, était en lambeaux de bas en haut. Une fois encore, mais à présent sous le regard méfiant des factionnaires SS qui le mirent en garde contre la possibilité d'autres explosions, l'auteur de ces lignes retourna dans la salle des cartes dans le but de sauver si possible des documents précieux. Mais il fut pris de vertige, ses oreilles se mirent à bourdonner et il perdit connaissance. »

Général Walter Warlimont, *Cinq ans au G.Q.G. de Hitler*, Elsevier, Paris/Bruxelles, 1975.



C'est ici, au 8-9 Wilhelmplatz, qu'un bataillon de la *Grossdeutschland* encercle le ministère de la Propagande de Goebbels. Ce dernier parlemente avec le major Remer et le met en contact avec le Führer. Remer décide alors de rester dans le rang et d'arrêter les conjurés.

A l'Ouest, le général von Stülpnagel arrête sans violence les chefs du SD et de la *Gestapo*, idem à Bruxelles, mais von Kluge, contacté par téléphone par Beck, se défait. C'est finalement Goebbels qui fait échouer le putsch à Berlin. Alors que son ministère est encerclé par un bataillon de la *Grossdeutschland*, Goebbels sort parlementer avec son chef le major Remer. Ce dernier croit à la fable d'un coup d'Etat SS et à la mort d'Hitler. Goebbels le met en contact téléphonique direct avec le Führer. Galvanisé, Remer exécute l'ordre d'arrêter les traîtres. Guderian ordonne aux chars qui encerclent le QG SS de se retirer. Vers 19 h, un message diffusé à la radio par Goebbels annonce que le Führer vient

d'échapper à un attentat à la bombe. Les conjurés sont paniqués, Beck devient apathique et Stauffenberg survolté. A ce moment, les SS se reprennent. Skorzeny vient à Berlin pour constater que certaines casernes SS sont restées tranquilles et pour dissuader une unité blindée de la Wehrmacht désorientée de les attaquer. Autour de 22 h, Fromm et certains de ses officiers non putschistes se libèrent et capturent les conjurés. Stauffenberg est blessé pendant la bagarre.

Fromm nomme une cour martiale avec trois généraux. Moment assez lamentable, Höpner supplie Fromm de surseoir à son exécution pour se justifier. Beck demande à Fromm un revolver pour se suicider. Fébrile, il se rate deux fois et doit être aidé. Peu après minuit, à la lumière de phares de véhicules, Olbricht, Stauffenberg, Mertz von Quirnheim et Haeften sont fusillés. Fromm sort de la *Bendlerstrasse* pour annoncer à Kaltenbrunner, le chef de la *Gestapo*, et à Skorzeny, cachés dans l'ombre, que les coupables sont punis. Plus tard, ils arrêteront Fromm au prétexte qu'il a voulu se couvrir en éliminant des témoins gênants. A l'Ouest, comprenant l'échec du putsch, von Kluge démet von Stülpnagel de ses fonctions et lui permet de fuir en civil. Stülpnagel gagne la Lorraine et se tire une balle dans la tête qui le laisse aveugle.



DR

Le *Generalfeldmarschall* Keitel, chef de l'OKW, le haut commandement de la Wehrmacht, surnommé par les officiers *Lakatel* soit le « laquais » pour sa dévotion aveugle à Hitler. C'est lui qui reçoit Stauffenberg le 20 juillet et l'accompagne dans la salle des cartes où se trouvent 24 personnes dont le Führer. Quelques instants après l'explosion, Keitel se jette sur Hitler, fou de joie de le voir vivant.

Von Tresckow tire les conséquences de l'échec du complot

Avec la lucidité qui le caractérise, von Tresckow analyse froidement les conséquences à court terme et à long terme de l'échec de la conspiration :

« Maintenant, le monde entier va nous tomber sur le dos et nous couvrir d'injures. Mais aujourd'hui comme hier, je suis profondément convaincu que nous avons bien fait. Je tiens Hitler pour l'ennemi juré, non seulement de l'Allemagne, mais du monde entier. Quand d'ici quelques heures je paraîtrai devant le tribunal de Dieu, pour rendre compte de mes actions et de mes omissions, je crois pouvoir défendre en toute conscience tout ce que j'ai fait pour combattre Hitler. Puisque jadis Dieu a promis à Abraham d'épargner Sodome s'il s'y trouvait seulement dix justes, j'espère que, à cause de nous, Dieu ne fera pas périr l'Allemagne. Aucun d'entre nous ne peut se plaindre de mourir. Quand on est entré dans notre groupe, on a revêtu la tunique de Nessus. L'homme n'a de valeur morale qu'au moment où il est prêt à donner sa vie pour ses convictions. »

Fabian von Schlabrendorff, *Officiers contre Hitler*, Editions Self, 1948.

Sur le front de l'Est en pleine décomposition, Philipp von Boeselager, alors chef de bataillon dans la 3^e brigade de cavalerie avait reçu l'ordre de Tresckow de se tenir prêt début juillet. Son frère Georg lui confirme le 14 ou le 15 juillet l'ordre de retirer 1200 cavaliers du front et de les amener à Berlin pour contrôler les bâtiments de la *Prinz-Albrechtstrasse* et de la *Wilhelmstrasse*, sièges de la SS et du ministère de la Propagande. Dès le 18 juillet, sans ordre formel de sa hiérarchie, Philipp von Boeselager « soustrait » 1200

hommes du front. Seul deux officiers, dont un trouvera la mort pendant le trajet, le capitaine Hidding, sont au courant de ce mouvement rétrograde vers Konopka. De Konopka, le détachement doit se rendre en camion jusqu'à un aérodrome en Pologne et de là gagner l'aéroport de Berlin-Tempelhof. Après avoir parcouru 200 km avec maintes difficultés, Philipp von Boeselager apprend dans l'après-midi du 20 juillet, par le message « *Tous aux terriers !* » envoyé par son frère, que l'attentat n'a pas eu lieu. Dans la désorganisation de la retraite, sa brutale réapparition ne suscite aucune question chez le chef de son régiment.

Le complot du 20 juillet 1944 a échoué de peu. L'irrésolution à Berlin des caciques du Parti nazi et particulièrement de la SS montre que l'objectif était atteignable. Mais le putsch connaît une fin assez misérable. Beaucoup de chefs de la conjuration montrent assez peu de courage au moment final. Tresckow finit avec panache et lucidité, comme il avait vécu.

Si Hitler réchappe à l'attentat, il en sort diminué physiquement. Himmler est resté invisible pendant toute la crise. Calcul, lâcheté ? L'homme fort qui s'impose et que l'on verra aux actualités galvaniser les dernières énergies du *Volk* est Goebbels. Comme Tresckow l'avait prévu, la portée de l'attentat est surtout d'ordre symbolique, visant à laver l'honneur de la Wehrmacht et du peuple allemand. Par contre, les buts politiques ultérieurs à l'assassinat d'Hitler étaient irréalistes. Historiquement et éthiquement, l'attentat témoigne devant l'Histoire d'une résistance décidée à Hitler. ■

Après-midi du 20 juillet 1944. Hitler fait visiter à Mussolini la salle des cartes où la bombe de von Stauffenberg a explosé.





Les conséquences de l'attentat

Incapacités et cruauté d'un régime

Par **Philippe RICHARDOT**

Finalement, l'échec de l'attentat renforce la nazification de l'Allemagne et loin d'éloigner le peuple de l'armée du Führer, ne fait que renforcer leurs liens. Cette éventualité immédiate avait été envisagée par von Tresckow. Néanmoins, l'attentat lui-même est le signe d'un régime qui vit son crépuscule.

Hitler joue les apparences

Hitler n'est que légèrement blessé. Il ne laisse rien voir à la majorité de son entourage. Les archives cinématographiques et radiophoniques le montrent enjoué quand il vient accueillir Mussolini à sa descente du train qui l'emmène à la Wolfsschanze. Hitler est néanmoins un peu plus voûté que d'habitude et une cape cache son bras droit tantôt inerte tantôt tremblotant. Le discours radiophonique qu'il fait le soir même à la nation allemande est à la fois calme et ferme. Il déclare que la Providence l'a sauvé à dessein et en privé il rapporte plusieurs fois cette croyance. Rochus Misch, garde du corps SS de Hitler absent le 20 juillet, parvient à la Wolfsschanze le 21 à 7 heures du matin. Il rapporte : « Une fois à l'intérieur de la zone de sécurité, j'ai été surpris par le calme qui y régnait. Mes camarades m'ont résumé les événements de la veille : la bombe dans

« Tout est clair. C'est fini, Stauffenberg est mort. Ils ont commencé à fusiller en nombre, et les meilleurs ».

Roland von Hoesslin,
ami de von Stauffenberg.

la sacoche, la détonation, les blessés et les morts, ainsi que la visite de Mussolini, qui s'est déroulée malgré tout comme prévu en milieu d'après-midi. Quelques heures à peine après l'explosion, tout semblait être rentré dans l'ordre ». Le Führer montre la même attitude enjouée devant la caméra qui le filme le lendemain devant ses principaux généraux venus lui apporter leur soutien : Keitel et Jodl, mais aussi Schörner, un nazi convaincu, et Guderian, très critique dans ses mémoires mais très souriant aux actualités. Néanmoins, Hitler est plus touché qu'il ne souhaite le montrer. Au cours des mois qui suivent, sa santé physique et son caractère se détériorent. Les colères deviennent de plus en plus

Sauver les apparences. Hitler a échappé à la mort. Le physique et le comportement du Führer changent rapidement. Hitler apparaît voûté, fragile. Sa main droite inerte ou tremblante est cachée par les actualités cinématographiques des services de propagande. Surtout, son comportement change de plus en plus brutalement. Il ne se contrôle plus et se lance souvent dans d'interminables et violentes colères contre les « traîtres », et notamment l'armée.



Hitler, accompagné de Martin Bormann et de Göring, quelques heures après l'attentat. Son bras droit a été fortement touché par l'explosion. Cette photo tranche avec les images de la propagande qui cachent les conséquences physiques de l'attentat. L'état physique du Führer va se dégrader très rapidement.



Archives photo P. Tiquet



Hitler lors d'une conférence au début de l'année 1945. La plupart des officiers qui ne l'avaient pas vu depuis un certain temps ne le reconnaissent plus. Les témoignages de l'époque sont accablants. Beaucoup parlent d'un homme qui a perdu toute sa force, sa prétendue lucidité et n'est plus que l'ombre de lui-même.

DR

Remaniement du haut commandement et méfiance envers la Heer

Le soir de l'attentat, Heinz Guderian, le père du Blitzkrieg, est nommé chef d'état-major de l'OKH. Dans ses mémoires, Schlabrendorff l'accuse d'avoir dénoncé Tresckow qui l'avait approché et qui avait pressenti son attitude en cas d'échec de l'attentat. Keitel est nommé membre d'un Tribunal d'honneur qui doit épurer le corps des officiers. Le 20 juillet 1944 est l'occasion d'une nazification de la Wehrmacht ou plutôt d'une montée en puissance de la SS. Cette tendance s'était déjà affirmée avant le complot raté. Dès le 18 février, après l'éviction de Canaris, le service de renseignements militaire (*Abwehr*) était passé sous le contrôle de Himmler, annexé à l'Office central de Sûreté du Reich (*Reichssicherheitshauptamt* ou RSHA) et commandé par Schellenberg. Le 20 juillet permet à Hitler de frapper au cœur de la *Heer*, dans le bâtiment de la *Bendlerstrasse*, où réside l'état-major administratif arrière et tout le système de recrutement et de formation militaire. L'armée de réserve (*Ersatzheer*) que commandait le général Fromm passe sous le commandement d'Himmler. Les armes V-1 et V-2

fréquentes. Il est vrai que les nouvelles des fronts ne sont pas bonnes. Certaines colères sont compréhensibles, comme lorsqu'il apprend que les forces en Finlande ont été battues par les Soviétiques parce que les 300 pièces d'artillerie envoyées en renfort n'ont pas été débarquées des bateaux, faute d'un suivi adéquat. Il revient de plus en plus en termes amers sur la trahison qui l'entoure.

Allocution radiodiffusée de l'amiral Dönitz. Hitler, avachi dans son fauteuil semble morose et déconnecté de toute réalité. On peut apercevoir à la droite d'Hitler, le général Jodl dont la tête est entourée d'un épais pansement.



Archives photo P. Tiquet

Même s'il joue les apparences avec une force de caractère évidente, Hitler a été plus ébranlé qu'il ne le laisse voir. Vers novembre 1944, il s'épanche auprès de son aide de camp de la Luftwaffe, Nicolaus von Below, à son service depuis 1937 et qui fait avec son épouse partie du cercle de ses intimes :

« Un autre soir Hitler me parla de l'attentat à la bombe et des procès subséquents. Il déclara que les rapports d'Himmler ont causé sa dépression, et que personne ne peut imaginer la peine qu'il a endurée. Tout a été trahi – les préparations pour la campagne de France, les dates et les objectifs des premières opérations. Même le début de la campagne de Russie a été trahi. Il ne restait sans doute rien de secret en Allemagne. Le plus triste a été le travail de l'amiral Canaris. Gördelier avait été très impliqué : il était l'un de ceux qui avaient avoué. Il

parlait encore avec la tête coupée alors que Canaris continuait à nier en bloc. Selon Hitler, la masse des conspirateurs arrêtés a été impliquée plus ou moins accidentellement. Le nombre de ceux réellement au fait était relativement faible. Le général von Tresckow, par exemple, avait tout organisé et s'était suicidé une fois qu'il s'était rendu compte que l'attentat à la bombe avait échoué. Je rapportai à Hitler le cas de mon cousin Borries et des problèmes de ravitaillement de son corps en Courlande. Il venait juste de m'informer que le ravitaillement avait été mystérieusement rétabli après l'échec de l'attentat à la bombe. Hitler admit sans passion que la plupart des conspirateurs venaient des 'cercles éclairés' dans lesquels il avait une confiance plus ou moins grande. Ce qui le peinait et le dégoûtait ce n'était pas qu'ils l'aient trahi 'lui' mais l'Allemagne. 'Je sais depuis un certain temps', dit-il, 'que les meilleurs cercles de notre peuple sont contre moi' ».

Nicolaus von Below, *Als Hitlers Adjutant 1937-45*, Hase & Koehler Verlag, Mayence, 1980.



dépendent du général SS Kammler. Symboliquement, par un ordre de Göring du 24 juillet, le salut hitlérien remplace le salut militaire dans les branches de la Wehrmacht. Le nombre de NSFO, véritables commissaires politiques nazis détachés auprès des unités, est augmenté. Mais certains NSFO sont peu motivés par leur tâche. Les *Gauleiters*, sorte de préfets nazis, reçoivent des pouvoirs nouveaux en matière de défense et d'économie. Il en ressort une perte de cohérence qui nuit à l'autorité d'Albert Speer, le ministre de l'Armement. D'autant plus que certains *Gauleiters* utilisent la main-d'œuvre et des matières premières pour leur intérêt personnel.

La remise en condition du *Westwall* (appelé ligne Siegfried par les Français et les Anglais) subit de plein fouet cette décentralisation, car nombre d'édifices sont construits avec du mauvais béton. Plus grave, Hitler, poussé par Martin Bormann, décide de créer une armée populaire qui échappe à la *Heer*. Il s'agit de la milice du *Volkssturm*. Ces divisions formées de gamins et de retraités sont privées d'armes lourdes, d'un encadrement et d'une formation cohérente. Hitler préfère laisser s'épuiser des divisions d'infanterie classiques plutôt que de reconstituer leurs effectifs avec des éléments valables du *Volkssturm*. Cette haine de l'armée qui jusque là était limitée sur la caste des généraux (*Generalität*) ne fait que détériorer la situation d'un Reich aux abois.

Guderian apparaît très souriant aux côtés d'Hitler sur les films des actualités. Malgré ses nombreuses disputes avec le Führer, et ses nombreuses critiques qu'il livrera dans ses mémoires, le « père » du Blitzkrieg accepte sa nomination à la tête de l'OKH le soir même de l'attentat. Selon certains, il aurait dénoncé von Tresckow.

Les conjurés ou supposés tels sont persécutés

Comme Tresckow le faisait remarquer dans ses dernières paroles, le geste des conjurés apparaît comme une trahison aux yeux du peuple allemand et de la Wehrmacht. Un jeune officier de Panzer comme le lieutenant August von Kageneck, pourtant peu favorable au nazisme, issu du même milieu



Le SS Walter Schellenberg, chef du contre-espionnage au sein du RSHA, prend le contrôle des services de renseignement de l'armée (Abwehr) de l'amiral Canaris dès le 20 juillet. La SS, pourtant absente lors de l'attentat, monte en puissance et finit d'affermir son pouvoir.

qu'un Philipp von Boeselager et dont le frère tombe en Russie dans un secteur proche où combat Georg von Boeselager, reste perplexe quant à la méthode utilisée contre Hitler. Kageneck raconte que son origine aristocratique le rend suspect aux yeux des plus jeunes officiers plus fortement marqués par le nazisme : c'est une des conséquences du 20 juillet. Les persécutions commencent par toucher les conjurés et leur entourage. Elles s'étendent à ceux qui ont pu être au courant et n'ont pas averti les autorités, puis à des opposants ou à des conjurés supposés.

Henning von Tresckow, chef de la 2^e armée, s'applique à lui-même le châtiment suprême. Après avoir salué et annoncé son projet à un de ses anciens subordonnés proche de la conjuration, le capitaine von Breitenbusch, Tresckow part seul en voiture vers le front. Muni d'une mitraillette, il simule une attaque de partisan et se fait exploser une grenade sur le ventre. L'artifice n'est pas découvert et son corps est ramené en Allemagne dans sa propriété. Néanmoins, comme l'enquête mène aux anciens officiers d'état-major du groupe d'armée Centre et à lui particulière-



ment, sa femme et ses filles sont arrêtées et son corps est profané par les SS.

Le général Helmut Stieff qui s'était révélé à Berlin par sa maladresse, est étranglé avec une corde à piano le 8 août. Cette forme d'exécution lente et cruelle frappe beaucoup de conjurés. Le colonel von Loringhoven, une des quatre sources qui a pu fournir l'explosif à Stauffenberg, se suicide également. Hans-Ulrich von Oertzen, arrêté le 20 juillet par l'armée, profite d'une pause pour se tuer avec une grenade avant l'arrivée de la Gestapo. Le 17 août, comme la plupart des conjurés étaient issus de l'état-major du groupe d'armées Centre, son ex-commandant von Kluge est relevé de ses nouvelles fonctions à l'Ouest et sommé de revenir à Berlin. Kluge se suicide tout en adjurant Hitler par écrit de mettre fin à la guerre. Fabian von Schlabrendorf est arrêté le même jour. Son précédent métier d'avocat lui permet de faire traîner son procès en pointant les fautes de procédure et les mauvais traitements infligés qu'il dénonce en pleine audience. La chance vient l'aider quand un bombardement américain sur Berlin tue le procureur général Freisler et détruit les pièces qui l'accablaient. Schlabrendorf survit à la guerre.

Malgré sa brutale efficacité, la Gestapo ne parvient pas à remonter toute la filière de la conjuration. Seules deux des quatre sources d'approvisionnement en explosifs de Stauffenberg sont découvertes. Les deux frères Boeselager, pourtant au cœur du complot, sont épargnés. Georg meurt au combat et Philipp survit à

A partir de l'attentat, la Heer devient suspecte. Hitler, déjà méfiant, se déchaîne contre l'armée qu'il juge réactionnaire et dangereuse pour le national-socialisme. C'est Keitel qui va épurer le corps des officiers. Göring pour sa part, impose le salut nazi à la place du salut militaire traditionnel.



Archives photo P. Tiquet



Archives photo P. Tiquet

Roland Freisler, juge implacable de la Volksgerichtshof ou tribunal du peuple, lit la condamnation à mort de von Witzleben. C'est lui qui avait condamné à mort Hans et Sophie Scholl du groupe de la Rose blanche.

la guerre. 200 exécutions concluent le complot du 20 juillet. Neuf généraux et le *Feldmarschall* Witzleben —qui a dénoncé ses camarades— sont chassés de l'armée. Witzleben est pendu avec une corde à piano le 8 août ; le film de son exécution est montré à Hitler. Le Führer est ennuyé pour Rommel qui est alors convalescent. Il serait maladroit d'assimiler un héros national aux « traîtres » du 20 juillet. Il le laisse s'empoisonner le 14 octobre pour éviter du tort à sa famille.

La montée en puissance de la SS est un paradoxe alors que son appareil policier s'est montré incapable de prévoir le putsch et que les représailles, malgré leur férocité, ont souvent épargné des conjurés et frappé des innocents. Vaincu militairement, divisé à

l'intérieur, le régime nazi se réfugie dans la cruauté et l'espoir vain d'armes miracles ou d'une dissociation des Alliés. Désormais, la trahison viendra de l'appareil SS. Himmler et Schellenberg, le chef des services de renseignements, essaient de trouver une paix de compromis avec les Alliés dans le dos d'Hitler. ■



Archives photo P. Tiquet

Le procès des conjurés se conclut par 200 exécutions. Beaucoup de condamnés sont innocents et n'ont jamais participé au complot. Pour les nazis, il s'agit de faire des exemples en déployant une brutalité inouïe au moment où le Reich est aux abois.



Quelques jours à Bordeaux

Capitale d'une nation aux abois

Par **Boris LAURENT**
membre de la Commission Française
d'Histoire Militaire.

Le 14 juin 1940, les troupes allemandes entrent dans Paris. L'exode gouvernemental bat son plein à travers les routes surpeuplées, encombrées de réfugiés qui fuient les combats. Tous partent dans la même direction : le sud-ouest et notamment Bordeaux.

Vers 17 heures, le général Lafont, commandant la 18^e région militaire, rencontre à Bordeaux le gouvernement, le président de la République et le président du Sénat. Il s'entretient longuement avec le maréchal Pétain qu'il connaît bien. Pétain, vice-président du Conseil, l'informe qu'il ne quittera pas la métropole et que son premier objectif est de demander l'armistice. Il expose déjà les grandes lignes de ce qui sera sa politique de redressement de la France.

L'arrivée chaotique à Bordeaux

Bordeaux est à ce moment le théâtre de scènes surréalistes. La ville, capitale lointaine d'une nation aux abois, est en pleine confusion. Les réfugiés affluent chaque jour plus nombreux. Le journal régional *La France* en témoigne : « Certains s'installent dans notre ville dont le nombre de lits est depuis plusieurs jours tout à fait insuffisant. Plus nombreux sont les évacués qui ne font que traverser, se dirigeant vers les Pyrénées. Tous les hôtels sont complets. Plusieurs immeubles importants ont été mis à l'entière disposition de ceux qui doivent s'installer ici... ».

« L'Hôtel de ville et sa cour d'honneur sont encombrés de parlementaires de tous partis dont l'affolement est contagieux... Dans la nuit du 19 au 20 juin, les Allemands arrosent violemment Bordeaux de leurs bombes ».

La France, juin 1940.

Le président de la République et les ministres s'installent dans des locaux provisoires d'Etat : Georges Mandel est logé à la préfecture qui deviendra le QG des « anti-armistice ». Edouard Herriot, président de la Chambre et Jeanneney, président du Sénat, tous deux contre l'armistice, logent au bureau du ministre de l'Intérieur avec Monnet et Léon Blum appelé à la rescousse. Le sénateur Lémery, très anti-allemand et proche de Pétain, est aussi appelé.

Petit à petit, l'univers parisien se reforme tant bien que mal, et très vite 200 parlementaires se croisent à Bordeaux. C'est le maire de Bordeaux, Adrien Marquet, qui répartit les arrivants selon ses préférences. Léon Blum doit demander au député Audeguil de le loger.

Pierre Laval concentre une « cour » qui fait front contre Mandel et le clan des « bellicistes ». Arrivé le 14 juin, il critique ouvertement le gouvernement



*Une femme et son enfant
au cœur des ruines. Cette
photo illustre le désespoir
et la désolation des Français
qui fuient les combats,
alors qu'ils ont tout perdu.
Les civils refluent tous vers
le sud ou le sud-ouest, et
notamment Bordeaux. Les
autorités françaises ont quitté
Paris pour Bordeaux, capitale
d'une nation aux abois.

La ruée vers Bordeaux

Lorsque le convoi gouvernemental traverse la Garonne pour arriver à Bordeaux, elle fait face à un spectacle chaotique. Depuis l'invasion de la Belgique, des milliers de réfugiés ont pris la route en direction du sud, le plus loin possible de la zone de combat. Aux yeux de la majorité des civils, Bordeaux est un lieu sûr, proche de la frontière espagnole. *« Je survole des routes noires de l'interminable sirop qui n'en finit pas de couler. On évacue, dit-on, les populations. Ce n'est pas vrai. Elles s'évacuent d'elles-mêmes... On avait donné dans le nord un grand coup de pied dans la fourmillière et les fourmis s'en allaient. Laborieusement. Sans espoir. Sans désespoir. Comme par devoir »* (Saint-Exupéry).

En arrivant à Bordeaux, beaucoup oublient de continuer leur route et restent sur place. En quelques semaines, la population double, puis triple. Lorsque les officiels arrivent le soir du 14 juin, ils aperçoivent des embouteillages inouïs qui mêlent toutes sortes de véhicules : voitures, charrettes, vélos... Trouver un logement devient une gageure. Le préfet de la Gironde, M. Bodenan et le général Lafont de la 18^e région militaire parviennent à peine à loger les officiels. Tous les édifices publics sont réquisitionnés. Se nourrir est également très difficile. Tôt le matin, la foule se jette à l'assaut des magasins ou fait la queue devant les restaurants.

C'est au restaurant *le Splendid*, le soir du 14 juin, que de Gaulle voyant le maréchal Pétain, se lève pour le saluer : histoire sans parole et tragique.

Bordeaux se scinde en deux et prend partie pour les « bellicistes » ou les tenants de l'armistice dont le nombre diminue rapidement après le bombardement de la ville le 19 juin. Bordeaux n'est plus sûre à son tour. Ce n'est que le 29 juin, avec le départ du gouvernement pour Clermont-Ferrand, que le cours « normal » de la vie bordelaise reprend. Bientôt, la Wehrmacht menée par le général von Kleist défilera sous la porte de Bourgogne.



© Coll. Privée

Reynaud, travaille les parlementaires et tente de les rallier à Pétain. Le 15 juin, Weygand arrive à Bordeaux à la demande expresse de ce dernier. La question qui agite les cercles de tout bord est de savoir s'il faut continuer la lutte, le combat contre un ennemi qui ne cesse de progresser ou, au contraire, s'il faut demander l'armistice et faire cesser les hostilités. Trois hommes sont au centre des débats : Reynaud, président du Conseil, favorable à la poursuite des combats ; son vice-président le maréchal Pétain, appuyé par le général Weygand, en faveur d'un armistice.

Deux jours. C'est le temps qu'il faut au cabinet Reynaud pour implorer.



Archives photo P. Tiquet

Formations des clans

Lorsque s'ouvre, le 15 juin 1940 à 16 heures, le premier conseil des ministres de Bordeaux, Paul Reynaud semble eseuilé et battu d'avance. Même son entourage le plus proche tente de l'incliner à demander l'armistice. Peut-être les familiers de Reynaud sentent-ils que les Etats-Unis ne rentreront pas dans la partie.

Le président du Sénat, Jeanneney, et le président de la Chambre des députés, Herriot, restent fidèles à Reynaud. Mais ce dernier se sent seul et incapable de « débarquer » les deux chefs militaires. De plus,

Pétain le menace de démissionner s'il ne se décide pas à accepter l'armistice. Mais ce qui abat moralement le président du Conseil, c'est le revirement soudain de l'amiral Darlan. Le chef de la flotte française avait marqué, quelques jours auparavant, sa volonté de continuer la lutte en cas d'armistice ou du moins, de quitter la métropole avec la flotte. Or, le 15 juin, il se déclare contre toute idée de faire passer les soldats français en Afrique du Nord.

Le premier ministre britannique Winston Churchill et le président du Conseil français Paul Reynaud (image non datée). La situation de Reynaud est intenable à Bordeaux. Il a besoin de l'appui britannique pour incliner ses ministres à ne pas faire le choix de l'armistice.



A Bordeaux, le 16 juin, lors du Conseil des ministres, le maréchal Pétain a sa lettre de démission dans sa poche. Il annonce à Paul Reynaud qu'il est contre l'idée de départ en Afrique du Nord. Face à Reynaud et au président Lebrun, il déclare : « C'en est assez, messieurs, de ces manœuvres dilatoires conduisant à l'abdication définitive de la souveraineté française ».

Alors qu'à Bordeaux se joue la bataille gouvernementale, le 15 juin le général de Gaulle quitte Brest pour Londres. Il y rejoint ceux qui œuvrent pour éviter que le désastre militaire en France ne brise l'alliance avec la Grande-Bretagne. Monick, Pleven, Jean Monnet « colmatent » les brèches diplomatiques. L'objectif, audacieux, est de réaliser l'union franco-britannique permettant à la France de survivre et de poursuivre le combat. Dès son arrivée à Londres, de Gaulle est averti par Paul Reynaud que la situation à Bordeaux ne cesse d'empirer.

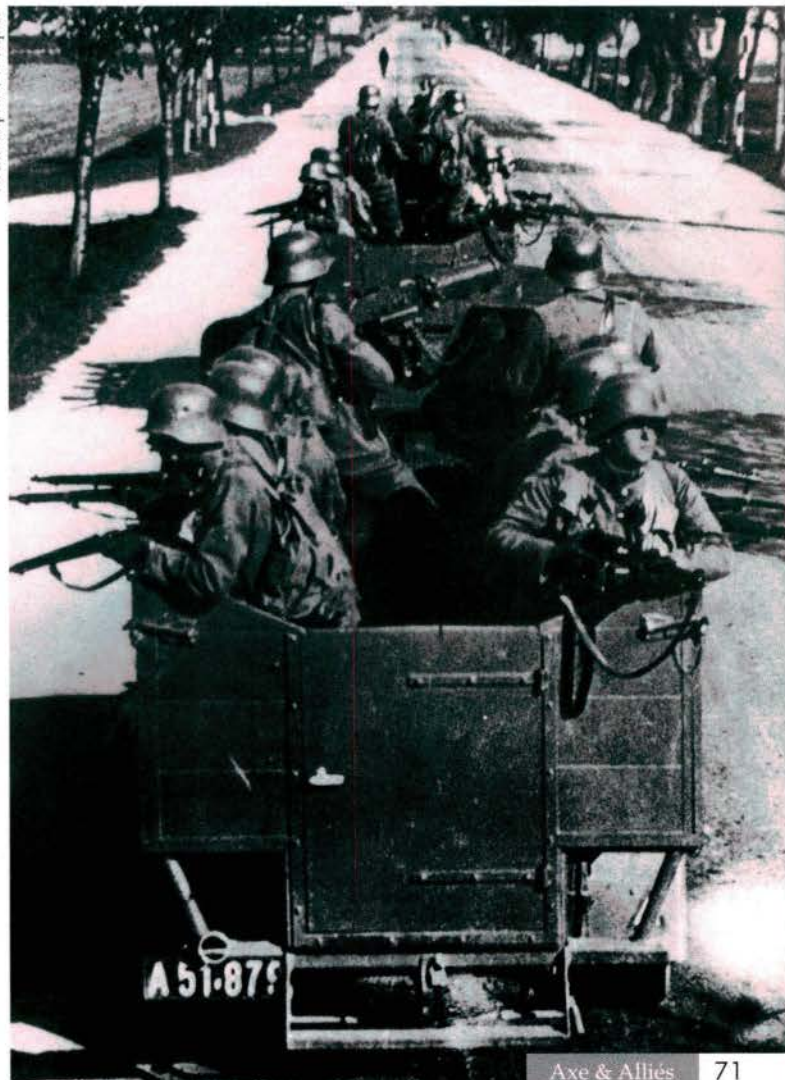
Au Carlton Club, Winston Churchill s'entretient avec Jean Monnet, l'ambassadeur Corbin et de Gaulle pour évaluer la situation de Reynaud. Le temps presse car à Bordeaux, doit s'ouvrir à 17 heures un ultime Conseil de gouvernement. Churchill convoque le cabinet au 10 Downing Street et informe Reynaud que la Grande-Bretagne est d'accord pour cette union. La situation semble se renverser. Mais au moment où Churchill prend le train qui doit le mener à Southampton, pour partir à Concarneau où il doit

A 16 h 15, Paul Reynaud ouvre un Conseil des ministres qui s'annonce très mal. Georges Mandel s'attaque à l'incapacité des chefs militaires. En vain. Weygand et Darlan exposent la situation catastrophique dans laquelle se trouve la France. Reynaud fait un ultime effort pour faire accepter l'idée de la capitulation. Or pour Weygand c'est la marque du déshonneur, et c'est donc au gouvernement de demander l'armistice. Pétain, dans un premier temps hésitant, se laisse convaincre par cette idée.

La plupart des ministres se joignent à Pétain d'abord pour sauver les réfugiés jetés dans l'exode, pour terminer enfin les combats. Reynaud de son côté se lance dans d'ultimes tentatives pour faire basculer la décision. Ses arguments pèsent peu : une aide hypothétique des Etats-Unis, le départ des troupes pour l'Afrique du Nord. Mais chaque solution s'effondre dès son lancement. La réponse du président Roosevelt ne se fait pas attendre. Il lui est impossible de déclarer la guerre sur la simple demande, même urgente et désespérée, de ministres européens. Pourtant, tant que les Français continuent la lutte, les Etats-Unis se déclarent prêts à les aider. Roosevelt conclut : « Je sais que vous interpréterez cette déclaration comme n'impliquant aucun engagement d'ordre militaire. Seul le Congrès peut prendre de tels engagements ». Pour Pétain ce n'est pas crédible. Ce n'est qu'une « manœuvre dilatoire ».

Une unité motorisée de la Wehrmacht progresse à travers la campagne française. Les soldats sont prêts à intervenir en cas d'embuscade. La ligne Maginot est totalement encerclée, les faubourgs d'Orléans sont atteints, le désastre s'accroît d'heure en heure.

Archives photo P. Tiquet





A Bordeaux, la foule se presse devant les services d'accueil. Ces milliers de réfugiés qui affluent de toute la France mais aussi de Belgique, attendent d'être fixés sur leur sort ou espèrent simplement des nouvelles de leur famille.

rejoindre Reynaud, un message de Bordeaux lui est délivré : *« Crise ministérielle ouverte... Espère avoir nouvelles vers minuit. En attendant, rencontre arrangée pour demain impossible »*.

Que se passe-t-il à Bordeaux ?

Le 17 juin, entre 16 et 20 heures se tient le Conseil des ministres, qui est en réalité le dernier du gouvernement Reynaud. L'atmosphère est particulièrement électrique. Mandel et Camille Chautemps s'invectivent violemment. Mandel crie qu'au sein du Conseil, les clans des braves et des lâches s'affrontent, *« ceux qui veulent se battre et ceux qui ne le veulent pas »*. La majorité rejette la proposition d'union franco-britannique et accepte la solution de Chautemps. Celle-ci doit incliner les Français à penser que les conditions d'armistice seront inacceptables et ainsi leur faire

Edouard Herriot, président de la Chambre, soutient Paul Reynaud. Il ralliera la proposition du maréchal Pétain tout en proposant le départ d'une partie du gouvernement en Afrique du Nord.



Le président du Conseil Paul Reynaud est partisan de la continuation des combats. Il espère un engagement américain. Il est la cible des attaques de Weygand, mais aussi de Laval qui œuvre pour gonfler les rangs des tenants de l'armistice.

accepter le départ du gouvernement et la poursuite de la lutte. Il ne s'agit pas tant de demander l'armistice que de demander ce que pourraient être ses conditions. Paul Reynaud annonce au président Lebrun qu'il n'est plus en majorité et lui donne sa démission. Lebrun refuse et ajourne la séance.

En réalité, la démission reportée va être effective lors d'une réunion à quatre qui comprend le président de la République, les présidents des deux Chambres et le président du Conseil. Cette réunion voit Reynaud et Lebrun s'affronter. Reynaud ne veut se soumettre à la proposition Chautemps alors que Lebrun tente par tous les moyens de le rallier. Jeanneney et Herriot proposent comme successeur à Reynaud... Paul Reynaud, qui pour sa part lance le nom de Pétain.

Le président de la République accepte d'appeler Pétain, le héros de Verdun, qui dispose déjà d'une liste de ministres. Lebrun témoignera dans ses mémoires : *« Je n'étais pas habitué à une telle rapidité ; je me rappelais, non sans amertume, les constitutions de ministères si pénibles auxquelles j'avais présidé pendant mon séjour à l'Elysée »*. Lors du procès Pétain, Albert Lebrun affirmera que c'était avec un certain soulagement qu'il avait alors accueilli la constitution des ministères.



A 22 heures, le ministère est constitué : 16 ministres et deux sous-secrétaires d'Etat dont onze faisaient déjà partie du précédent gouvernement. De Gaulle manque à l'appel. Pierre Laval refuse de faire partie de ce gouvernement car le maréchal Pétain lui a refusé les Affaires étrangères. Il entrera cependant huit jours plus tard au sein du gouvernement comme ministre d'Etat avec la fonction de vice-président du Conseil.

Le 18 juin la campagne de France prend fin. A 11 h, lors du premier Conseil des ministres, Weygand, alors ministre de la Défense, fait un dernier point sur la situation : le front craque partout ; *« c'est la débâcle de nos troupes »*. Une seule question anime les ministres : rester en France ou rallier l'Afrique du Nord ? Le président Lebrun souhaite quitter la France pour pouvoir négocier plus librement avec les vainqueurs. Pétain veut rester pour les Français. Durant trois jours, la vie à Bordeaux semble suspendue à l'indécision des gouvernants alors que la Wehrmacht progresse inexorablement. Le 19 juin, l'ambassadeur d'Espagne prévient les Français que les Allemands souhaitent ouvrir des négociations d'armistice. C'est le général d'armées Huntziger qui conduira la délégation française à Rethondes pour rencontrer les Allemands. La page de Bordeaux se termine, une nouvelle page commence qui s'écrira à Vichy... ■

Le 16 juin, le président Albert Lebrun, choqué par la défaite et la débâcle, confie au maréchal Pétain les destinées de la France.



MIRACLE AT ST. ANNA

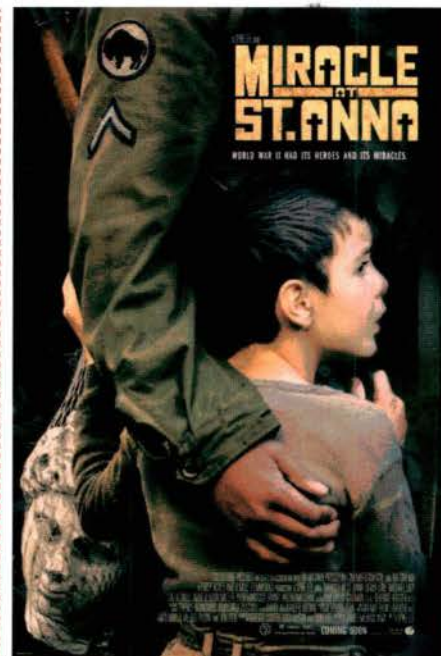
un film de Spike LEE

Le dernier opus du réalisateur américain Spike Lee, *Miracle à Santa-Anna*, a pour toile de fond la Seconde Guerre mondiale, et plus précisément la campagne d'Italie. Cette adaptation cinématographique d'un roman de James McBride relate l'histoire d'une escouade de soldats américains encerclée par l'ennemi dans un village perché dans les montagnes toscanes, Santa-Anna.

Un film hollywoodien

Le scénario repose essentiellement sur le combat mené par quatre GI's appartenant à la 92^e division d'infanterie américaine, division composée de 15 000 soldats afro-américains surnommés les *Buffalo soldiers*. Ces *colored troops* ont combattu

en Italie d'août 1944 à novembre 1945. Les quatre *buddies* (camarades) devront tout à la fois affronter les troupes nazies et le racisme de l'officier blanc qui les commande, sans parler de l'attitude ambiguë des partisans italiens... Finalement, nos quatre héros trouveront soutien et compréhension auprès de la



population civile de ce village, autre victime de la guerre s'il en est. D'où peut-être le titre métaphorique du roman puis du film, Spike Lee signant là une œuvre militante conforme à l'ensemble de sa filmographie. Réalisé avec de gros moyens, la trame de ce spectacle se révèle en fait très classique. On peut parler



en l'espèce de film hollywoodien, avec ses scènes d'action, son intrigue, ses bons sentiments aussi, qui devrait donc captiver le grand public tout en faisant passer un double message : selon les propres paroles du réalisateur, ce long-métrage a pour finalité première de rappeler au monde que 1 900 000 soldats afro-américains ont participé au dernier conflit mondial, tant il est vrai que leur contribution a été occultée depuis lors. Mais l'auteur de *Malcom X* a aussi voulu dénoncer le système inégalitaire de l'armée américaine. En effet, le portrait sans concession qu'il dresse des officiers blancs renvoie directement aux préjugés raciaux qui gangrenaient l'*U.S. Army* à cette époque (lire sur ce sujet : Buchanan A, *Black American in the World War II*, New York, 1977, ainsi que Dalfiume R.M., *Segregation of the U.S. armed forces*, New York, 1964). Et le principal intérêt de son travail consiste bien à nous interpeller sur la question de la condition des soldats de couleur dans cette armée

Colombus, Géorgie, 13 avril 1942.

Un MP se prépare à intervenir dans le secteur qui lui est assigné.

Le bâtiment de la police militaire portant l'inscription « colored » est caractéristique de la discrimination qui règne alors au sein de l'*US Army*, surtout dans les Etats du Sud.

libératrice. Spike Lee, à sa façon, répond à cette interrogation. Cela dit, objectivement, quels enseignements, pour ne pas dire quelles vérités historiques, peut-on tirer de son film ?

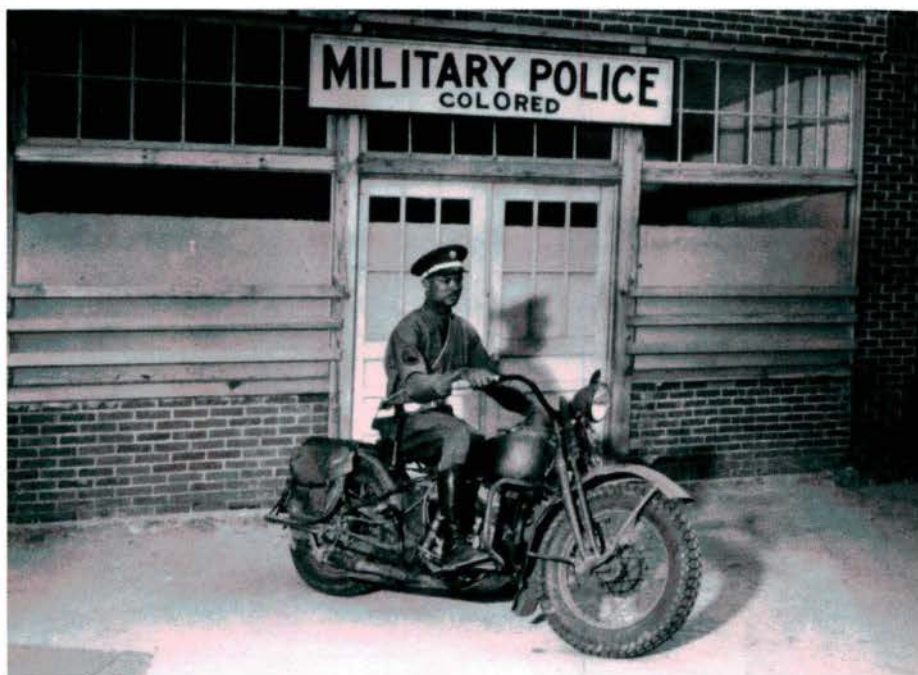
Sans que le scénario ne le laisse jamais supposer, l'armée américaine entreprend de se reformer après l'entrée en guerre du pays. Cette évolution générale vise aussi les citoyens américains noirs qui sont appelés sous les drapeaux. Loin de céder à des préoccupations humanitaristes, le haut commandement entend proscrire les pratiques jugées par trop discriminatoires, car les dissensions raciales sont potentiellement dangereuses.

Afin de maintenir l'ordre et la discipline dans les rangs de l'armée, les stratégies américains établissent une sorte de protocole : *primo*, les *GI's* noirs seront tenus à l'écart des *GI's* blancs. On ne parle plus de ségrégation mais de « séparation » entre les uns et les autres.

Secundo, une égalité de traitement entre les deux communautés sera recherchée, et cela autant que faire se peut.

Les relations entre soldats noirs et blancs

Les relations entre soldats noirs et blancs composant le corps expéditionnaire américain en Europe de l'Ouest connaissent pour point de départ leur arrivée en Grande-Bretagne. Ce ne sont pas moins de 130 000 *GI's* noirs qui y séjournent entre mai 1942 et juin 1944. En juin 1942, un ordre du jour émanant du général Eisenhower prohibe de manière très ferme tout comportement discriminatoire dans l'armée : « *La diffusion d'affirmations indignes sur le caractère de toute unité des Etats-Unis, qu'elle soit blanche ou de couleur, devra être considérée comme préjudiciable à l'ordre et à*





Iwo Jima, février 1945. Des Marines évacuent un prisonnier japonais souffrant de malnutrition.

© NARA

la discipline et leurs auteurs punis immédiatement ».

Dans le même temps, le Pentagone fait imprimer une brochure à l'intention des soldats américains envoyés à l'étranger. Entre autres conseils sur la manière de se comporter, les GI's y trouvent les recommandations suivantes : « Lorsque vous rencontrez un homme en uniforme de l'armée des Etats-Unis, peu importe sa couleur de peau ou sa race ; il est votre compagnon d'armes, face aux mêmes dangers que vous, combattant pour la même cause », ou encore, « ne rabaissez pas un GI de couleur en utilisant des épithètes du genre « nègre ».

Il est également ordonné de nommer dans ces unités « les officiers les plus expérimentés et capables ». Celles-ci pourront

bénéficier d'un encadrement renforcé, jusqu'à 25 % d'officiers en plus par rapport à une unité composée de GI's blancs. Quant au maintien de la discipline dans leurs campements, des MP's noirs en assureront le respect. Enfin, les officiers en charge de ces unités s'intéresseront à toutes les activités de détente proposées à leurs hommes. Ils devront les accompagner dans les lieux où ils se rendront, autrement dit ne pas les quitter des yeux. Il est demandé à ces mêmes officiers de bien reconnaître la région dans laquelle leur unité est cantonnée, et d'avoir un aperçu sur les établissements ouverts la nuit. Pour éviter de probables incidents entre les deux communautés, les officiers devront veiller à ce que celles-ci ne se « mélangent » pas. Cette précaution vaut tout

particulièrement pour les endroits où on servirait de l'alcool et que fréquenterait en sus la gent féminine (NARA, document non daté envoyé aux commandants des unités de couleur stationnées en Grande-Bretagne). Malgré ces directives, les troupes américaines stationnées dans l'attente du Jour J vont tout de même s'illustrer au cours de batailles rangées, ces rixes entre GI's blancs et noirs apparaissant parfois dans les journaux britanniques.

Les noirs dans les différentes Armées

En ce qui concerne la lutte contre la discrimination, les choses sont plus compliquées encore. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il est impensable d'établir une stricte égalité entre les militaires blancs et noirs. Ainsi, on constate que les Afro-américains se trouvent quasiment exclus de la marine et de l'aviation. En ce qui concerne l'*U.S. Navy*, on dit d'elle qu'elle est « *Lily White* », en référence à la blancheur du lys, ce qui signifie qu'elle se compose alors uniquement d'Américains blancs. En réalité, on trouve des marins de couleur jusque sur les bateaux, mais ils sont le plus souvent affectés à l'entretien des machines ou aux cuisines. Quant à l'*U.S. Air Force*, des Noirs, peu nombreux, servent dans les services au sol, autrement dit chez les « rampants ». La seule exception consiste en une escadrille de chasse formée à Tuskegee, dans l'Alabama, formation composée uniquement d'aviateurs de couleur. Il est probable que cette escadrille a été créée par le haut commandement américain à des

Le Nord et le Sud

Lors de la guerre de Sécession, la question de faire combattre des soldats noirs s'était déjà posée aussi bien du côté sudiste que nordiste. L'Union encouragea progressivement l'enrôlement des esclaves qui avaient pu fuir les Etats de Sud ou de ceux qui avaient recouvré leur liberté au fil du temps. Par la suite, les soldats noirs de l'*American Expeditionary Force* ne participèrent qu'à la toute fin de la Première Guerre mondiale. Leur attitude au combat aurait fait alors l'objet de certaines critiques aux Etats-Unis. Encore faudrait-il pouvoir en vérifier la pertinence !

Des Marines sur une plage d'Iwo Jima en mars 1945. Une polémique est née suite à la double sortie de *La mémoire de nos pères* et *Iwo Jima* réalisés par Clint Eastwood. Spike Lee avait alors déclaré que la version de Clint Eastwood avait occulté la présence des soldats noirs américains.



finis de propagande, l'existence de cette unité démontrant à dessein la politique égalitaire de l'armée afin de satisfaire une partie de l'opinion publique.

Il reste l'armée de terre où les Noirs se trouvent enrôlés en grand nombre. Là encore, l'armée s'entend à distinguer les recrues blanches des recrues de couleur. Quand les premières sont versées dans les unités de combat ou de

soutien, les secondes rejoignent prioritairement les services relevant de la logistique. Dans le

génie, on entraîne ces hommes pour réaliser des installations portuaires, des dépôts, des

Parade du 41^e régiment de pionniers à Fort Bragg en Caroline du Nord. Exclue de la Marine et de l'armée de l'Air, les noirs américains servent essentiellement dans l'US Army.



hôpitaux de campagne, des routes et des voies ferrées... Ils sont par ailleurs versés en grand nombre dans le *Transportation Corps*, les services du train.

Selon l'historien Arthur L. Funk, le 25 août 1944, approximativement 73% des unités de camionneurs de la fameuse *Red Ball Express* étaient composés de compagnies noires. De nuit comme de jour, ces conducteurs de GMC sillonnaient les routes de Normandie pour ravitailler le front. Funk a puisé ces chiffres dans une étude officielle de l'armée américaine sur l'emploi des troupes noires (Funk Arthur L., « *les soldats américains en Normandie* »). Cette liste n'est en rien exhaustive mais elle synthétise le type de fonction réservé à la plupart des soldats de couleur dans l'armée américaine. On

explique souvent cette orientation par le manque de confiance des élites militaires dans la combativité des troupes de couleur, mais les expériences faites en la matière pendant la Guerre de Sécession démentiraient plutôt cette opinion.

A cet égard, d'aucuns soutiennent que restreindre la participation des Noirs à des tâches jugées subalternes les privait de toute gloire à l'heure de la victoire finale. Sur ce point, il apparaît indéniable que les GI's de couleur n'ont guère été célébrés dans le cadre des cérémonies commémoratives du débarquement en Normandie. Mais les GI's blancs affectés à des postes semblables n'ont guère profité de plus d'honneurs. D'autre part, cet argument est spécieux, car, de tout temps, se battre sur le front n'a jamais représenté un traitement de faveur...

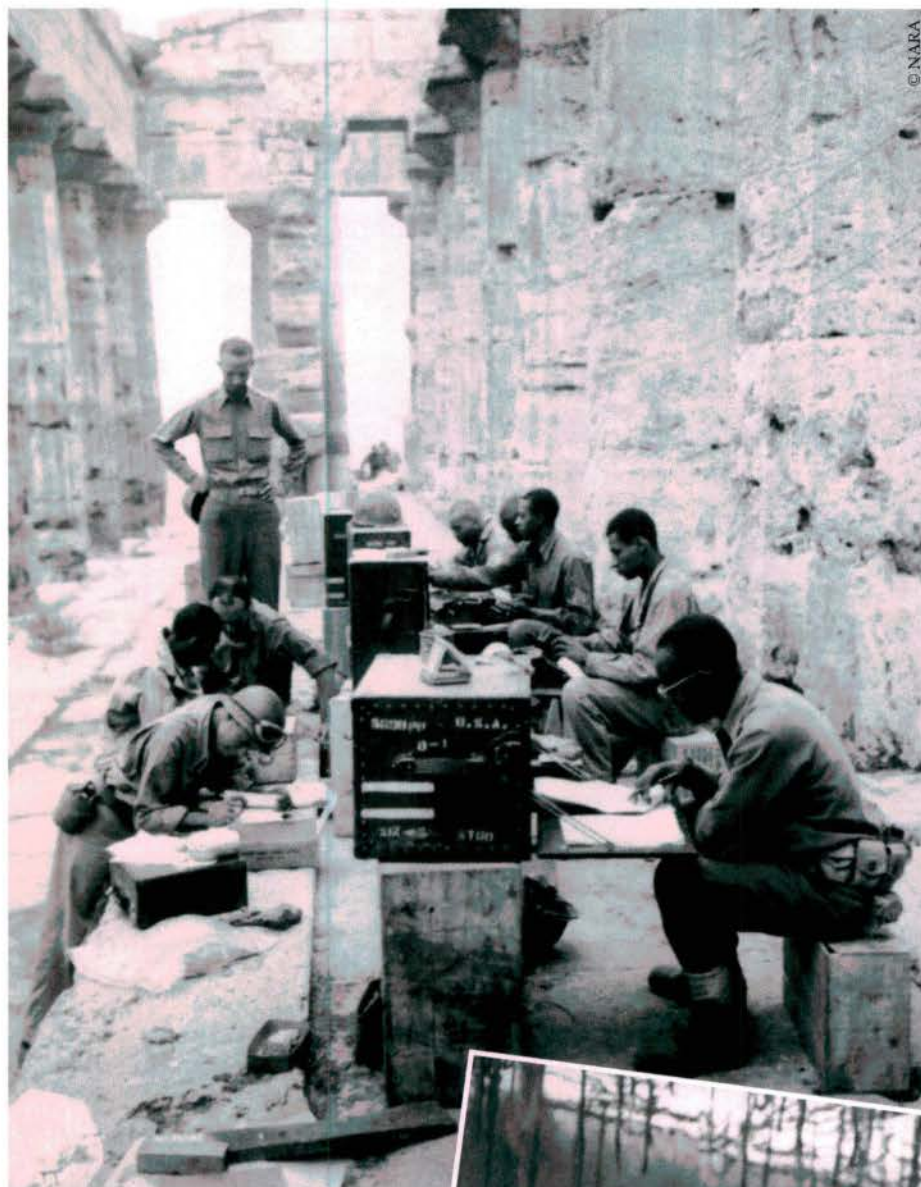
Dans le prolongement de cette réflexion, il faut souligner que le fait de former des hommes opprimés au métier des armes peut se révéler problématique à court terme. Le risque existe en effet que ces soldats, une fois renvoyés à la vie civile, se rebellent d'une façon ou d'une autre. D'ailleurs, à quelques années de là, on peut penser que la participation active des Afro-américains à la guerre du Vietnam a accéléré le processus d'intégration des minorités noires aux Etats Unis.

Dernier point, entre 1941 et 1945, les officiers noirs sont peu nombreux. Un seul des leurs a été promu au grade de général, le brigadier général Benjamin O. Davis. L'armée américaine se justifie en invoquant les mauvais résultats obtenus aux tests de recrutement, tests pour lesquels

4 janvier 1974. Le lieutenant-général Mc Narney, du commandement suprême allié pour le théâtre d'opérations méditerranéen, inspecte la garde d'honneur des MP durant sa visite de la 5^e armée, dans le secteur de la 92^e division.



© NARA



Italie, septembre 1943. Une compagnie des transmissions s'est installée dans les ruines d'un ancien temple grec.

Sam connaît ses premiers balbutiements pendant la Seconde Guerre mondiale, dans les faits, il n'y a pas de « miracle » à attendre. Malgré les directives du haut commandement, il s'avère réellement impossible de changer les mentalités du jour au lendemain. Or la société américaine des années quarante est fondée sur la discrimination et la ségrégation raciale. Pour en revenir au film de Spike Lee, nous regretterons que ce dernier n'ait pas traité ce sujet fort intéressant en le situant sur un autre théâtre d'opérations. Sous un angle strictement historique, la zone arrière de la bataille de Normandie aurait offert une plateforme d'exploration beaucoup plus révélatrice de ce côté obscur de l'US Army. Mais c'est une autre Histoire que celle-là... ■

les recrues de couleur ne se classent que dans les deux catégories inférieures. Ce faisant, une infime minorité d'entre elles peut prétendre à une formation dans une école pour officiers.

En définitive, si le processus d'intégration des Noirs dans l'armée de l'Oncle

10 mars 1945. Ces soldats américains s'apprentent à charger leur « colis » pour Hitler ! Des milliers de brochures imprimées par le Pentagone, sont distribuées au GI's, rappelant aux soldats blancs que les soldats de couleur se battent pour la même cause et font partie de la même armée.



AXE & ALLIÉS

1939 - 1945

DÉCOUVREZ

BI MESTRIEL

5,95 €
+ frais de port



A&A n°1

Grossdeutschland, division d'élite de la Wehrmacht. Les Jeunesses hitlériennes. Tigre au combat ! Les dessous du pacte germano-soviétique.



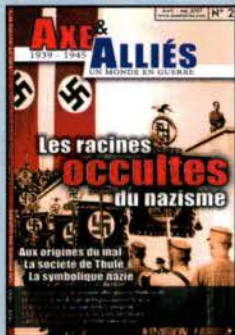
A&A n°6

Totenkopf : l'unité maudite. Les autoroutes du Reich. Les Intellectuels français et Vichy. Pearl Harbor, tournant stratégique. Les mémoires de Guderian.



A&A n°11

Odessa, les réseaux de fuite nazis. La marine française après l'armistice. Le cinéma face à la guerre. L'AMGOT. Evolution de l'uniforme allemand.



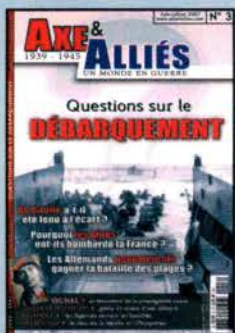
A&A n°2

La société occulte de Thulé. Le piège de Scapa Flow. la lutte des Britanniques sous le Blitz. Conférence de Munich. Hitler mène le jeu.



A&A n°7

La Nuit des longs couteaux. Les alliés orientaux du Reich. Les Fallschirmjäger. La querelle des « mauvais maîtres ». L'opération Panzerfaust.



A&A n°3

Les dessous du Jour J. La stratégie allemande. La vie quotidienne sous l'Occupation. Signal, monument de la propagande. La mésalliance Hitler-Mussolini.



A&A n°8

La bataille des Ardennes. Bastogne. Opérations Stösser et Greif. La musique du 3^e Reich. Le Canada en guerre. La diplomatie des alliés. La U-bootwaffe.

HORS SÉRIE

6,95 €
+ frais de port



A&A HS n°1

La division Charlemagne :

L'engagement des volontaires français, leur entraînement et leur motivation, les combats, des plaines de

Poméranie à l'ultime sacrifice dans les ruines de Berlin.



A&A n°4

Hitler, chef de guerre. Défiance et soumission des généraux. La République de Salò. L'architecture sous le III^e Reich. La Ligne de démarcation.



A&A n°9

Apocalypse à Berlin. La tanière du loup. Von Manstein, brillant Felsmarschall. Offensive aérienne alliée sur la France. Rommel contre Montgomery. Mai-juin 1940 au regard des intellectuels.

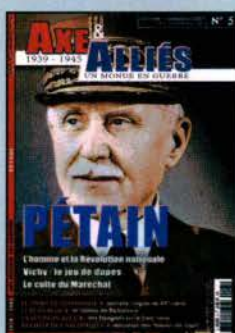


A&A HS n°2

L'infanterie attaque !

L'infanterie des différents pays engagés, le fantassin moderne, équipement et organisation, l'enfer

des batailles, les tactiques de combat, les casseurs de chars...



A&A n°5

Pétain chef d'Etat. Le régime de Vichy. Le culte du Maréchal. Les Meutes de lous. La division Azul. Le Plan bleu. Le sport en Allemagne, une nouvelle religion.



A&A n°10

Nouveau regard sur la bataille de Koursk. L'espionnage soviétique. Patton. La vie mondaine des nazis. Les exactions des GI en Normandie. Les Beaux-Arts en Allemagne.



A&A HS n°3

Le nazisme, une religion ?

Ce hors série retrace en détail la construction d'une véritable foi germanique, puis nationale-socialiste, et son application

à partir de 1933, avec ses codes, ses rites et son ordre noir.

6,95 €
+ frais de port

Bon de commande à découper, photocopier ou recopier et à renvoyer avec votre règlement à :
Axe et Alliés, 625 route d'Aix, 13510 Equilles - contact@axeetallies.com

■ *La situation stratégique.
Pourquoi Stalingrad ?*

■ *Un affrontement urbain
apocalyptique*

■ *« Une bataille
au bord du gouffre »*

Stalingrad

Et aussi :

■ **La Wehrmacht**

une armée à cheval ou à moteur ?

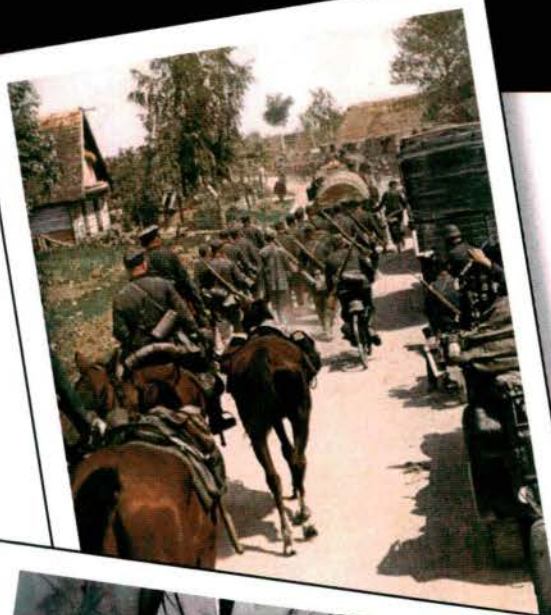
Pour nos prédécesseurs de 1940, comme pour nos contemporains, la défaite de la Pologne et de la France illustre la confrontation d'armées dépassées et hippomobiles, représentées par les lanciers polonais ou l'artillerie volante française, à une Wehrmacht entièrement motorisée, précédée par une horde de Panzer.

Rien n'est plus inexact. La Wehrmacht de 1939 à 1945 dépend largement du cheval, beaucoup plus que l'armée britannique qui est entièrement motorisée dans les années 1930. En quoi le cheval contribue-t-il aux succès ou à la défaite finale du Reich ?

■ **Le Feldmarschall Keitel**

bras droit militaire d'Hitler

Les films et les photographies de Hitler au cours de la Deuxième Guerre mondiale montrent souvent au second plan un géant raide à l'œil bleu et à la fine moustache blanche : le Feldmarschall Wilhelm Keitel. Au cœur du pouvoir, Keitel est l'homme qui transcrivait en ordre d'opérations les projets militaires de son Führer. Quelle est sa responsabilité dans cette guerre ?










BIENTÔT EN KIOSQUE

le n°2 de TANK ZONE

le nouveau magazine consacré
à l'histoire internationale
des blindés, des canons et
de la cavalerie motorisée,
des origines à la guerre froide.

Au sommaire du n°2

-  Le LWS
-  Le Pz Abt.202 en Yougoslavie
-  L'aube des chars Français
-  Les amphibies en Indochine
-  La Panzerwaffe, 2^e partie
-  La 4th armoured division
-  NZ en Italie

À DÉCOUVRIR TOUS LES DEUX MOIS
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



couverture non contractuelle



6,90 €

Le Boeing 707, construit à plus de 1 000 exemplaires jusqu'à la fin du siècle dernier, connu lui aussi une carrière particulièrement longue au travers de ses multiples versions et variantes remotorisées. ■



POUR COMMANDER : www.histoireetcollections.com